

CAHIERS MARXISTES

Revue trimestrielle

N° 18

5° année / Juillet-août-septembre 1973

Éditée sous le patronage
de la Fondation Joseph Jacquemotte

Sommaire

« Aux peuples pour le Chili »	p. 3
A. Duchâteau L'U.D.P. dans la stratégie globale des alliances	p. 9
André Martin La gauche éclatée : avertissement par les dockers	p. 25
Jean Terfve Problèmes communautaires et classe ouvrière	p. 37
Louise Gotovitch Quelques réflexions à propos de la « pédagogie »	p. 59
Giovanni Carpinelli Les interprétations du rexisme	p. 71

Comité de rédaction

Jean Blume
Francis Chenot
Edmond Dubrunfaut
Augustin Duchâteau
Maurice Haber
Pierre Joye
René Lonnoy
Jacques Moins
Jacques Nagels
Claude Renard
Roger Somville
Jean Terfve

Rédacteur en chef :
Augustin Duchâteau



« C'était un dirigeant qui en imposait à la fois par sa simplicité, son regard fraternel et en même temps sa volonté de fer... Des assassins sont passés par là. »

(André Carrel, L'Humanité, 13/9/73.)

« Aux peuples pour le Chili »

« Aujourd'hui 18 septembre 1973, journée nationale du Chili, date commémorative de son indépendance, nous, dirigeants de l'Unité populaire, nous sommes réunis à Rome. Le coup d'Etat militaire fasciste du mardi 11 nous a trouvés hors du pays. Où que nous soyions, nous devons faire notre devoir.

» Nous ne pouvons nous taire.

» Surtout alors que le putsch a jeté sur la République du Chili la pire tragédie civique en déchaînant une guerre civile virtuelle.

» Depuis une semaine, jour après jour, heure après heure, le sang du peuple coule dans les rues après l'assassinat, dans le palais du gouvernement, du président légitime et constitutionnel, le camarade Salvador Allende.

» Il est tombé vaillamment pour la liberté, pour la démocratie, pour les droits de l'homme, pour le socialisme et la fin de toute exploitation. Il s'est donné tout entier à la cause de l'émancipation totale de son pays, à la révolution.

» Il a servi cet idéal au prix de sa vie.

» Allende se place parmi les figures maîtresses de notre nation, les « libertador », O'Higgins, Carrera et Manuel Rodriguez, le président martyr Balmaceda. Son œuvre, son legs, son exemple vivent pour toujours. Allende est présent dans chaque combat du peuple. La conscience libre de l'Amérique inscrit aussi son nom avec celui des chefs mémorables tombés pour la liberté de l'homme, avec Lincoln, Marti, Sandino et « Che » Guevara.

» Un frisson d'horreur secoue en ce moment le monde indigné par les massacres dans lesquels ont succombé déjà des milliers de citoyens.

» Jamais au Chili on n'avait assassiné un président. Jamais on n'avait commis un crime massif si terrible et si traître.

» Les factieux se sont soulevés en armes, en recourant brutalement aux bombardements aériens et à l'artillerie contre un gouvernement légal, démocratique, pluraliste, de plusieurs partis, formé par une large coalition de diverses forces : marxistes, chrétiennes, rationalistes, indépendantes.

» Pendant ses trois ans de gouvernement, il a pleinement garanti les libertés et les droits de l'homme. Sous son mandat, de multiples consultations électorales ont eu lieu.

» Pour ses féroces ennemis, sa faute fut d'ouvrir la voie à une transformation profonde de l'économie et de la société, instaurant un gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple.

» Son crime fut de vouloir un Chili pour les Chiliens, un pays pour soi, et non une factorerie au profit des consortiums internationaux. Son crime fut de nationaliser le nitrate, le cuivre et le fer.

» C'est pourquoi l'impérialisme nord-américain a juré vengeance, prémédité fortement la mort d'Allende et la ruine du pays. Il a fomenté le complot dès le premier jour de la victoire populaire. Cela résulte des documents de source yankee officielle. C'est lui qui a agi et qui derrière le rideau de scène a organisé le coup d'Etat, conçu selon des modèles étrangers au Chili.

» La réaction intérieure haïssait Allende parce qu'il a dirigé un mouvement libérateur des paysans. Elle s'est proposée de le renverser, en outre, parce qu'il a mis fin à la voracité des monopoles. Elle l'a condamné à mort parce qu'il a, par tous les moyens, essayé d'empêcher la guerre civile en ouvrant la porte au dialogue.

» C'est pourquoi les réactionnaires de l'intérieur, unis à l'impérialisme, ont violé toutes les lois, déchaîné la spéculation, le sabotage économique, le terrorisme quotidien et ils ont recouru à la destruction et au crime systématiques.

» Ils haïssaient Allende parce que à la tête du mouvement populaire il s'est souvenu des éternels oubliés, des humiliés, des offensés, du pauvre, de la mère et de l'enfant. Et ils ne lui ont jamais pardonné d'avoir donné chaque jour un demi-litre de lait à tous les enfants du Chili.

» Maintenant l'impérialisme, le fascisme, le parti national et la droite démocrate-chrétienne, dirigée par Frei, ont incité des chefs militaires à trahir leur serment à la patrie et à la Constitution. Ils les ont poussés à un coup d'Etat sanguinaire destiné à étrangler par la violence les institutions démocratiques et les conquêtes sociales, à instaurer au Chili une impitoyable dictature.

» Le mot de *Djakarta*, écrit par les fascistes sur les murs de Santiago, est la devise qui a inspiré les tueries actuelles de travailleurs, d'habitants des faubourgs, de révolutionnaires et de patriotes. Dans ces tueries meurent des chrétiens, des marxistes, des rationalistes, des indépendants.

» Le peuple résiste aux fauteurs du coup d'Etat dans une lutte héroïque et inégale qui, à travers beaucoup d'alternatives, continuera jusqu'à la victoire finale.

» Cette lutte rencontrait déjà, et elle en a de plus en plus besoin, la compréhension et la solidarité mondiales.

» La junte factieuse pourra s'appuyer sur les baïonnettes, mais jamais sur la volonté du peuple. Elle n'est pas le gouvernement légitime; elle ne représente pas la volonté du pays.

» Nous savons que la cause du Chili est la cause de tous les peuples sans exception.

» De Rome où nous sommes réunis, nous voulons demander à tous les hommes de bonne volonté, qui ont le respect de la personne humaine, de faire tout ce qui est à leur portée, de la façon la plus urgente, pour arrêter la main homicide et en finir avec le bain de sang du Chili.

» Que s'ouvrent les prisons, comblées de détenus politiques, et que se ferment les camps de concentration.

» Que cessent toutes les formes de persécutions ouvertes ou hypocrites au pays de Gabriela Mistral et de Pablo Neruda.

» Pour cela nous nous adressons aux partis démocratiques d'Europe et des autres continents; aux organisations de travailleurs, de femmes, de la jeunesse et des étudiants, aux intellectuels, aux gens de toutes philosophies et convictions, pour qu'ils s'expriment et agissent immédiatement afin de condamner le fascisme et le meurtre de masse qu'il a déchaîné sur le Chili.

» Le pays qui fut toujours terre d'asile contre l'oppression ne peut non plus accepter que soient poursuivis ceux qui ont cherché refuge dans notre patrie.

» D'urgence, nous demandons que se mettent en mouvement toutes les personnes et toutes les forces attachées à la dignité de l'homme, pour qu'au Chili soit mis fin à la chasse à l'homme.

» Nous demandons que la solidarité se manifeste sous mille formes.

» Nous prions que soient adressés des messages dans ce sens au secrétaire général des Nations Unies, aux organisations nationales et internationales chargées de veiller aux Droits de l'homme.

» Nous sommes émus de constater que le Chili n'est pas seul dans cette dure épreuve.

» Sachez qu'au jour anniversaire de notre émancipation, du fond de son angoisse, le peuple du Chili fait savoir au monde sa confiance dans le succès définitif de sa lutte, et qu'il lance son cri de combat et d'espoir : nous vaincrons ! »

Julio Benitez, du Bureau Politique du Parti Socialiste du Chili; Victor Barberis, du Bureau Politique du Parti Socialiste du Chili; Homero Ullio, du Parti Socialiste du Chili; Volodia Teitelboim, sénateur, du Bureau Politique du Parti Communiste du Chili; Carlos Contreras, du Comité Central du Parti Communiste du Chili; Alessandro Yarez, du Comité Central du Parti Communiste du Chili, dirigeant étudiant; Mario Astorga, de la direction du Parti Radical, ancien ministre de l'Education; Oscar Jimenez, du Parti Radical; Armando Uribe, de la direction de la Gauche chrétienne; Sergio Sanchez, dirigeant du MAPU et de la CUT; Eduardo Novoa, indépendant de gauche; Carlos Vassallo, indépendant de gauche.

LOUIS VAN GEYT, PRÉSIDENT DU P.C.B., AU MEETING DE LA MAISON
DES HUIT HEURES à BRUXELLES LE 18/9/1973 :

« ... La soudaineté du coup porté à la démocratie montre qu'il était préparé depuis longtemps L'ITT et la CIA sont dans les coulisses... Dans plusieurs pays, les forces de droite cachent mal leur satisfaction. La vigilance s'impose aussi chez nous. On se souviendra que le dossier concernant le meurtre de notre président Julien Lahaut a été classé sans suite. Il y a trois ou quatre ans, un homme politique influent a lancé l'idée d'une constellation groupant des hommes de droite et des généraux. Aujourd'hui, cet homme joue un rôle important dans l'établissement de notre politique militaire et de réforme de l'armée (cris dans la salle : VdB !) il se trouve que ces gens, ces « râleurs » comme dit Victor Larock dans un éditorial du « Peuple », sont rendus inquiets par les progrès de la détente internationale et par les perspectives de réduction des forces militaires. Cela les empêche de dormir.

Que faut-il faire ?

Il est nécessaire, impérieusement, que tous les démocrates poursuivent et développent le mouvement de solidarité avec le peuple chilien, avec les réfugiés politiques qui se trouvent au Chili. Les partis communistes français et italien nous ont informés de l'ampleur des massacres perpétrés au Chili. Il faut agir d'urgence pour y mettre fin. Il faut des démarches communes dans toutes les directions. Nous pensons que le gouvernement peut et doit prendre les initiatives nécessaires pour condamner les massacres, pour qu'ils soient condamnés partout et qu'il y soit mis fin. Toutes formes de relations, y compris diplomatiques, doivent être rompues avec la junte. L'unité pour la défense de la démocratie sera déterminante. Nous souhaitons vivement que toutes les organisations démocratiques, y compris celles qui ne sont pas représentées ici, nous pensons notamment à la CSC, interviennent dans le même sens et si possible ensemble. Nous réclamons une meilleure information sur ce qui se passe au Chili de la part de la radio et de la TV. Un vaste mouvement d'opinion peut contraindre le gouvernement des USA à intervenir à Santiago pour faire cesser les massacres. Combien les évêques chiliens seraient plus forts dans leurs appels contre les crimes de la junte s'ils étaient appuyés par l'épiscopat belge ! Car c'est vraiment dans toutes les directions qu'il faut agir, et unis. Nous pensons qu'il faut charger les organisateurs de la réunion unitaire de ce soir de l'organisation de la poursuite de l'action... »

RESOLUTION :

« Rassemblés sous la présidence de Jos Van Eynde, président du Parti Socialiste Belge, à l'initiative des organisations politiques, syndicales et juridiques qui considèrent comme inséparables les libertés populaires, les droits du travail et les prérogatives de la puissance publique, les démocrates réunis à la Maison des Huit Heures expriment l'horreur ressentie par tous les citoyens belges épris de justice sociale devant l'abominable agression qu'une clique militaire vient de perpétrer contre les travailleurs et les progressistes de toute appartenance de la République chilienne.

Ils s'associent à l'indignation qui se manifeste dans l'opinion internationale, en même temps que la prise de conscience des dangers qui menacent la démocratie partout dans le monde où les éléments réactionnaires n'hésitent devant aucun moyen pour barrer la route aux forces du travail.

Les démocrates s'inclinent avec émotion et respect devant les victimes du coup d'Etat, abattues et traquées par les hommes de main des dictateurs.

Ils saluent la haute mémoire du président Allende, qui n'a cessé de faire tout ce qui était humainement possible pour accomplir sans effusion de sang le mandat que le peuple lui avait confié.

Ils réclament pour les réfugiés chiliens l'assurance du droit d'asile.

Ils déclarent que tout doit être mis en œuvre pour que le crime ne paie pas.

Ils font appel à toutes les organisations politiques et sociales, tant nationales qu'internationales, pour qu'elles apportent toute leur aide matérielle et morale aux résistants chiliens qui continuent la lutte et pour que les responsables des démocraties européennes s'abstiennent de tout appui aux auteurs du coup d'Etat.

Ils demandent que le gouvernement belge prenne à ce sujet les initiatives qui s'imposent et que commande d'ailleurs la réprobation formelle qu'il a unanimement exprimée.

Les démocrates se déclarent prêts à toute action susceptible de hâter le jour où les travailleurs et le peuple chiliens seront libérés de la sanglante oppression qui s'est abattue sur eux au mépris de tout droit. »

Résolution approuvée au meeting de protestation organisé, à Bruxelles le 18-9-73, sous la présidence de Jos Van Eynde, président du PSB, après les interventions de Victor Larock, membre du Bureau national du PSB, Louis Van Geyt, président du PCB, Louis Méllis, membre du Bureau national de la FGTB, René De Schutter, secrétaire régional FGTB Bruxelles, représentants Georges Debunne, secrétaire général de la FGTB.

Conditions d'abonnement :

Abonnement annuel de soutien	200 F minimum
Abonnement annuel ordinaire	140 F
Vente au numéro	40 F

Versements au C.C.P. 1887.45 - Fondation Joseph Jacquemotte
Avenue de Stalingrad, 29, 1000 Bruxelles

L'U.D.P. dans la stratégie globale des alliances

1. Le point de départ de la réflexion collective des communistes, en Belgique, au cours de ces dernières années, sur les aspects actuels de la lutte des classes et sur le problème des alliances qui permettraient à la classe ouvrière d'intervenir avec plus de force dans la vie économique et sociale, d'arrêter le processus de glissement à droite des dernières coalitions gouvernementales et de déplacer vers la gauche l'axe de la politique du pays, dérive de l'analyse des transformations économiques, sociales et politiques qui sont la conséquence de la révolution scientifique et technique dans le cadre du capitalisme monopoliste d'état.

Sur ce point, à la veille du prochain Congrès du P.C.B., il n'est guère douteux que l'accord existe parmi les communistes pour identifier la phase critique que traverse ce système comme la source d'un remaniement important de la société, et de l'essor des luttes ouvrières. C'est aussi l'explication de la situation d'impasse du pouvoir de la bourgeoisie monopoliste.

Mais la longue crise qui investit, en conséquence, toutes les formations politiques laminées entre leur intégration dans le « mécanisme unique » de l'Etat et des monopoles et les exigences démocratiques de toutes les couches sociales mises en mouvement et qui a notamment pour effet de perturber les relations entre les forces principales du mouvement ouvrier et démocratique et leur expression politique traditionnelle a déterminé l'apparition d'un moment original dans lequel la marche vers l'alternative politique de gauche ne peut être guidée par aucun schéma connu, réalisable à brève échéance dans la conjoncture actuelle.

L'effacement du projet de regroupement des progressistes, tel

qu'il fut formulé par Léo Collard, devant le choix de la tripartite préluant au congrès doctrinal du P.S.B. a entamé la crédibilité de la volonté de la direction de ce parti d'offrir un débouché positif à la crise politique.

L'opposition interne à la tripartite, les luttes ouvrières où les travailleurs se trouvent du même côté de la barricade, la levée du mouvement unitaire face à l'agression fasciste au Chili sont cependant des signes évidents que la différenciation entre la droite et la gauche dans le mouvement ouvrier demeure une réalité vivante et doit être considérée dans sa relation avec les niveaux, eux-mêmes différents, du combat politique.

Pourtant, il apparaît que le front politique capable de donner son efficacité à un front syndical intermittent et louvoyant à vue, depuis un certain temps, dans les difficultés de l'heure en se contentant d'une manière pragmatique, de faire face aux revendications sectorielles les plus urgentes et de repousser officiellement les vues théoriques des technocrates néocapitalistes, ne saurait être le produit spontané de la résistance des travailleurs à la politique des revenus, ouvertement rejetée par la F.G.T.B. et la C.S.C. mais imposée, dans les faits, par l'absence même de la perspective d'une solution politique globale nettement antimonopoliste, et d'un combat conséquent dans cette direction.

Sur la ligne générale qui peut mener à cette solution, il est certain que l'on trouve dans les rangs du parti communiste, une unité de vue fondamentale. On s'accorde facilement sur la nécessité de faire converger les luttes populaires en un courant unique et puissant visant non seulement à exercer une pression et un contrôle indirects sur le gouvernement mais à favoriser un changement décisif d'orientation politique.

Par contre, sur les moyens susceptibles de rénover la vie démocratique du pays, à l'heure actuelle, en structurant les oppositions déjà manifestes sur de nombreux terrains mais dont le déferlement n'engendre pas encore une volonté politique cohérente, les appréciations différentes, qui se sont exprimées dans les organisations ouvrières, ont provoqué certaines hésitations, chez les militants communistes, sur la question des alliances dans son orientation générale et ses divers aspects concrets.

Et comment pourrait-il en être autrement ? Les combinaisons gouvernementales successivement échafaudées, y compris la tripartite n'ont-elles pas eu pour fonction, notamment, de tenter de contrarier la confluence des mouvements de contestation ?

La complexité objective des luttes politiques en Belgique, l'attitude plutôt expectante des grandes organisations syndicales vis-à-vis des compromis au sommet qui a écarté à la fin de 1972, la menace d'une saison chaude, sans contenir cependant de nombreux conflits fractionnés et, dans ce climat, les incertitudes mêmes des forces progressistes dispersées, ce sont là autant de raisons qui ont pesé sur le développement du mouvement populaire.

En outre, les transformations, de toute nature, auxquelles on reconnaît des traits communs dans tous les pays capitalistes, se manifestent, dans le cas de la Belgique, dans un contexte particulier de déséquilibres régionaux, de tensions entre régions et communautés nationales et de crise de l'Etat unitaire de la bourgeoisie qui défend aveuglément ses positions menacées contre une éventuelle réforme institutionnelle démocratique.

Cette observation n'est pas inutile ici.

Car cette singularité nationale n'a pas seulement introduit une dimension supplémentaire dans nos problèmes. Elle a contribué à hâter des ruptures dans les appareils politiques associés dans des combinaisons gouvernementales qui ne sont que des variantes d'un tripartisme tiraillé par des dissidences nationalistes et sans cesse soumis au chantage de la droite la plus réactionnaire. Mais en même temps, en aiguissant les particularismes, elle a accentué des tendances provincialistes déjà assez marquées dans notre mouvement ouvrier. Et cet élément objectif qui tient à des différences de climat régionales peut avoir influencé négativement l'approche globale du problème des alliances, même à l'échelle de la Wallonie.

Il n'en reste pas moins que les divers aspects que comporte une vision stratégique des alliances antimonopolistes sont inscrits au centre des préoccupations des communistes depuis l'hiver 1960-1961.

Dans un article publié en 1963, E. Burnelle, soulignant l'opposition incessante des masses populaires aux décisions des gouvernements traditionnels, notait précisément que « les travailleurs réclament la conquête de droits nouveaux propres à accroître le poids de leur intervention dans la vie nationale », que les luttes revendicatives ont désormais des implications politiques directes, que la classe ouvrière n'est plus l'unique force active en ce sens, qu'une aspiration généralisée à voir régler les problèmes par des solutions démocratiques s'affirme dans tous les milieux.

Par la suite, les congrès successifs du P.C.B. n'ont cessé d'illustrer ce constat qui fonde la thèse générale de la possibilité de voir les travailleurs — non seulement les ouvriers, mais, de plus en plus, les employés, les cadres et les techniciens, les femmes entraînées dans la production, la jeunesse appelée à remplir ces fonctions, s'unir plus solidement dans l'action autour de revendications d'un niveau élevé pour la défense des conditions de vie, de l'emploi, pour l'élargissement du contrôle démocratique sur tous les terrains.

Toutes les batailles ouvrières qui se sont déroulées depuis ont largement confirmé ce point de vue.

Dès lors, le thème des alliances politiques susceptibles de préparer le renouveau de la vie publique est devenu le nœud du débat au sein du P.C.B.

En 1968, lors du Congrès d'Ostende, revenant sur le fait que des couches sociales diversifiées, en adoptant des méthodes de lutte

inspirées par les traditions ouvrières, ouvraient de nouveaux fronts d'opposition au système qui unit le pouvoir des monopoles à celui de l'état, les communistes suggéraient l'idée d'un programme et d'un regroupement des forces progressistes basé sur l'hypothèse d'une alliance pluraliste des forces authentiquement démocratiques, dans une forme à débattre en commun.

Si l'on ajoute à ces positions de principe la réponse bien connue du P.C.B. à l'« appel » de Léo Collard, en dépit des ambiguïtés théoriques et pratiques dont il était enveloppé, si l'on se souvient des idées développées par Marc Drumaux sur la possibilité de conquérir, ici et maintenant, des positions de contre-pouvoir connues comme autant de points d'appui pour une généralisation de la lutte en vue de solutions socialistes et si l'on songe enfin à la discussion, longuement poursuivie dans des organisations communistes, sur la signification d'accords partiels, telle l'U.D.P. boraine, on admettra que le prochain Congrès du P.C.B. est largement préparé à expliciter les vues des communistes en matière d'alliances, compte tenu de leur orientation permanente et des éléments nouveaux mis au jour par la vie elle-même.

Il devra le faire cependant dans une situation qui peut paraître difficile. Pour les organisations et les militants du P.C.B., qui ont avancé sur le chemin vers ce type de regroupement, la question s'est déjà posée de l'extension de l'U.D.P. à la Wallonie.

Par contre, celles qui, depuis le début de 1972, considèrent l'expérience boraine comme une donnée régionale, enrichissante, certes, par son enseignement, mais spécifique et discutable par certaines implications qu'on lui suppose, se sont trouvées enfermées, par la logique de la polémique, à substituer à l'étude des conditions propices au développement du processus réel, la théorisation de leurs réserves.

2. L'élaboration du P.C.B. s'inscrit naturellement dans le sens même d'une problématique générale du mouvement ouvrier en Europe et dans la ligne des efforts des partis communistes pour définir une stratégie d'alliances, adéquate aux conditions nationales de leur combat, visant au passage à une forme de démocratie avancée, grâce à l'unification des masses que leurs intérêts convergents poussent à se dresser contre la puissance des monopoles et à faire échec aux systèmes politiques sur lesquels cette puissance s'appuie pour obtenir le consentement des travailleurs à l'intégration néo-capitaliste et pour limiter leurs revendications à un niveau purement défensif.

Le problème débattu n'est donc pas différent de celui qui guide la recherche et l'action d'autres partis communistes.

Néanmoins, la grande diversité des constellations politiques qui se forment, dans chaque pays capitaliste, en raison des rapports de force existants, des situations objectives, des traditions du mouvement ouvrier, des relations historiques entre partis et syndicats, de l'apparition de nouvelles formations plus ou moins durables, doit

suffire, déjà, à nous avertir qu'une analyse conduite au niveau de généralité où se révèlent, pourtant, les oppositions et les conflits de classe fondamentaux, ne livre pas encore, à elle seule, la solution des difficultés qu'il faut affronter et vaincre, sur chaque terrain par des moyens appropriés, si l'on veut agir politiquement et dès à présent sur la situation donnée.

La référence à des exemples proches, telle la lutte engagée pour un programme de gouvernement commun des forces ouvrières communistes et socialistes, en France, par exemple, ne peut faire sous-estimer l'originalité, dans la situation belge, des relations entre le pouvoir monopoliste et les formations politiques qui composent les gouvernements associés à ce pouvoir, d'une part, les syndicats, l'opposition politique organique, les mouvements de pression, d'autre part.

Le rôle privilégié de la démocratie chrétienne et du P.S.B., dans des ententes au sommet bi- ou tripartites, implique un cheminement particulier de l'unification des travailleurs et de la structuration des alliances.

Pourrait-on, par exemple, assimiler le processus qui a abouti à la définition du concept de démocratie avancée, en France, à celui qui s'est exprimé, chez nous, un moment, par la formule de « fédéralisme et réformes de structure » de manière à déduire de cette assimilation la conclusion que le regroupement à gauche qu'il faut réaliser en Belgique pourrait, à plus ou moins bref délai, se modeler sur le type de l'union populaire et de ses composantes ?

Il est, certes, légitime d'identifier le contenu authentiquement progressiste que couvrirait cette formule du M.P.W. comme une forme de démocratie avancée et de relever le fait que l'exigence de réformes profondes, au plan économique et institutionnel, représente bien une condition essentielle indispensable à l'instauration d'un régime renoué offrant une ouverture à des solutions d'inspiration socialiste.

Mais on ne saurait oublier que le projet politique qu'évoque la démocratie avancée est lié, en France, à des relations réelles entre des organisations politiques et sociales bien différentes de celles qui peuvent s'établir en Belgique, particulièrement à l'heure de la tripartite et l'accrochage du P.S.B. à la gestion technocratique du pouvoir.

La démocratie avancée n'est pas seulement un concept, c'est avant tout, un projet politique caractérisé par un programme commun, soutenu par un pacte politique soumis, certes, à toutes les épreuves de la lutte idéologique, requérant un combat incessant pour sa consolidation, mais existant et réunissant les forces politiques concernées en raison d'un contexte donné, qui autorise, notamment, la prévision de l'avènement d'un gouvernement d'un type nouveau, dans un avenir rapproché.

Le projet de réformes de structure exprimait des vues politiques qui étaient celles de la gauche du M.P.W., mais aucun pacte n'unissait cette gauche et ses vues ne furent jamais reconnues

comme siennes par le P.S.B. qui, depuis le Congrès de Verviers, y a substitué la proposition équivoque d'un certain régionalisme compatible avec les impératifs néocapitalistes et un accord gouvernemental avec la droite.

Il est donc clair qu'aborder le problème des alliances réalisables en Belgique en partant d'une référence générale à des rapports de production et à des rapports sociaux qui présentent une identité fondamentale, mais sans prendre en considération les contraintes des superstructures politiques qui freinent, ici, tout le développement de la situation, cela risque de conduire, si l'on s'en tient à une vue panoramique, à un attentisme opportuniste qui n'est jamais incompatible avec la véhémence, toute théorique, que l'on met à affirmer sa propre fonction d'avant-garde.

La véritable question qui se pose à propos des alternatives d'éclat et d'éclipses du mot d'ordre juste des réformes de structure n'est-elle pas précisément celle-ci : si l'on s'interroge sur les vicissitudes qu'a rencontré l'effort pour ancrer cette conception dans le mouvement ouvrier, il faut souligner la contradiction qui s'est installée, pendant des années, entre une tentative, étayée par des recherches d'une valeur certaine, et l'absence en dehors du parti communiste, du partenaire doté de la volonté permanente d'en assumer les conséquences par une activité politique répondant au niveau des besoins et d'offrir ainsi au mouvement d'unification spontané de la classe ouvrière et ses alliés une véritable dynamique de regroupement.

C'est à cela que fait allusion un manifeste récent de l'U.D.P. boraine (*) constatant que « le front politique et syndical dont la nécessité est de plus en plus évidente ... ne se construira pas sur des bases traditionalistes » et qu'au contraire, « il postule des formes nouvelles et originales de rassemblement des forces de progrès et par conséquent, une transformation profonde des structures politiques du pays ».

Et en effet, il est vrai que pour faire véritablement de la politique, pour parvenir à s'insérer efficacement dans le confit des forces en présence et pour en modifier les données, il ne suffit pas de percevoir, en faisant preuve d'une juste prévision des événements à longue échéance, les modifications sociales qui se produisent et d'accroître la conscience de toutes les couches de la population qui sont ébranlées par une intense activité de propagande, ni, seulement, en organisant dans l'action les forces dont on dispose.

L'organisation et la propagande, l'amélioration de l'outil sont, bien entendu, des tâches indispensables pour tout parti révolutionnaire.

Mais ce sont des tâches qui, même lorsqu'elles sont accomplies correctement, ont encore des effets limités.

L'essentiel, c'est la possession d'une théorie des alliances et surtout, d'une pratique politique d'alliance qui pousse à occuper,

(*) Texte publié à l'occasion de la conférence de presse de l'U.D.P. de juin 1973.

à chaque moment tout le terrain possible, avec les autres, contre l'adversaire et de provoquer ainsi la cristallisation d'un nouveau moment politique. X

3. « La stratégie des alliances », selon une parole d'Enrico Berlinguer, « en définitive est toujours le problème central de tout processus révolutionnaire ».

Cette proposition léniniste implique la compréhension de toutes les relations dialectiques que la vie introduit entre la perspective globale du processus et les moments de son évolution. Elle suppose une reconnaissance attentive de tous les terrains où la stratégie doit opérer. Cette stratégie, naturellement, doit toujours être guidée par une volonté unitaire qui garde sans cesse dans sa visée l'objectif essentiel qui est de tendre à réaliser l'éventail le plus large possible des forces ouvrières et démocratiques à partir des besoins qu'elles éprouvent, de l'activité qu'elles déploient déjà, du degré de maturation de leur connaissance du mouvement général de la société. Toutefois la progression vers l'objectif comporte aussi des étapes au cours desquelles, sans s'écarter de la visée globale, l'on tienne compte de toutes les données spécifiquement politiques qui peuvent être utilisées pour modifier le rapport des forces sociales en faveur de la classe ouvrière et qui, à vrai dire, **doivent** être utilisées, sous peine de recul ou de stagnation du mouvement. X

Le maniement correct de la notion d'étapes en vue d'une modification de l'équilibre des forces a une particulière importance dans toutes les situations où existent des traditions profondément enracinées, où la direction des partis traditionnels dispose d'un réseau importants d'organismes-courroies de l'intégration dans le système et où, pour des raisons historiques, le parti révolutionnaire est resté numériquement faible, de sorte que les solutions qu'il propose sont fréquemment ignorées, récupérées et déviées par suite de la disproportion entre les objectifs qu'il désigne et la force réelle dont il dispose. ✓

Il s'agit donc de découvrir, en observant les changements intervenus dans les courants de pensée, l'initiative qui, au moment voulu, répond à la nouvelle conscience en formation dans les fractions les plus avancées ou les plus ouvertes au nouveau et il faut lui donner une assise organique.

On peut dire que, depuis 1954, les militants communistes se sont progressivement emparés de l'idée que leur tâche stratégique c'était de faire passer sur des positions anticapitalistes le mouvement ouvrier avec ses organisations telles qu'elles se sont historiquement constituées, de manière à préparer les conditions où pourrait se former un front politique capable de donner au front syndical qui, à l'époque, n'existait encore qu'en puissance dans les revendicatifs communes des masses syndiquées, une qualité nouvelle qui en ferait le support, autonome, du combat pour un gouvernement antimonopoliste.

Cette prospective pouvait paraître ambitieuse, avant 1960, et elle l'était, en effet. Pourtant, les événements de 1960-1961 ont

confirmé partiellement les vues des communistes. En 1964, le syndicaliste André Genot écrivait :

« Il est évident que la suite des événements et notamment le mouvement de 60-61 ont aidé à une prise de conscience collective dépassant le stade des militants ; ils ont amené fatalement, normalement, et non par une espèce de désir de quelques individus, mais selon une évolution absolument normale, la création sur le plan wallon de ce relais que nous avions espéré réaliser par l'Action Commune, c'est-à-dire la création d'un mouvement, d'une organisation de masse, où pourraient se retrouver les éléments de la gauche, les partisans des réformes de structure. Ce fut le Mouvement Populaire Wallon ».

Ainsi, une gauche étendue saisissait fort bien, en apparence, le lien entre l'action des travailleurs, la perspective de réformes profondes, économiques et institutionnelles, et l'indispensable moment organique. Son analyse, malheureusement, n'a pas franchi le seuil de la décision politique. Et la « suite des événements » devait le démontrer et éclairer, d'une nouvelle lumière, la complexité des affrontements à ce niveau.

Ce qu'il importe aujourd'hui, de bien comprendre, c'est que lorsque, quelques années plus tard, la lutte des classes s'aiguise à nouveau et l'on voit les travailleurs s'engager dans des conflits qui ont tous la même motivation fondamentale y compris ceux qu'on qualifie parfois sommairement de « grèves sauvages » — ce mouvement se produit dans une situation qui, sur le plan politique, est substantiellement différente de celle du tournant de 1960-1961, une situation dont les symptômes sont inscrits dans le glissement à droite de la direction du P.S.B., dans l'évolution accentuée vers la tripartite qui entame le potentiel du P.S.B. et de la F.G.T.B. dans une phase de désagrégation plus avancée de tout le système des partis traditionnels, mais aussi dans la libération, à côté de l'opposition socialiste désorientée, de forces nouvelles, en quête d'une structure et d'une direction.

Imagine-t-on, dès lors, qu'on soit à la veille de voir se reconstituer, sans modification, un processus qui a avorté, après la « grande grève » et que les occasions perdues puissent être regagnées par ceux mêmes qui ne les ont pas saisies et selon des formules identiques ?

Ce serait négliger l'exigence de « l'analyse concrète de la situation concrète » et oublier qu'en politique, plus qu'ailleurs, il n'y a pas « d'éternel retour du même ».

Faut-il rappeler aussi la fortune qu'a connue, après 1961, le thème de convergence des actions populaires ? Le développement d'un mouvement d'oppositions partant de couches sociales différenciées, autour de revendications variées qui sont posées avec des degrés de conscience divers de leurs implications est une manifestation des remous dont la société est le siège. Ce phénomène signalé par de nombreux documents du parti communiste a été souligné aussi par certains milieux de la gauche socialiste.

Constaté la réalité de ce fait, en déceler les ressorts, décrire le terrain sur lequel la stratégie des alliances peut se déployer, ce n'est pas encore définir les approches concrètes de cette stratégie.

On peut concevoir, et il peut arriver, que dans une situation où toute la société est bouleversée de fond en comble, la convergence de toutes les forces d'opposition conduise rapidement à une situation entièrement nouvelle provoquant de façon impérative l'apparition d'un nouveau parallélogramme des forces et plaçant les formations politiques devant des décisions auxquelles elles ne peuvent se soustraire. Mais il arrive aussi que des mouvements importants s'épuisent et s'effilochent sans avoir suscité entre ces formations une relation suffisamment cohérente pour porter le mouvement à son débouché politique.

Les convergences se reforment à chaque tournant de la vie politique au cours de la longue crise résultant de la situation d'impasse de la couche monopoliste de la bourgeoisie. Dans les conditions normales de la vie publique — elles sont normales dans la mesure où la phase critique n'a pas encore épuisé toutes les possibilités de gouverner du pouvoir — les actions convergentes ne créent pas une situation où le front politique nouveau puisse naître spontanément, tout armé.

La vérité n'est-elle pas que le mouvement ouvrier organisé, en Belgique, s'est trouvé déconcerté après 1961 par l'ampleur des transformations économiques et l'absence d'un début de solution politique dû à une défaillance de la gauche fractionnée.

De nombreuses failles se sont produites dans la masse du système politique, Sont apparus aussi des points de cristallisation de nouvelles formes d'alliance partielles.

Il s'agit d'évaluer leur signification et leur charge potentielle.

4. La rencontre qui a été le creuset de l'U.D.P. n'est pas un événement fortuit ni momentané. Elle se produit et évolue dans le sillage des grèves de 1960-1961 : c'est le mouvement ouvrier qui l'engendre. Avant de trouver la forme qu'elle revêt, lors des élections du Grand Mons, elle traverse des phases diverses, selon l'endroit où elle se manifeste, selon l'attitude des composantes sollicitées et l'expérience de celles qui y participent. Le trait particulier de la tentative boraine, dont les conditions préalables existent, au moins en partie, ailleurs, c'est qu'ici elle aboutit à l'acte politique du dépôt d'une liste électorale commune. Cet acte, préparé par une méthode directe d'animation politique, ne représente pas une innovation inattendue dans la pratique des communistes. Mais il se donne pour ce qu'il est : un acte qui veut se prolonger et qui se présente, avec toute sa pointe critique contre les balancements des oppositions velléitaires, comme une volonté de regroupement pluraliste réunissant, au-delà des défections, des militants décidés à assumer l'aspiration à l'union qui existe chez les travailleurs.

Le regroupement ne provoquera pas plus de ruptures qu'ailleurs. là où elles ne sont pas jugées nécessaires. Les électeurs

socialistes, qui n'y participent pas, qui veulent cependant aller à gauche, qui escomptent toujours le redressement de leur parti de l'intérieur, voteront encore pour leur parti. Mais au lendemain des élections, on ne leur fera pas admettre une alliance à droite pour le pouvoir. Ici, la droite a été isolée.

La chose se passe, il est vrai, dans ce Borinage depuis quelques années déjà ravagé par les effets de la concentration capitaliste, à l'échelle de l'Europe des trusts, déjà soulevé contre le cynisme et la brutalité des méthodes capitalistes qui s'étalent dans le contraste entre les subsides offerts aux patrons charbonniers et les mines fermées devant les ouvriers, déjà vaincu dans une grève, malgré son courage, parce qu'il y reste isolé, déjà livré aux expériences technocratiques qui ne masquent pas le bilan, dur pour les hommes, de la gestion capitaliste ni celui des capitulations, amer pour les militants.

La rencontre de ces militants, précisément, est donc bien boraine. Mais de même que le fait borain, si franche soit sa coloration de terroir, n'est que le produit d'un travail qui tourmente toute la classe ouvrière, l'alliance boraine, où le parti communiste remplit un rôle bien connu, va s'affirmer comme un apport à une stratégie générale et les militants de l'U.D.P. seront soutenus par un courant réel qui dépasse la région.

Effectivement, encore que la presse ait ostensiblement insisté sur les aspects épisodiques et régionaux du phénomène et que des militants de la gauche aient, par méconnaissance, emboîté le pas, la percée de l'U.D.P. est bientôt appréciée par des observateurs plus attentifs comme une expérience ayant une valeur assez prégnante pour donner à penser, en termes plus précis et plus pressants, la question d'un regroupement de forces progressistes, au niveau politique, dans la forme d'une alliance dont la composition est restreinte, à cause du fait, nullement borain, de la défaillance momentanée ou durable du P.S.B. mais qui possède toute la cohésion d'une formation politique, située à la gauche du P.S.B. et du M.O.C.

Lors du congrès de Charleroi du P.C.B. (19-21 mars 1971), Marc Drumaux avait déjà souligné, avec beaucoup de netteté, l'opinion des communistes sur le sens de la liste électorale de l'U.D.P. et sur sa fonction dans la bataille pour un tournant vers la gauche.

Rien d'étonnant donc, si, ensuite, les enseignements qu'il faut en tirer occupent une place considérable dans les débats du P.C.B. Rien d'étonnant non plus si, sous le coup du succès, la question ne préoccupe pas seulement les communistes. Au début de 1972, des hommes politiques, des publicistes, des militants sont amenés à faire des déclarations à ce sujet. Léo Collard, par exemple, constate, dans « Combat », que « l'idée du rassemblement répond toujours à une nécessité », qu'il n'est pas « une opération de tactique électorale », que l'initiative doit venir du P.S.B., que « le rassemblement doit être ce que le terme implique : un « mouvement » fait de

l'association volontaire de groupements autour d'un programme arrêté en commun. Et non une formation organique. »

M. Deneckere, dans « Links », se demande lui aussi si le P.S.B. ne peut prendre une initiative « en vue d'un combat commun ».

Mais l'appareil du P.S.B. demeure muet et le fait est, pourtant, que, dès la fin de 1971, des contacts se nouent et l'U.D.P. essaime au-delà du territoire où elle est née.

Au printemps de 1972, deux publications sont consacrées à la question : un dossier de « Mai » et un cahier du C.R.I.S.P.

L'enquête et le dialogue proposés par « Mai » touchent aussi bien à la nature de l'U.D.P. qu'au thème plus général du rassemblement des progressistes et à certaines opinions émises au sein du groupe B-Y. Ce syncrétisme est, en soi, significatif :

Observateurs qui questionnent et interlocuteurs qui témoignent situent bien l'U.D.P. boraine dans ce courant que L. Collard a évoqué en parlant « de l'idée de rassemblement ». Ils considèrent sa naissance comme le premier acte politique — discutable, certes, et discuté — qui lui donne un corps et une pensée théorique. Ils sont de plus sensibles au fait que dès ce moment, — et presque nécessairement, en raison de ce lien d'emblée évident entre le vécu borain et un projet plus général — une question **doit** surgir, celle que, pour sa part, M. Hughes Lepaige, dans un article intitulé : « U.D.P. : étendre l'expérience ? » pose en ces termes :

« Doit-on donner dès à présent une expression politique concrète à ce rassemblement, créer une formation qui comme l'U.D.P. intervient dans les luttes électorales et regroupe ceux qui sont prêts à s'y engager, c'est-à-dire les communistes, les travailleurs chrétiens qui ont rompu avec le P.S.C. et les « progressistes » sans parti, ou faut-il attendre que le P.S.B. soit « prêt » à participer à un rassemblement dont la forme resterait à définir. ... Les tenants de la deuxième hypothèse auront certainement besoin de beaucoup de patience ... »

Quant à l'étude du C.R.I.S.P., elle vise essentiellement à saisir le sens de l'« évolution du P.C.B. » de 1968 à 1971, qu'elle définit, au terme de son enquête, comme « un changement dans les données de la problématique « union des gauches » dans le sens d'une ouverture qui n'est plus pratiquée par priorité en direction du parti socialiste », ce changement étant caractérisé comme une « démarche hésitante » contrariée par la « tentation sectaire ». Formulation schématique qui pose un faux dilemme. Car, s'il est question de priorité, pour le P.C.B., celle-ci concerne le poids de l'action ouvrière, génératrice des modifications politiques.

Malgré le grand intérêt que présente l'étude du C.R.I.S.P. par son effort méticuleux pour cerner dans son mouvement la pensée des communistes au cours d'une période d'élaboration critique et de débats, la méthode qui l'inspire impose — pour ne pas entrer dans le détail des interprétations discutables — au moins une observation générale.

Reposant essentiellement sur une confrontation de documents

émanant du P.C.B. et de ses militants, cette méthode, qui est au surplus sous-tendue perpétuellement par une préoccupation spéculative qui veut aboutir à un jugement de valeur sur le comportement du P.C.B. (« hésitant », « sectaire » ou « opportuniste ») conduit, à cause de son caractère monographique, à une sorte de déformation optique inévitable en dépit de toute volonté d'objectivité. Il va de soi, en effet, que la problématique « union des gauches » dont il est question ne peut être éclairée véritablement si elle l'est d'un seul côté, ici, du point de vue du débat instauré dans le P.C.B. et de l'évolution de celui-ci. En réalité, pour saisir tout le sens du débat, il faudrait étudier en même temps que les aspects de la pensée des communistes le cours même de la politique générale qui s'impose dans le pays et la manière dont la problématique est abordée par les forces qui s'opposent à l'union aussi bien que par celles qui s'en approchent avec leurs interrogations, leurs certitudes et leurs incertitudes, le poids des traditions idéologiques, etc. Il faudrait noter ce trait essentiel de la méthode d'élaboration du P.C.B., à savoir qu'il s'agit d'un type de discussion démocratique, ce qui implique des moments de créativité, d'approximation, de vérification et des aspects polémiques. Il s'agit en somme d'appréhender dans sa vérité une méthode de recherche collective, en se défaisant du préjugé simpliste d'un « monolithisme » légendaire.

Car il est vrai, « dans le bouillonnement fertile que provoque la rencontre d'hommes aussi différents » (1) les avis exprimés en dehors des communistes, ne sont pas les seuls qui posent des points d'interrogation et d'exclamation. D'une manière qui n'est pas aussi surprenante qu'il peut le sembler, au moment où, déjà, il est clair que l'U.D.P. ne peut ni ne veut se concevoir comme un fait accidentel et régional, des militants communistes liégeois réagissent négativement aux premières démarches pour tirer le fruit de l'expérience. Ils protestent avec vivacité contre ce qu'ils considèrent comme « une tentative de détournement d'une ligne politique basée jusqu'à présent sur la recherche de l'unité à travers un regroupement des véritables formations de gauche représentatives de la classe ouvrière ». Selon eux, « la nouvelle ligne » qui « tend à la généralisation de l'expérience menée à Mons dans les conditions spécifiques de l'endroit » propose « une formation politique nouvelle » qui, « définie par des directives précises », vise à organiser le débauchage des affiliés du P.S.B. et à créer des conditions antagonistes peu propices à un véritable rassemblement des progressistes où le P.S.B. (stimulé par le front syndical) devrait jouer le rôle qui lui est dévolu par sa représentativité et qui est attendu par une majorité importante de la classe ouvrière. »

Cette résolution mérite d'être relue car elle est plus éclairante dans sa concision que de longs discours.

Elle contient des erreurs et des outrances polémiques évidentes, telle l'allusion à un « débauchage » des affiliés du P.S.B. ou l'appré-

(1) Expression de Boulvin-Lefève, dans le débat publié par « Mai ».

ciation assez rudimentaire portée sur les formes de contestation qui apparaissent à côté du mouvement ouvrier organisé mais aussi dans celui-ci. On perd de vue une part importante de l'acquit marxiste sur le remaniement de l'opinion publique dans la crise du capitalisme actuel et sur la maturation du mouvement démocratique dans les pays capitalistes où s'élargit la lutte des classes. On tend visiblement à rétrécir le concept de la lutte des classes au seul fait de l'action syndicale, dont personne ne sous-estime l'importance, mais qui ne répond pas, seule, à toutes les questions posées par la lutte. En présentant la « généralisation » de l'U.D.P. non comme un produit de la bataille pour le regroupement mais comme un projet délibérément antagoniste d'une autre forme de regroupement où le P.S.B. « débarrassé » de sa droite « remplirait le rôle attendu », sans même entamer l'analyse du cours réel de la situation politique, on commet une erreur plus lourde de conséquence. Il faut ajouter, cependant, que la situation politique, à cette époque, ne se dessine pas avec la clarté qu'elle prendra par la suite, lors du congrès de Charleroi et plus tard. Mais il reste que ce qui transparaît et frappe dans cette résolution, c'est la tendance à privilégier le schéma du déroulement souhaité des événements par rapport à la réflexion sur le réel. On ne pose pas la question de savoir quel genre de bataille, au niveau politique, produira l'évolution escomptée. L'explication en est sans doute qu'on cède au sentiment que les luttes revendicatives débouchent automatiquement sur des solutions politiques à tous les niveaux où se fait la politique.

Il est permis de croire que la résolution des militants liégeois se méprend sur quelques points essentiels. D'abord : sur la signification même de l'expérience montoise considérée par eux comme le produit de conditions spécifiques alors qu'il tombe sous le sens que la spécificité des conditions dans lesquelles s'accomplit un acte politique ne saurait masquer son caractère essentiel comme application dans des conditions objectives données d'une orientation générale ni la portée étendue des aspects nouveaux qui s'y révèlent. Ensuite : sur l'hypothèse de la généralisation de l'U.D.P., qui serait, de surcroît, définie par des « directives précises », étant évident qu'il n'existe aucun élément permettant de ramener à une procédure aussi dérisoire les méthodes de travail du P.C.B. et que la question est plutôt d'apprécier l'effort qu'il faut faire pour étendre l'expérience, non comme une opération arbitraire ou formelle, mais comme une bataille politique d'une certaine envergure et qui sera encore à gagner. Enfin : sur l'obligation, du point de vue marxiste, de comprendre toujours la stratégie des alliances comme un processus complexe dont certaines données varient dans le temps et qui crée en cours de route les ressources et les énergies nécessaires à son propre développement.

Et pourtant, ce serait une erreur de ne pas entendre ce qui n'est pas ou est mal exprimé dans cette résolution qui, prise à la lettre, peut faire croire qu'on ne voit d'autre issue que d'attendre que le P.S.B. soit prêt à prendre l'initiative souhaitée par quelques

voix, qui le disent, à gauche et attendue, certes, par la classe ouvrière. En réalité, il faut comprendre que les militants liégeois partent bien d'une conception de valeur stratégique de la relation qui se noue entre le développement des luttes ouvrières, la convergence de nombreuses formes d'opposition, l'élévation du niveau du combat syndical et la possibilité d'un débouché vers une politique antimonopoliste.

En cela ils ont raison et c'est un point de vue qui n'est pas éloigné de celui de la gauche socialiste syndicaliste. Mais il faut se demander si la stagnation — sur le plan organique — de la gauche socialiste ne s'explique pas par le même réflexe traditionnel qui, lors du Congrès du P.S.B. de 1958, la pousse à remettre, sans plus, la direction du combat pour les réformes de structure à un état-major qui y voit surtout un thème de propagande ; qui, dans les années 1960, l'amène à réduire le rôle du M.P.W. à une fonction de pression, et qui après « l'appel » de Collard la laisse, sinon muette, du moins sans initiative de quelque ampleur.

La tâche qui s'impose donc et qui, dès 1971, peut s'inspirer d'une étude des réalités révélées par l'épreuve, électorale notamment, dans laquelle l'U.D.P. se confirme, ne saurait être de répéter ce qui est évident : la relation entre l'intensité des luttes ouvrières et les possibilités de changement politique.

Ce qui peut et doit être assimilé par une réflexion politique approfondie sur les étapes du regroupement, c'est le rapport qui existe, qu'il faut maintenir et consolider entre la construction des alliances possibles, dans le cours d'un mouvement traversé de nombreuses vicissitudes, et l'engagement de tous les alliés dans la bataille ouvrière.

En somme, ce qui doit devenir le lieu de la discussion, pour les communistes et pour les autres, c'est la recommandation explicite de la résolution du Comité Central d'avril 1972. Ce document insiste sur l'effort à poursuivre pour regrouper les progressistes ; il indique que « l'union des progressistes doit savoir concilier ses options sociaïstes avec la nécessité de gagner à son action tous les éléments qui ont à souffrir de la politique des monopoles capitalistes » ; il affirme que « le regroupement ne se consolidera que s'il aide vraiment les travailleurs et leurs organisations syndicales à élargir et à intensifier, sur le plan politique, leur lutte contre le grand capital ».

Autrement dit, l'activité des communistes qui tend, toujours, dans une orientation constante à accroître l'effet de l'intervention de la classe ouvrière sur le plan politique peut prendre appui, en vue d'un plus vaste regroupement, sur les courants de la gauche encore dispersée et du mouvement démocratique qui se déclarent disposés à se présenter sur la scène politique, avec les communistes, en tant que formation cohérente et durable en concluant une alliance qui se veut ouvrière et se développe par une dynamique d'animation démocratique de la vie publique, en élaborant un programme par la confrontation des vues et le dialogue permanent.

Par conséquent, lorsque des militants communistes prennent en considération l'option anticapitaliste de groupes chrétiens et d'autres fractions non communistes qui gardent leur identité propre, dans la forme qui leur convient, pour proposer de structurer et d'étendre cette alliance, cela n'implique ni une révision déchirante ni un tourant dans leur appréciation sur les « formes historiquement constituées » du mouvement ouvrier, ni une modification de leur point de vue sur le rôle décisif de la classe ouvrière des grandes entreprises. Cette démarche, équivaut plutôt à l'affirmation de la nécessité de la part des communistes d'une initiative et d'une pratique politiques capables d'assumer ce que Marc Dru-maux appelait des « données concrètes » de notre vie politique en intégrant des « éléments de continuité et des éléments d'adaptation » par rapport à une conception déjà enrichie en 1968 lors du Congrès d'Ostende, et située, au Congrès de Charleroi, dans un contexte qui impose une critique plus offensive des droitiers.

Il était normal et inévitable que la création de l'U.D.P., parce qu'elle entraîne le passage de la réflexion du niveau d'une analyse globale à l'utilisation de données qui s'affirment, pour la première fois, sous cette forme dans la réalité politique provoquât des débats prolongés sur tous les aspects, qui peuvent paraître plus insolites qu'ils ne le sont, de cette modalité de regroupement, dans une situation où toutes les conditions ne sont pas mûres pour faire ce qu'on veut, avec l'ampleur qu'on souhaite mais où elles le sont assez pour le commencer avec des alliés qui sont l'expression, en voie de formation, de courants réels de l'opinion publique.

Il était tout aussi normal que l'U.D.P. boraine s'adressât, encore une fois, comme elle le fit au cours d'une conférence de presse en juin 1973 à tous les noyaux progressistes qu'elle a suscités pour les inviter à s'unir à l'échelle de la Wallonie et à le faire même si la surface politique qu'elle peuvent couvrir et l'éventail politique qu'elles représentent est encore restreint.

C'est pourquoi la position définie par la dernière session du Comité Central du P.C.B. consacré à la question n'ignore ni l'opportunité de tenir compte des particularités régionales ni celle non plus d'un effort généralisé des communistes et des autres. Elle ne contredit en rien la priorité qui doit être donnée au déploiement le plus large possible des batailles ouvrières. Elle ne limite aucune initiative unitaire mais elle postule, au contraire, des initiatives multiples. Elle heurtera sans doute la prétention invétérée des droitiers, de tous bords, à se considérer comme les arbitres obligés de toute la situation en toutes circonstances. Il faut savoir que cette prétention a encore un grand poids. Les gauches démocrates chrétiennes et socialistes s'en libèrent difficilement.

Il serait utile aussi, à ce propos, de ne pas oublier que toute action politique subit la loi du temps : l'avance ou le retard ne sont pas sans conséquences.

Le XXI^e Congrès du P.C.B. mettra, sans aucun doute, l'accent sur l'indispensable initiative des communistes et, particulièrement,

des meilleures forces ouvrières pour avancer dans une direction qui aidera les travailleurs socialistes à créer des conditions plus favorables à leur combat à une époque où les luttes ouvrières, à Anvers, à Charleroi, à Liège, dans le Borinage, avec toute leur diversité et leurs inégalités, montrent la voie aux congrès des partis ouvriers.

De la part des communistes, il devrait être dit, le plus clairement possible qu'il ne s'agit pas, en portant un effort plus grand pour étendre l'U.D.P., d'offrir un cadre organique circonstanciel à certains progressistes. Il s'agit d'une alliance qui doit être durable, où chacun a à recevoir et à donner, qui ne connaît d'autre exclusive que celles qu'impose l'esprit de responsabilité vis-à-vis des travailleurs et qui vise à son propre élargissement sans renoncer à prendre sa place dès à présent, partout où il se peut.

La rentrée politique de l'automne 1973 est marquée par la montée de la combativité des travailleurs.

Une fois de plus, l'appel jaillit des luttes ouvrières. Une fois de plus s'impose la question : d'où viendra l'alternative politique ? A cette question les communistes ne peuvent répondre seuls. Ils doivent répondre ensemble sans attendre tous les autres pour se grouper avec ceux qui sont prêts.

Est-on sûr d'avoir fait tout ce qui était possible pour que la question du regroupement des progressistes soit posée, comme elle devrait l'être, au prochain Congrès doctrinal du P.S.B. ?

La gauche éclatée : avertissement par les dockers

Trop facilement, peut-être, quand éclate ici ou là une grève que des directions syndicales se refusent à assumer, des militants de gauche même parmi les mieux intentionnés ont tendance à ne vouloir y déceler qu'un accident de parcours, dû à l'aveuglement particulier de tels ou tels dirigeants des centrales concernées : Celles des mineurs au moment des événements du Limbourg en 1970, celles du transport dans le cas de la grève des dockers en 1973, ... On peste alors contre ces « f... bureaucrates » qui font tort au mouvement syndical tout entier, on leur donne même dans certains cas à connaître sa désapprobation en organisant par-dessus leur tête une aide morale et financière aux travailleurs en lutte et, la bonne conscience sauve, on tire le rideau.

Sans doute, existe-t-il des différences importantes de comportement de centrale à centrale. Celle des mineurs n'est pas celle des métallurgistes et l'UBOT — l'Union belge des ouvriers du transport — n'est ni la CGSP, ni le SETCa, ni la Centrale générale. De même, au sein de chaque centrale existe-t-il des différences qui peuvent être très sensibles d'une régionale à l'autre. Les ignorer serait peu sérieux ; les cliquer une fois pour toutes, carrément dangereux. Ceci dit, dans tous les cas, ce n'est pas la « psychologie » particulière des dirigeants, ici ou là, qui est déterminante. La dernière grande grève « spontanée » en date — celle des dockers en avril-mai — l'a rappelé à suffisance. Ce n'est pas la moindre de ses leçons. Ce n'est pas non plus la seule.

UN REVELATEUR PUISSANT

Au départ, les revendications des dockers de Gand — c'est de là que part le mouvement, le vendredi 6 avril au matin — sont

de deux ordres. L'amélioration des conditions de travail — en matière d'hygiène et de sécurité, notamment — qui sont déplorable ; la remise à jour des accords salariaux : 100 F de plus par jour au lieu des 40 prévus pour le 1er mai, l'équivalent d'un treizième mois complet et le même pour tous dès 1973. La convention collective qui a été négociée dans le courant de 1971 et est entrée en vigueur le 1er mai '72 pour une durée de deux ans se cogne aux réalités de la hausse effrénée des prix et de la politique fiscale du gouvernement — la non-indexation des barèmes fiscaux, notamment, qui rabote un peu plus le pouvoir d'achat à chaque nouvelle adaptation des salaires à l'index. Pour les dockers de Gand — il y a beaucoup de jeunes parmi eux et le parti communiste y est actif — un correctif à cette convention, compte tenu de tout ce qui précède, s'impose dès l'année en cours. De l'aveu même, devant témoins, du secrétaire régional de l'UBOT, ces revendications sont pleinement justifiées. Dans les jours qui suivent, d'ailleurs, l'administration communale de Gand prendra des engagements précis en ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail au port.

Reste le tout gros problème des salaires.

Unanime à Gand, la grève s'étend dès le lundi suivant à Anvers. Pour des milliers de travailleurs portuaires, elle va durer huit longues semaines, témoignant d'une détermination et d'une combativité qui ne sont pas tombées du ciel mais qui sont bel et bien la conséquence directe des mesures auxquelles recourt le grand capital pour faire face à l'aggravation de la crise générale de son système ; la conséquence de la « mise en musique » de ces mesures dans les conditions politiques du moment en Belgique.

Ceux des socialistes qui avaient pressenti le pourquoi de la mise en place d'un gouvernement tripartite avec leurs principaux dirigeants « du côté du manche » et s'étaient prononcés en conséquence contre la participation à pareil gouvernement ne s'imaginaient sans doute pas l'ampleur des dégâts qui en résulteraient pour le mouvement ouvrier tout entier. Avec la grève de masse des dockers, on allait bien vite être fixé. Et pas seulement en ce qui concerne l'UBOT.

LE MOUVEMENT SYNDICAL ENTRE PARENTHESES

Dès le début de la grève à Gand, des syndiqués anversoïis réclament de la direction de l'UBOT (elle est anversoïise à nonante pourcent) une assemblée générale pour décider des mesures à prendre. Il y a des années que, dans la grande métropole portuaire belge, pareille assemblée des dockers syndiqués n'a plus été convoquée. Il n'y en aura pas cette fois encore, malgré les circonstances. Du côté de la CSC et des syndicats libéraux, qui collaborent avec la direction de l'UBOT à l'Intersyndicale des ports, les adhérents à ces organisations essuient un refus identique. Le mouvement, néanmoins, s'étend, témoignant par là une fois de plus du bien-fondé des revendications. Accessoirement, d'autres exigences, propres à Anvers, s'expriment. A propos du système d'embauche, de celui de

la formation des équipes, des violations incessantes du **Codex** — le règlement de travail pour les ports — par les patrons, ... Devant le refus obstiné des directions syndicales d'assumer leurs responsabilités, les dockers d'Anvers se dotent, à l'instar de leurs camarades gantois, d'un comité de grève composé d'affiliés aux trois syndicats.

Le patronat portuaire et, derrière lui, le patronat tout court se frottent les mains. A aucun moment ils ne seront en prise directe avec les organisations ouvrières : l'Intersyndicale des ports a fait savoir qu'elle se considérait définitivement liée par la clause de paix sociale dans la convention en vigueur et qu'en conséquence, les indemnités de grève ne seront pas payées. Dans l'esprit des patrons comme des dirigeants syndicaux du transport, on mise, manifestement sur la faim pour une issue rapide au conflit. D'autant qu'à Anvers — il y a là quelque 12.000 dockers — la grève n'est pas totale.

Pour ce qui est de l'issue rapide, le calcul s'avèrera faux mais la suite du mouvement, effectivement, ne sera qu'une longue et — hélas ! — vaine recherche par les grévistes et leurs comités du contact avec des directions syndicales qui, délibérément, ont choisi de s'isoler. A telle enseigne qu'à Anvers, la direction de l'UBOT ira jusqu'à inviter ses adhérents à ne pas participer en tant que tels à la manifestation du 1er mai. A Gand, au contraire, la régionale FGTB — et à sa suite toute l'Action commune socialiste de Flandre orientale — s'est entre-temps déclarée solidaire. Elle tente vaillamment de prendre le relais de la direction défailante de l'UBOT. A Gand, Alost, Grammont, Ninove, de puissantes manifestations unitaires sous le signe de la solidarité avec les dockers se déroulent le 1er mai.

A quelques exceptions près — et c'est l'une des leçons importantes de ce conflit — la solidarité syndicale officielle ne débordera pas les limites de la régionale gantoise, en dépit d'interpellations qui montent des entreprises, exprimant un profond désarroi devant la tournure des événements.

Saisi de l'affaire, le Bureau national de la FGTB en discute à huis-clos et ne prend apparemment aucune décision. Tout au plus une négociation — qui tournera court du fait des manœuvres de la direction de l'UBOT — se tiendra-t-elle à Saint-Nicolas-Waas dans les jours qui suivent. Nonobstant l'absence de décision publique (la réunion du Bureau national se termine sans communiqué), le secrétaire général de la FGTB, Georges Debunne, se dépensera dans la presse flamande pour tenter de défendre l'attitude des dirigeants de l'UBOT : Dans sa chronique hebdomadaire de la « **Volksgazet** » et du « **Vooruit** », à l'occasion d'interviews, ... Partout ailleurs, c'est le silence obstiné, gêné, mais qui conduit lui aussi à faire le jeu des dirigeants du transport et de leur comportement droitier : les militants à la base restent abandonnés à eux-mêmes, sans information d'origine syndicale sur le conflit. Le déploiement de la solidarité à l'égard des dockers s'en trouvera retardé d'autant. De bout

en bout, « **Syndicats** », l'hebdomadaire de la FGTB, comme la « **Tribune** » des services publics ne soufflent mot de la grève. Ni dans un sens ni dans l'autre. Les quotidiens régionaux liés au mouvement syndical — « **La Wallonie** » à Liège, « **Le Journal et Indépendance** » à Charleroi — se limitent pour l'essentiel à la reproduction des dépêches d'agence, forcément contradictoires en fonction des sources d'information dont elles émanent. Tout au plus « **Combat** », l'hebdomadaire du Mouvement populaire wallon, lié de fort près à la FGTB liégeoise, se permettra-t-il des commentaires tant soit peu engagés sous forme de correspondances de « **Links** », l'organe de la gauche flamande du PSB qui, depuis le début, soutient la lutte des dockers. Quand « **Combat** » commence la publication de ces correspondances, la grève en est à sa septième et avant-dernière semaine, les grévistes et leurs familles toujours sans autres ressources que celles récoltées par des travailleurs dans des entreprises ou des quartiers et quelques versements d'organisations : l'Action commune socialiste à Gand, le Parti communiste, la régionale de Bruxelles du SETCa...

De plus en plus isolées, les directions de l'Intersyndicale et de l'UBOT s'enfonçaient toujours davantage dans la collaboration de classes, confirmaient par exemple la teneur des communiqués de la Centrale des employeurs du port d'Anvers prétendant jour après jour que l'activité y était quasi normale. Bien vite — après l'échec de la négociation à Saint-Nicolas-Waas — elles recourent à la diversion classique : l'anticommunisme à forte dose. Dans leurs circulaires aux affiliés, la grève devenait le fait d'une conspiration communiste internationale et les revendications, des mots d'ordre politiques. Les directions invitaient en conséquence les syndiqués à reprendre le travail à tout prix, en appelaient en termes à peine voilés à la violence contre les comités et les piquets.

POLITIQUEMENT, LE JEU DE LA DROITE

Alors qu'au nom de l'autonomie des centrales professionnelles, la FGTB — sans parler de la CSC et des syndicats libéraux — se trouvait ainsi paralysée, « neutralisée » pratiquement partout sauf à Gand, la droite trouvait le terrain libre et pouvait se déployer tout à loisir. « **La Libre Belgique** » proclamait la collaboration de classes des directions syndicales. Le 26 mai, anticipant d'une semaine la fin de la grève, elle titre : « **Face aux grévistes, l'autorité publique, les syndicats et les employeurs ont opposé un front uni et efficace.** »

L'autorité publique...

A Anvers, il s'agit du bourgmestre socialiste Craeybeckx qui, dès le troisième jour de la grève, édicte un arrêté interdisant les attroupements dans la zone portuaire. La police communale traque les militants, intervient sous les prétextes les plus futiles pour dresser des contraventions, empêcher les distributions de tracts, en particulier ceux appelant à la solidarité. Quelque 1.500 gendarmes — et ce n'est qu'un début — sont également mobilisés dans la zone

à la demande de Craeybeckx. Plus tard, en mai, quand celui-ci estimera le moment favorable, les mesures anti-grève seront étendues à l'ensemble du territoire communal. A Gand, le bourgmestre interdira les rassemblements de plus de cinq personnes ainsi qu'une manifestation contre la répression décidée par la FGTB régionale.

Mais l'autorité publique, c'est aussi et avant tout le gouvernement, ministre de l'Emploi et du Travail — le socialiste Ernest Glinne — en tête. Jusqu'à la fin du conflit, ce dernier se refusera à toute initiative autre que de vagues démarches pour la forme en direction du patronat portuaire et des directions syndicales du transport. Il refusera tout contact avec les représentants des grévistes, y compris la direction locale — élue — de l'UBOT gantoise, et ce en dépit des interventions pressantes et répétées de la FGTB régionale et de parlementaires socialistes gantois comme de Louis Van Geyt, au nom du Parti communiste. Ce refus obstiné du déblocage — de la part de gens du PSB, de surcroît — enhardit d'autant la droite dans ses manœuvres déjà facilitées par le flottement dans les rangs syndicaux. La Volksunie exploite à fond la situation pour sa campagne contre les organisations ouvrières en général. La presse bourgeoise fait écho. « **Les syndicats peuvent-ils être briseurs de grève ?** », interroge « **Le Soir** », tandis que d'autres prétendent la grève dirigée contre les syndicats et s'en réjouissent bruyamment. Dans la foulée, le grand patronat en profite pour avancer ses pions et tâter le terrain en vue d'une intégration plus poussée encore du mouvement syndical. Du côté de Fabrimétal, on avance l'idée d'un nouveau « pacte social »...

Face à un mouvement ouvrier ouvertement déchiré, la droite et le grand patronat jouent sur du velour.

Le 17 mai à la Chambre, Louis Major et d'autres parlementaires du PSB avec lui tonnent contre les communistes et contre tous ceux qui manifestent leur solidarité envers les dockers ou éprouveraient des velléités à le faire, tandis qu'un autre député socialiste — le Gantois Gilbert Temmerman — remet les choses au point et, comme le communiste Van Geyt avant lui, conclut en invitant une fois de plus le ministre Glinne à répondre à l'attente des travailleurs en lutte.

A d'autres niveaux, les discordances sont tout aussi évidentes. Si les **Jongsocialisten** appuient la lutte des dockers, le chef du groupe socialiste au conseil communal de Gand se solidarise publiquement avec le bourgmestre CVP et ses mesures anti-grève. Si « **Links** » soutient les grévistes, à Anvers, par contre, la « **Volks-gazet** » du coprésident du PSB, Jos Van Eynde, redit chaque jour, imperturbablement, qu'au port l'activité est normale, que les navires entrent et sortent régulièrement, qu'il n'y a pas ou presque pas de perturbation dans les opérations de chargement et de déchargement. A Gand, un autre quotidien socialiste, le « **Vooruit** », ne cache guère ses sympathies envers les débardeurs en grève et inaugure une tribune libre où s'institue un débat entre les lecteurs sur

ce sujet d'actualité. « **Le Peuple** », lui, publie de-ci de-là des articles « nuancés » sur le conflit mais se garde — et pour cause ! — d'appeler à la solidarité. Il reproduit pourtant des communiqués qui, tous, témoignent de la montée de celle-ci dans les entreprises. Aucun de ces communiqués n'émane d'organisations du PSB en tant que telles. En fait, en dehors de la région gantoise, on n'enregistre que quelques brillantes exceptions isolées. La section socialiste de l'Assistance publique de Liège, par exemple, qui lance, avec la cellule communiste, un appel unitaire à la solidarité.

A l'occasion de leur conférence de presse, le 24 mai, annonçant la décision de l'UDP de se structurer au niveau wallon, les délégués de l'Union démocratique et progressiste, par contre, prennent position sans équivoque, appuient les travailleurs en lutte et appellent à un nouvel élargissement de la solidarité.

Le contraste entre cette prise de position et l'attitude du PSB dans son ensemble n'était en toute hypothèse pas fortuit.

AU-DELA DE L'ANTICOMMUNISME, LES LIBERTES...

Il l'était d'autant moins que, dans le chef des principaux dirigeants sociaux-démocrates, l'hostilité à la grève — conséquence somme toute logique de leur alliance gouvernementale sur base d'une politique donnée qui ne fait plus illusion désormais — ne s'est pas limitée à des manœuvres pour isoler les dockers. Certains de ces dirigeants ont pris part de façon très active à des tentatives pour « casser » purement et simplement l'action des débardeurs. Il y a eu des déclarations et des agissements qui, s'ils étaient venus d'hommes de droite seuls au gouvernement, auraient provoqué à coup sûr une levée générale des boucliers dans la plupart des syndicats — ceux affiliés à la FGTB en tout cas.

Nous avons déjà parlé des mesures de police du bourgmestre Craeybeckx à Anvers et du refus de toute initiative valable du côté gouvernemental pour débloquer la situation. Les choses n'en sont pas restées là.

Le déploiement des forces de répression dans les villes portuaires n'avait rien de symbolique ou de « préventif ». Le 17 mai à la tribune de la Chambre, un député l'appréciait en connaisseur et vendait la mèche : « **Que n'en a-t-on fait autant à Anvers en '60-'61 !** », s'exclamait-il. Ce type de propos dans la bouche d'un parlementaire de la Volksunie (Hugo Schiltz, en l'occurrence) et surtout la réalité qu'il recouvre donnent à réfléchir : en pleine grève générale contre la loi unique, le gouvernement PSC-libéral de l'époque n'avait pas mis en place des moyens aussi importants !!! La droite a décidément toutes raisons de se féliciter de l'aptitude de « SES » socialistes à faire respecter la prétendue « **liberté du travail** ».

Les forces de répression en place n'attendaient que l'occasion d'agir : la première provocation, le premier débordement des comités de grève par les groupes gauchistes antisindicaux qui tour-

naient autour des dockers en lutte comme des mouches vicieuses à l'affût. A Anvers, la réaction espérait les premiers affrontements pour le 1er mai. « **On redoutait**, avouera à sa manière « **La Libre Belgique** dès le lendemain, **des incidents provoqués par les grévistes** ». La discipline des travailleurs, qui manifesteront encadrés par leur propre service d'ordre, déjouera la manœuvre. Aussi, après l'échec de la négociation à Saint-Nicolas-Waas, les forces de l'« ordre » passeront-elles à l'action sans plus s'embarrasser de prétextes : le jeudi 10 mai à Anvers, policiers et gendarmes chargent une délégation d'épouses de grévistes venues pacifiquement réclamer au siège de l'UBOT, pour la N° fois, la reconnaissance de la grève et le paiement en conséquence des indemnités. Certaines se retrouvent à l'hôpital. Le lundi et le mardi qui suivent, à Anvers toujours, nouvelles « interventions » policières à l'occasion des manifestations de dockers. La violence est voulue, délibérée ; les coups tombent aveuglément. Des femmes, des journalistes, de simples passants sont molestés. Le bourgmestre socialiste prend aussitôt prétexte des incidents pour durcir ses mesures anti-grève, interdire désormais toute manifestation. Selon un plan minutieusement élaboré (on sait d'expérience dans le mouvement ouvrier ce qu'il faut penser des « coïncidences » dans ces cas-là...), le bourgmestre de Gand rend exécutoire dès le lendemain des mesures destinées, elles aussi, à « **garantir la liberté du travail** ». A Gand, où l'on n'a eu à déplorer jusqu'alors aucun incident ; à Gand où, depuis de début, la grève est unanime, disciplinée et où les gauchistes ne trouvent donc aucune prise pour leurs agissements, arrivent d'importants « renforts » de gendarmerie. Dans les jours qui suivent, les premiers incidents éclatent : une charge brutale contre les dockers à leur sortie d'une assemblée à « **Ons Huis** », le local de la régionale FGTB. La boucle est bouclée. Comme à Anvers, le même scénario conduit au même durcissement des mesures anti-grève.

Ce durcissement s'explique d'autant plus que, malgré toutes les entraves, la lutte des dockers est progressivement devenue, au travers de la bataille dirigée par les communistes pour gagner les travailleurs à la solidarité, celle de nombreux syndiqués partout dans le pays. A Anvers, un millier de réparateurs de navires et des travailleurs des raffineries de pétrole se proposaient de se joindre aux manifestations des dockers et d'observer des arrêts de travail. A Gand, les délégations syndicales de nombreuses entreprises avaient décidé de répondre à l'appel de la régionale FGTB pour une manifestation contre la répression. Ni Craeybeckx à Anvers, ni Van den Daele (le bourgmestre CVP de Gand), ni a fortiori le gouvernement ne pouvaient tolérer l'affirmation d'une solidarité aussi spectaculaire. Entre eux et le mouvement de solidarité qui se déployait enfin, une formidable course contre la montre était désormais engagée. La logique du conflit imposait désormais à ceux des ministres socialistes jusqu'alors les moins enthousiastes pour ce genre de besogne, de régler ses comptes à la grève et d'en faire passer si possible le goût aux dockers pour tout un temps.

UNE CERTAINE LOGIQUE DANS L'INTEGRATION

L'opération avait en fait été amorcée dès avant le 17 mai. Ce jour-là, à la Chambre, elle prenait tournure et trouvait son ténor en la personne de Louis Major. Celui-ci ne s'était pas seulement fait inscrire en vue de « contrebalancer » l'interpellation réclamée par le député communiste de Bruxelles, Van Geyt, au ministre Glinne. Nous avons rappelé plus haut les attaques de Major à cette occasion contre les communistes et tous ceux qui manifestaient leur solidarité envers les grévistes ou éprouveraient des velléités à le faire. Par la voix de Major donc — qui apparaissait en l'occurrence comme LE porte-parole du PSB — c'était en fait la droite de ce parti qui se faisait entendre. Au-delà de la diversion anticommuniste, certains au sein même du parti socialiste étaient visés, et les brutalités policières des jours précédents, « justifiées ».

Mais la droite du PSB n'en reste pas là. Louis Major s'en prend aussi à l'agence Belga et à la RTB — à cette dernière surtout — jugées encore trop indépendantes par rapport à la politique que doit appliquer le pouvoir. Il leur reproche notamment de ne pas répercuter de façon suffisamment exclusive les informations de sources officielles, ... dont celles de la gendarmerie ! Dans sa réponse aux interpellations, le ministre Glinne appuiera ces attaques.

Ces mises en garde ne furent-elles pas suffisamment suivies d'effets ? — Dans la quinzaine qui suit, la brigade spéciale de recherche (BSR) de la gendarmerie effectue une descente en règle aux studios de la BRT et de la RTB et y saisit des films sur la grève. Les grandes organisations syndicales interprofessionnelles, une fois de plus, ne protesteront pas, laisseront « passer »...

Intervenant après le dépôt du fameux projet de loi anti-grève de l'ex-ministre PSB de la Justice, Alphonse Vranckx, l'opération effectuée avec l'approbation de ministres socialistes indique pourtant bien la direction dans laquelle ceux-ci sont tout disposés à s'engager. La participation active à l'agencement des mécanismes du capitalisme monopoliste d'Etat, la participation à un pouvoir condamné à se faire toujours plus répressif ont des exigences auxquelles les dirigeants sociaux-démocrates sacrifient sans vergogne : les faits sont là, et ils s'inscrivent dans toute une évolution qu'on aurait tort de sous-estimer plus longtemps dans le mouvement ouvrier.

Après la fin de la grève, d'ailleurs, le petit jeu continue. A Anvers, le bureau de l'Office national de l'Emploi — l'ONEm, qui relève du ministère de l'Emploi et du Travail — convoque individuellement les travailleurs du port. Sous couvert de poser un geste « social » par l'indemnisation au taux du chômage des journées perdues, il leur propose de signer des déclarations par lesquelles ils doivent affirmer ne pas avoir participé à la grève librement, ... mais contraints et forcés !

PREMIERS CONTRECOUPS

En dépit des formidables moyens mis en œuvre — des tentatives de division dans les rangs mêmes des travailleurs à la répression déclarée et brutale — la grève des dockers n'a pourtant pas été « cassée ».

En tant que telle d'abord, parce que si le travail a dû reprendre sans que les revendications salariales aient été satisfaites (elles n'auraient pu l'être dans de telles conditions de démission syndicale ...), leurs exigences restent néanmoins posées. Et l'action pour les faire aboutir se poursuit. A Gand, l'unité ouvrière réalisée au cours du conflit en est même sortie renforcée : dans les jours qui suivent la reprise, les tentatives patronales de répression à l'encontre des **foremen** (contremaîtres chez les dockers) se heurtent à une riposte immédiate et unanime qui témoigne si besoin en était de la solidité de cette unité et la raffermir encore d'autant. Dans les deux villes portuaires, la démocratie syndicale est au cœur des préoccupations : A Gand, les syndiqués procèdent à une nouvelle élection du comité local de l'UBOT ; à Anvers, le comité de grève se maintient pour aider à la poursuite la plus efficace possible du combat dans les conditions de la grande métropole. La leçon des grandes assemblées, si riches — indispensables pour atteindre à l'unité, la consolider et l'étendre — n'a pas été perdue.

Ensuite et surtout la grève n'a pas été « cassée » parce que le grand patronat et le gouvernement qui en est l'instrument ont manqué leur objectif **politique**. En Flandre, mais aussi en Wallonie et à Bruxelles, des milliers de travailleurs ont été amenés à s'interroger plus avant sur les causes profondes du formidable combat auquel ils ont assisté et dont beaucoup, aidés par les explications politiques des communistes, se sont finalement déclarés solidaires en dépit du black-out syndical officiel. Des milliers de travailleurs ont discuté ensemble de l'inflation et de ses conséquences, de la politique de vie chère des monopoles et du gouvernement qui remet en cause l'acquis des conventions quelques mois à peine après leur conclusion, de la politique des revenus.

Le fait est que — alors que la grève des dockers n'était pas encore terminée — aux usines **Bekaert**, dans le Courtrais, plus de sept mille travailleurs arrachaient **en cours de convention**, avec leurs syndicats et par la grève pour la première fois dans cette entreprise paternaliste, le paiement d'une prime sur les bénéfiques. Chez **Cockerill**, dans toute la sidérurgie, dans l'ensemble de la métallurgie, **ACEC** en tête, les travailleurs et leurs organisations posaient des revendications de rattrapage pour colmater les brèches de la vie chère dans le porte-monnaie et se mobilisaient pour les faire aboutir : revendication de complément salarial en direction du patronat ; revendication de l'indexation, enfin, des barèmes fiscaux ; revendication de primes de vie chère pour les pensionnés et autres allocataires sociaux...

Ces luttes en devenir posaient à leur tour, et de façon extrêmement concrète, de nouveaux problèmes liés — précisément — à

l'aggravation de la crise générale du capitalisme et à ses conséquences de plus en plus insupportables pour les travailleurs. Au congrès national des métallurgistes FGTB des 22, 23 et 24 juin 1973, entre autres, on s'est interrogé sur les limites, désormais, des conventions collectives dans l'étape historique nouvelle de dégradation du système. La discussion d'un rapport prévu sur les grèves dites « sauvages » prenait un éclairage nouveau avec la grève de masse des dockers en toile de fond. Dans sa présentation des rapports, Gust Wallaert, le secrétaire national de la Centrale, avait d'ailleurs fait d'emblée une allusion directe au conflit portuaire, à l'appui de son affirmation selon laquelle il est faux de prétendre que les travailleurs ne savent plus se battre. Les délégués anversois au congrès, qui tentaient de défendre l'attitude des dirigeants de l'UBOT — et la leur propre au moment de la grève par la même occasion (ils avaient été jusqu'à prétendre interdire aux syndiqués métallurgistes d'Anvers-Limbourg toute manifestation de solidarité avec les dockers ...) — s'attiraient des répliques de partout, synthétisées par le rapporteur dans sa conclusion : **« Les travailleurs ont le droit de se tromper, ils ont le droit d'avoir tort (...). Mais nous, nous n'avons pas le droit de les abandonner et c'est ce que nous avons fait avec les dockers. »**

Le danger avait décidément été trop grand. Agir comme on l'avait fait avec les dockers, poursuivra Wallaert dans un billet publié quelques semaines plus tard, **« c'est rendre un sacré service aux extrémistes de tous poils, c'est démanteler l'organisation syndicale par l'intérieur, au grand plaisir de ses adversaires ».**

DIFFICULTES SYNDICALES, PROBLEMES POLITIQUES

La voilà bien, la pierre de touche pour tout le mouvement syndical ! Et qui revêt une importance d'autant plus grande qu'on se trouve au seuil d'une période de regain de la combativité ouvrière, conséquence inévitable de l'approfondissement des difficultés du système, de l'aggravation de sa crise générale — dont l'inflation, les fièvres à répétition du dollar, la pagaille monétaire, la guerre économique pratiquée par les Etats-Unis pour exporter leurs propres difficultés sont autant de manifestations.

La lutte des classes qui se fait plus aiguë (pas seulement en Belgique...) contribue dans le même temps à balayer chez les travailleurs les illusions qui, ces dernières années dans notre pays en particulier, s'étaient notamment traduites par la dilution d'une gauche tant soit peu vigoureuse au sein de la social-démocratie : illusion d'un capitalisme en train de se corriger en quelque sorte lui-même, illusion d'un progrès social ininterrompu rendu possible dans le cadre de ce régime par la seule vertu des conventions collectives et de leur complément obligé : la paix sociale à sens unique...

Cette période confortable pour le pouvoir des monopoles touche à sa fin. La grève opiniâtre dans les grands ports de Flandre en a été une indication particulièrement spectaculaire. C'est désor-

mais une donnée de fait dont le mouvement syndical doit tenir compte, s'il veut assurer en toute indépendance son rôle au service des travailleurs : Vouloir ignorer **ce qui est en train de changer**, ce serait laisser la porte grande ouverte à tous les risques de désagrégation — de perte d'autorité à tout le moins — des organisations syndicales, ces risques que dénonçait Wallaert au congrès des métallurgistes.

Encore que les métaux, en l'occurrence, ne sont pas seuls concernés. La vie chère, la politique fiscale et budgétaire du gouvernement, la politique des revenus sont autant de problèmes qui se posent à l'ensemble du monde du travail et, plus avant, à l'ensemble des couches non-monopolistes.

Face aux agressions multiformes, de plus en plus nombreuses et importantes, des monopoles et du gouvernement qui est l'instrument de leur politique, s'impose la nécessité d'une riposte la plus large, la nécessité de l'action unie des millions de syndiqués de ce pays.

Or, on est encore loin de compte. Les luttes qui s'engagent se mènent, au mieux, secteur par secteur quand ce n'est pas carrément entreprise par entreprise.

Les risques d'atteinte à la cohésion du mouvement syndical, c'est bien de ce côté qu'il faut en chercher les causes. Et, donc, les solutions. Les tensions malsaines apparues au sein de la FGTB à l'occasion de la grève des dockers ne sont tout de même pas l'œuvre du Saint-Esprit ! Tout comme les manifestations de gauchisme qui peuvent apparaître ici ou là parmi la classe ouvrière, elles sont bel et bien le sous-produit des pratiques de collaboration de classes de plus en plus à contre-courant du mouvement revendicatif des travailleurs. Des pratiques, délibérées ou non, qui ne sont pas le fait des seuls dirigeants de l'UBOT ou de l'Intersyndicale des ports mais qui se traduisent aussi, et peut-être surtout, par l'absence d'une réelle politique syndicale interprofessionnelle en riposte à la vie chère que la FGTB autant que la CSC prétendent pourtant combattre par ailleurs. Cette absence d'initiative dans l'organisation des luttes au plan interprofessionnel correspond, qu'on le veuille ou non, à un refus éminemment **politique**. C'est la consécration d'une dangereuse atténuation de l'indépendance syndicale tout autant que le corollaire de l'abandon par le PSB de la perspective du front des progressistes ; la conséquence, somme toute logique, de la politique d'intégration choisie par ce parti en dépit de réticences importantes parmi ses adhérents quand il s'agit d'aller jusqu'à la participation à un gouvernement élargi au PLP : Ce gouvernement triparti qui, dans les conditions du moment en Belgique, a les faveurs — et comme on la comprend ! — de la FEB, la Fédération des entreprises de Belgique, l'organisation du grand patronat.

Comment le mouvement syndical, au nœud de la contradiction — volonté revendicative des travailleurs d'une part, politique d'intégration du PSB d'autre part — y échapperait-il ?

En fait, les deux types de problèmes — le syndical et le politique — sont étroitement liés. Il n'est pas sans intérêt de noter à ce propos qu'à Gand, où l'on a assisté au moins dans une certaine mesure à une interprofessionnalisation de la lutte des dockers au niveau régional, on ait **aussi** accompli un pas politique non négligeable dans la direction du front des progressistes. La chose s'est manifestée de façon particulièrement évidente à l'occasion des défilés unitaires du 1er mai (défilés au cours desquels les jeunes socialistes scandaient par ailleurs **BSP links** : « le PSB à gauche ! »...) et tout indique qu'elle aura des prolongements.

Pour le mouvement ouvrier en Flandre, c'est à coup sûr une promesse de modification des conditions du combat des travailleurs. C'est aussi une indication de ce que la situation politique actuelle au sein du mouvement ouvrier — et, partant, dans le pays — n'a rien d'irréversible.

Pour le surplus, l'évolution enregistrée ouvre aux forces ouvrières et démocratiques dans les autres régions des perspectives d'autant plus encourageantes pour les changements qui s'imposent : En liaison avec la remontée des luttes ouvrières, la conjonction de cette évolution avec les efforts dans le même sens entrepris en Wallonie et à Bruxelles peut accélérer le mouvement des idées en faveur d'une autre politique, de l'alternative à celle imposée au pays par la minorité monopoliste.

Sans doute, on parlera souvent encore de ces huit semaines de grève chez les dockers.

Et de leurs retombées ...

Problèmes communautaires (*) et classe ouvrière

Le titre de cet article n'est pas de nous. Il nous a été proposé par la direction de la Revue « Contradictions ». Nous l'avons accepté, parce qu'il nous semblait correspondre à la question réelle que l'on voulait examiner : l'attitude de la classe ouvrière à l'égard des problèmes que pose à l'heure actuelle, dans le cadre de l'Etat Belge, l'existence de deux communautés à caractères nationaux différents et de l'entité particulière que constitue la région bruxelloise.

Cette composition hybride, qui cependant existe depuis la naissance de l'Etat Belge en 1830, a, au cours de ces dernières années, pris une importance particulière. Elle en est arrivée à conditionner la vie politique du pays, à exercer une influence permanente sur l'ensemble des problèmes économiques, sociaux et culturels. Il est dès lors impensable que la classe ouvrière, force essentielle de la société, puisse rester étrangère ou indifférente devant des phénomènes qui ont un tel impact.

On pourrait être tenté, pour situer la question, d'utiliser une autre formulation et de parler de « problèmes nationaux » ou de « question nationale ». L'expression « problèmes communautaires » nous paraît mieux appropriée. Elle marque mieux le caractère spécifique du problème tel qu'il se présente en Belgique. Elle diminue le risque de le diluer dans des considérations trop générales et trop abstraites.

Il serait néanmoins faux d'établir entre « problèmes communautaires » et « problèmes nationaux » une cloison étanche et de les considérer comme étrangers les uns aux autres. Nous pensons, au contraire que les « problèmes communautaires » sont, pour

(*) L'article de Jean Terfve que nous reproduisons ici a été publié par la revue « Contradictions », n° 3, janvier-juin 1973.

l'essentiel, la forme particulière prise en Belgique par des problèmes de caractère national. Pour aborder l'examen de ceux-ci, nous croyons qu'il est utile de s'inspirer de recommandations de Lénine formulées dans un article consacré au « Droit des nations à disposer d'elles-mêmes » :

« Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique déterminé ; puis s'il s'agit d'un seul pays, qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique » (1).

C'est d'autant plus nécessaire que les fondements des problèmes nationaux ont, en Belgique, des caractères très différents de ceux qu'ils ont dans la plupart des pays de l'Europe occidentale.

NAISSANCE DES NATIONS

Dans des pays comme la France, l'Angleterre, l'Italie, l'organisation des individus en nations coïncide avec la liquidation du système féodal et l'avènement du capitalisme comme système dominant. La nation, dont les éléments constitutifs se sont élaborés lentement à travers une succession d'événements extrêmement complexes, prend réellement forme au moment où apparaissent les Etats centralisés. Le groupement des individus en nations revêt simultanément des formes d'Etats. Ces états ne sont pas composites, les groupes qui les constituent ont, au cours de leur développement antérieur, éliminé pour l'essentiel les éléments d'opposition qui pouvaient exister entre eux et leur accession au stade de nation est l'achèvement d'un processus normal. On débouche dès le départ sur la constitution d'un Etat national.

Notons au passage que le phénomène a été très différent dans les pays de l'Est de l'Europe et spécialement dans les cas de la Hongrie, de l'Autriche, de la Russie.

Là, pour des raisons impératives de défense contre des invasions extérieures, s'est imposée la nécessité de constituer des Etats centralisés avant que ne soient apparues pleinement les conditions de la transformation de groupements d'individus en nation. Il en est résulté la formation d'Etats mixtes composés de plusieurs peuples, non encore constitués en nation, au sein desquels le groupe le plus évolué jouait le rôle de nation dominante par rapport aux autres composantes.

LE CAS BELGIQUE

La constitution de l'Etat Belgique en 1830 ne correspond à aucun des deux schémas précédents.

Elle n'est pas le résultat de l'évolution de groupements d'individus qui accèdent au concept nation et forment un Etat national

(1) Lénine, Œuvres complètes, Ed. Paris-Moscou, T. 20, p. 423.

centralisé. Elle est une création artificielle, élaborée par la diplomatie des grandes puissances, dominée par un objectif essentiel : bloquer les tendances expansionnistes de la France, contenir celle-ci dans les limites fixées par les négociateurs du Congrès de Vienne.

L'opération s'est faite en deux temps. En 1815, par la constitution des Pays-Bas rassemblant en un seul Etat la Hollande et les actuelles provinces belges. L'amalgame hollandais-belge ne correspondait pas à une réalité vivante. Même s'il resoudait ensemble des territoires qui, dans une période historique antérieure, avaient été réunis par le jeu des constructions féodales, la fusion ne s'appuyait sur aucune réalité profonde et se faisait entre des régions dont le développement économique, religieux et culturel s'était réalisé sur des bases différentes, parfois même contradictoires.

C'est dans cette situation anormale que l'on trouve les bases fondamentales de l'éclatement de 1830.

Et une seconde fois, à ce moment, la solution définitive qui devait intervenir et dont est sortie la Belgique actuelle ne fut nullement le fait ni des masses populaires en mouvement ni même d'une bourgeoisie dirigeante ballotée dans les sens les plus divers.

Elle résulte, une fois de plus, de l'action politico-diplomatique des grandes puissances étrangères et plus spécialement d'un compromis réalisé entre la France et l'Angleterre, celle-ci préoccupée avant tout d'ériger par tous les moyens une barrière à la frontière nord de la France.

L'Etat Belgique est dès lors à son origine une structure imposée de l'extérieur et non le produit d'une évolution.

La composition de l'Etat est, au départ, hétérogène. On a rassemblé dans un ensemble unique deux groupes de population de formation, de langue, de culture fondamentalement différentes. Toutefois, durant une longue période, cette hétérogénéité ne jouera pas un rôle déterminant. Il n'y aura pas, comme dans les pays de l'Europe de l'Est, accession d'un des groupes au rôle de nation dominante. La direction de l'Etat est prise en main par la bourgeoisie composée de grands propriétaires fonciers et de représentants du capitalisme industriel, la prépondérance de ces derniers s'accroissant à une cadence rapide. Ils consolident leur emprise sur l'Etat par le moyen d'un régime électoral censitaire extrêmement restrictif qui confère les droits politiques à moins de 50.000 électeurs.

L'ensemble hétérogène que constitue la Belgique au moment de sa fondation va rapidement être entraîné vers la constitution d'un Etat unitaire fortement centralisé.

Cette constitution en état unitaire correspond aux besoins de la bourgeoisie. Elle est classique et caractéristique de la période.

Lorsque le féodalisme s'effondre d'une façon définitive et est remplacé par le capitalisme comme système dominant, il y a tendance à formation d'états nationaux unitaires centralisés. Ce phé-

nomène repose sur des impératifs économiques. La victoire de la production marchande exige la conquête d'un vaste marché intérieur. Le développement du capitalisme moderne postule le groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier, l'établissement d'une facile et étroite liaison de marché avec chaque patron, chaque vendeur, chaque acheteur.

C'est ce que Kautsky synthétise dans une formule fort précise dans la brochure sur les Nationalités (supplément au journal « Neue Zeit » n° 1 - 1907-1908) : « L'Etat national est la forme d'état qui correspond le mieux aux conditions modernes, c'est la forme dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches ».

Par conditions modernes, il entend les conditions du capitalisme, du progrès économique, opposées aux conditions médiévales et précapitalistes. Quand il parle d'accomplissement des tâches, celles-ci sont en ordre essentiel le développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme.

La forme idéale de constitution d'un Etat favorable au développement optimum du capitalisme c'est le rassemblement, au sein d'un même Etat, de territoires dont la population parle la même langue et l'élimination des obstacles au développement de cette langue. La langue est en effet le moyen de communication le plus important entre les hommes. L'unité de langue et le libre développement de celle-ci facilitent grandement la liberté des liaisons dans le cadre d'un Etat.

Mais on n'aboutit pas nécessairement dans tous les cas à la formation d'Etats nationaux homogènes. Il y a eu également la constitution d'Etats à composition nationale hétérogène. Ils sont une forme moins évoluée et moins adaptée aux exigences du développement capitaliste. Ce retard peut avoir des causes diverses.

L'Etat Belgique constitue, à vrai dire, une forme hybride. Elle est un état hétérogène en ce sens qu'elle est constituée par deux groupes de population d'origine, de formation, de langue différentes. Mais au moment de l'accession du pays à la structure étatique, il n'y a, dans aucune des régions, de mouvement national en évolution tendant à une structure propre. Il n'y a, ni en Flandre, ni en Wallonie, une bourgeoisie étroitement liée à sa région qui tend à la constituer en entité nationale propre et à assurer son hégémonie sur l'autre région. Il n'y a pas, au sens propre du terme, une bourgeoisie flamande et une bourgeoisie wallonne.

Il existe à l'échelon de l'Etat qui vient d'être créé une bourgeoisie essentiellement industrielle et commerçante concentrée dans les villes. Une partie importante de cette bourgeoisie est d'origine récente. Elle a jeté les bases de sa fortune à travers les opérations fructueuses réalisées à l'occasion de la confiscation des biens de l'Eglise et de la noblesse par la Révolution française.

Elle constitue, à l'échelon de l'ensemble du pays, une classe remarquablement homogène. Elle est unie par une conception iden-

tique de vie, par une similitude d'intérêts, par un attachement frénétique au système de la propriété privée.

Pour le surplus, sur le plan culturel et sur le plan linguistique, elle fait preuve de la même homogénéité. Sa seule langue culturelle est le français, que ce soit en pays flamand ou en pays wallon. La révolution de 1830 et la constitution de la Belgique en Etat n'a pas été son œuvre. Elle a subi les événements quand elle ne s'y est pas opposée.

Mais à l'instant où un cadre étatique déterminé lui est imposé de l'extérieur, sa préoccupation maîtresse sera d'utiliser au maximum toutes les virtualités de cette structure. fût-elle même artificielle, pour assurer le plein épanouissement de son régime. C'est pourquoi elle se groupe autour du roi que lui a donné l'étranger et s'organise pour faire de la Belgique l'Etat unitaire centralisé qui est la structure idéale dont elle a besoin pour assurer son plein développement.

LE DEVELOPPEMENT AU XIX^e SIECLE

Cette entreprise sera menée avec grand succès. Au cours du XIX^e siècle, l'Etat Belgique s'affirmera non seulement comme une entité viable, mais il occupera dans la hiérarchie des Etats capitalistes de l'Europe occidentale une situation très supérieure à ce que semblait lui permettre l'exiguïté de son territoire. Pendant trois quarts de siècle, l'hétérogénéité de composition du pays n'exerce pratiquement pas d'influence et ne mettra en péril la constitution et le développement d'un Etat unitaire fortement centralisé.

Dans les conditions de l'Etat Belgique ce n'est pas l'évolution des mouvements nationaux qui conduit à la constitution de l'Etat. C'est le développement de celui-ci et la nécessité d'accentuer son caractère unitaire et centralisé qui détermine, au sein de la classe dominante, la bourgeoisie, une sorte de sentiment national né de la communauté de ses intérêts à un moment déterminé. C'est dans ce sens que l'on peut parler d'une bourgeoisie belge. Le sentiment national belge n'a aucun fondement populaire profond, il n'est pas le fruit d'un long processus historique, il est l'expression des besoins d'une classe à un stade de son développement.

Il est important de mettre ce caractère bien en évidence. Cela permet de déterminer plus aisément l'attitude correcte que doit adopter à son égard la classe ouvrière. C'est d'autant plus nécessaire que ce sentiment ne s'est pas développé uniquement dans les rangs de la seule bourgeoisie. Comme il correspondait aux besoins de celle-ci, elle a élaboré à son sujet une série de justifications idéologiques autour desquelles elle a organisé une propagande appropriée avec les multiples moyens dont elle dispose. Cette propagande atteignait d'autant plus facilement ses objectifs qu'elle pouvait s'appuyer sur le fait d'un Etat réel et d'un développement impétueux de celui-ci.

Il est dès lors normal que la croyance à un sentiment national

typiquement belge ait gagné des couches larges de la population dans les deux régions constitutives du pays et ait imprégné certains de leurs comportements.

Cette remarque n'est uniquement valable pour la période initiale de l'Etat Belgique. Elle s'applique à toutes les périodes de son développement.

Dans le moment présent, la défense de la conception unitaire et centralisée reste l'apanage de la grande bourgeoisie, elle continue à correspondre à ses besoins. D'autre part, l'adhésion à un sentiment national belge reste profonde dans de nombreux milieux sous des formes parfois radicales, plus souvent édulcorées. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Dans la première période de développement du capitalisme en Belgique, l'idée de la bourgeoisie avait été de négliger la composition hétérogène de l'Etat et d'adopter une série de mesures qui, dans son esprit, devait conduire dans un temps court à l'instauration d'un Etat unitaire centralisé. Elle réglait d'un trait de plume le problème, pourtant si important, de la langue en érigeant le français comme seule langue officielle de l'Etat. L'absence de courants nationaux visibles, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, encourageait cette position. D'autre part, dans l'Etat tel qu'il était organisé, l'originalité et la diversité des peuples ne pouvaient apparaître et moins encore se manifester. Les couches sociales autres que la bourgeoisie n'avaient ni moyens ni capacité de s'exprimer et de s'organiser.

Néanmoins la tendance unificatrice de la bourgeoisie s'avéra irréalisable. Le brassage en un amalgame unique et non différencié des groupes nationaux formant la Belgique ne se fit pas. Le pays restait coupé par une frontière linguistique pratiquement immuable.

D'autre part, le développement du capitalisme entraînait une division sociale accrue. En Flandre, à l'exception de quelques centres urbains comme Anvers, Courtrai, Gand, la paysannerie restait dominante et représentait selon les endroits, de 50 à 90 % de la population. Certaines formes d'industrie s'y maintenaient ou même s'y développaient quelque peu mais c'était une industrie textile traditionnelle, occupant une main-d'œuvre travaillant essentiellement à domicile, sans outillage perfectionné.

LE ROLE DE LA REGION WALLONNE

Par contre, les provinces wallonnes connaissaient un développement extraordinaire. La bourgeoisie belge axait le développement de sa prospérité sur l'industrialisation et sur le commerce lié à cette industrialisation.

Dans cette orientation la partie wallonne du pays offrait un intérêt exceptionnel. C'est là que se trouvaient le charbon, matière énergétique essentielle et quasi unique au XIX^e siècle, ainsi que certaines réserves de minerais. Il y avait donc les bases indispensables pour le développement accéléré d'une industrie lourde de très

grande importance, développement qui va perdurer jusqu'à la première guerre mondiale en 1914. S'y ajoutent tout naturellement l'industrie des constructions mécaniques, la verrerie et les multiples industries complémentaires. L'ampleur des résultats obtenus et le volume des produits fabriqués entraînent nécessairement la bourgeoisie belge dans une politique d'expansion à tout prix. Le marché intérieur est extrêmement limité. Il importe d'assurer des débouchés. Il s'ensuivra une organisation exemplaire des transports par fer et par eau. Il s'ensuivra aussi une orientation impérialiste du capitalisme belge, vers l'Europe orientale et balkanique d'abord, vers l'Afrique au début du XX^e siècle.

Le rôle essentiel joué par la partie wallonne n'a pas eu pour effet d'assurer à la Wallonie comme telle une position dominante dans le pays. Précisons. Sans doute assiste-t-on à un développement impétueux de la région dans tous les domaines. Les centres urbains se multiplient et s'accroissent. De profondes mutations sociales s'opèrent. Le besoin croissant de main-d'œuvre dans l'industrie entraîne une partie importante de la paysannerie à quitter la campagne et à adopter la condition ouvrière. Il s'ensuit l'élévation relative des conditions générales d'existence qui accompagne toujours l'industrialisation et ce nonobstant la politique d'exploitation pratiquée par le patronat.

Mais ce n'est pas une bourgeoisie typiquement wallonne qui préside à l'opération et qui en retire les profits. Nous n'assistons pas au développement d'un mouvement national wallon qui, profitant de circonstances favorables et prenant appui sur les conditions privilégiées existant dans sa région, tend à s'ériger comme groupe dominant dans un Etat de composition hétérogène.

Le phénomène est différent. C'est la bourgeoisie belge qui dirige. Tout en s'appuyant prioritairement sur la région dont le développement correspond le mieux à ses intérêts, elle utilise ce développement à ses fins propres qui sont le renforcement de l'Etat unitaire dans le cadre duquel elle déploie ses activités. Dans cette entreprise, la bourgeoisie belge n'entre pas en conflit avec les aspirations nationales légitimes de l'ensemble des populations wallonnes. Elle n'exerce pas une oppression de type national, elle ne met pas d'entrave au développement de la culture et de la langue. Elle le fait d'autant moins que la culture et la langue de la région wallonne sont identiques à celles dont elle se réclame. La bourgeoisie belge ne trouve pas en face d'elle une bourgeoisie wallonne concurrentielle ayant intérêt à s'appuyer sur un nationalisme wallon pour asseoir son hégémonie. Les éléments de la bourgeoisie d'origine wallonne sont parties intégrantes de la bourgeoisie belge et sont liés, non à un développement d'un mouvement national wallon, mais à la consolidation d'un Etat belge unitaire et centralisé.

Durant toute la période où la Wallonie, comme région, a joué le rôle essentiel dans le développement de l'Etat belge, il a pu apparaître qu'il y avait, en fait, identité ou, tout au moins, correspondance entre les intérêts de la bourgeoisie belge et les préoccupations

pations, pour la région wallonne, d'assurer son épanouissement maximum.

Par contre, l'industrialisation accélérée de la région, en entraînant la formation d'un vaste prolétariat ouvrier, a rapidement porté à l'avant-plan les problèmes sociaux. Les antagonismes de classes se sont marqués d'une façon très nette. La classe ouvrière wallonne, après une certaine période de passivité correspondant à la période où, inévitablement, elle tâtonnait avant de pouvoir se constituer réellement en classe homogène, adoptait les formes d'organisation qui lui permettraient de mener une lutte efficace. Partant de formes mutualistes, elle accédait rapidement aux formes syndicales et, peu de temps après, aux formes politiques. Les oppositions entre la bourgeoisie unitaire et la classe ouvrière en Wallonie n'ont pas revêtu des aspects nationaux, elles se sont marquées dès le départ dans des formes de lutte de classes.

LA SITUATION EN FLANDRE

La situation qui s'est développée dans la région flamande au cours du XIX^e siècle est essentiellement différente.

A l'exception d'Anvers, pour des raisons de développement commercial lié à la politique expansionniste pratiquée par la bourgeoisie belge, et de Bruxelles, devenue le centre politique et administratif de l'Etat, la région flamande est considérée comme d'importance secondaire. Les quelques centres industriels qui y sont installés sont des centres d'industrie légère qui ne jouent pas un rôle déterminant dans le développement du pays.

Il n'y a pas non plus en Flandre une bourgeoisie typiquement flamande, soucieuse d'assurer l'épanouissement d'un mouvement national flamand sur lequel elle s'appuierait pour faire pièce à la bourgeoisie unitaire belge. Elle est intégrée dans cette bourgeoisie unitaire. Elle en a les préoccupations économiques fondamentales. Sa langue et sa culture sont d'expression française. L'absence d'intérêt à l'égard de la région flamande entraîne inévitablement une stagnation économique et sociale prolongée. Les conditions d'existence y sont extrêmement difficiles, prenant même à certaines époques, comme en 1845 à 1850, des formes de famine moyenâgeuse. La paysannerie demeure la classe la plus nombreuse. Les ouvriers n'accèdent pas au stade du prolétariat organisé, un nombre très important d'entre eux accomplissant encore leur travail à domicile.

Cette situation, loin d'inquiéter la bourgeoisie unitaire, présente au contraire pour elle certains avantages. La population de cette région sous-développée constitue une vaste réserve de main-d'œuvre. D'une main-d'œuvre dont la situation économique déplorable et l'absence d'organisation limitent les revendications. Cette masse, dont l'instruction élémentaire n'est pas organisée et dont la langue, assimilée à un patois, n'est pas officiellement reconnue par l'Etat, vit dans une atmosphère de ghetto. Pour le surplus, profondément

religieuse, elle subit l'emprise d'une Eglise catholique fortement structurée dont l'orientation réactionnaire s'efforce de bloquer toute velléité émancipatrice.

Jusque vers le milieu du XIX^e siècle, seuls quelques intellectuels esquissent une réaction et s'indignent de l'état d'infériorité dans lequel sont maintenues la culture et la langue flamande. Leurs protestations n'ont pas d'impact de masse, elles laissent indifférente une bourgeoisie intégrée dans la bourgeoisie belge.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les oppositions renaissent et s'amplifient, elles se concentrent toujours sur le problème de la langue et du développement culturel. Elles conduiront à des mesures législatives permettant l'emploi de la langue flamande en matière judiciaire et, plus tard, à la reconnaissance du flamand comme langue d'enseignement secondaire et l'obligation de la publication des lois et arrêtés de l'Etat dans les deux langues du pays. C'est d'ailleurs un domaine où la bourgeoisie belge est en mesure de faire des concessions. Le phénomène la dérange, mais il ne met pas en cause son rôle dirigeant et les orientations essentielles dans lesquelles elle conduit l'Etat belge.

Toutefois, l'ampleur prise par les problèmes sociaux dans la partie wallonne du pays, l'organisation de la classe ouvrière en formations syndicales et politiques structurées ne pouvaient manquer d'exercer une influence en Flandre. Elles aidèrent à prendre conscience de ce que l'état d'infériorité dans lequel était maintenue la région flamande avait des causes économique-sociales profondes et qu'il était la conséquence d'une politique pratiquée par la bourgeoisie unitaire belge en fonction de ses seuls intérêts. Cette notion fut perçue par un certain nombre de socialistes flamands et de prêtres démocrates. Si elle était devenue dominante, le mouvement flamand se serait structuré en profondeur, aurait entraîné l'ensemble des masses travailleuses et aurait posé les problèmes dans un véritable contexte de classes dirigé contre la bourgeoisie unitaire.

Mais les socialistes flamands étaient hésitants ; certains d'entre eux, en raison des positions réformistes caractéristiques de la social-démocratie en Belgique. D'autres à cause d'un faux rigorisme idéologique qui les conduisait à séparer problèmes sociaux et problèmes culturels et linguistiques, ces derniers étant considérés par eux comme des déviations bourgeoises. Pour le surplus, ils établissaient malaisément le contact avec une population sur la majorité de laquelle l'Eglise catholique exerçait une emprise toute puissante. C'est cette même emprise qui limitait l'influence exercée par les prêtres démocrates. L'Eglise catholique, dans ses armatures essentielles, était une force de conservatisme liée à la bourgeoisie unitaire et soutenait la politique pratiquée par celle-ci.

Dans la préoccupation de contrôler une poussée sociale dont elle était impuissante à empêcher le développement, la bourgeoisie utilisa l'influence et les structures de l'Eglise. Elle lui confia le soin de mettre sur pied une organisation syndicale, basée sur le concept

non de la lutte mais de la collaboration de classes et destinée, au départ tout au moins, à faire pièce au développement du syndicalisme socialiste.

L'objectif principal de la bourgeoisie unitaire était de freiner la poussée revendicative flamande et de la maintenir le plus possible dans un cadre culturel et linguistique. D'une façon générale, l'entreprise devait réussir en raison d'une série d'éléments qui se sont conjugués : — l'absence d'une bourgeoisie typiquement flamande ayant des intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie unitaire belge — un retard prolongé dans l'industrialisation, ce retard ayant pour effet de bloquer la constitution d'un mouvement ouvrier combatif — le rôle assumé par les cadres principaux de la hiérarchie catholique.

LA SITUATION AU DEBUT DU XX^e SIECLE

Si l'on fait le point et si l'on étudie la situation au début du XX^e siècle, on peut constater

— Que la bourgeoisie belge est parvenue à utiliser au mieux les structures qu'on lui avait fournies au départ. Elle a mis sur pied un Etat unitaire fortement centralisé en dépit de la composition hétérogène du pays. Elle en a assuré le développement et même elle lui a donné un standing international et en a fait une des composantes de l'impérialisme mondial.

— Il n'y a pas eu dans la partie wallonne du pays constitution, sous la direction d'une bourgeoisie régionale, d'un mouvement national tendant à s'assurer une position hégémonique, nonobstant le rôle prioritaire joué par cette région dans le développement du pays.

— Il n'y a pas entre la bourgeoisie unitaire belge et l'ensemble de la population wallonne de conflits ou même d'oppositions liés à des problèmes de caractères nationaux. L'une et l'autre utilisent la même langue et il n'y a pas entre eux de disparité culturelle.

— Un certain parallélisme entre les intérêts de la bourgeoisie unitaire et ceux de l'ensemble de la population wallonne, tous deux soucieux, pour des raisons propres, du développement optimum de la région, n'a pas empêché, en Wallonie, la constitution d'un mouvement ouvrier puissant, organisé syndicalement et politiquement. L'opposition bourgeoisie-classe ouvrière a été posée en termes de classes, elle s'établit par rapport à la bourgeoisie unitaire belge.

— Il n'y a pas non plus dans la partie flamande du pays constitution, sous la direction d'une bourgeoisie régionale, d'un mouvement national.

— Par contre, il y a développement de courants oppositionnels axés en ordre principal sur les entraves apportées au développement culturel, sur les contraintes linguistiques, sur les difficultés pour les Flamands d'accéder à des fonctions dirigeantes dans le cadre public et privé de l'Etat unitaire belge.

— Il y a, en Flandre, constitution lente d'un mouvement ouvrier orienté syndicalement et politiquement plus dans une optique de collaboration que de lutte de classes. L'antagonisme social est dirigé contre la bourgeoisie unitaire belge et non contre une bourgeoisie flamande qui, en fait, ne se différencie pas de la première.

LE DEPLACEMENT DES CENTRES D'INTERET

Au lendemain de la guerre mondiale, s'amorce une transformation des orientations de la bourgeoisie belge quant au développement du pays. Cette transformation est lente et progressive. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, elle est dominante et, à l'heure présente, ses effets se font sentir dans tous les domaines. Sa base essentielle repose sur des mutations économiques.

Comme nous l'avons exposé précédemment, la raison du rôle prioritaire accordé à la région wallonne reposait sur la présence dans les provinces du sud de la matière énergétique — le charbon — et des matières premières nécessaires au développement d'une industrie lourde et des entreprises dérivées.

Les réserves de minerais furent rapidement épuisées — sans conséquences immédiates graves, l'acheminement des approvisionnements étant relativement aisé.

Par contre, les transformations intervenues dans le secteur des matières énergétiques devaient entraîner un profond bouleversement. Un épuisement relatif des réserves, des conditions difficiles et onéreuses d'exploitation, une tendance à l'abandon du travail minier par les travailleurs belges, accélérèrent l'abandon du charbon comme matière énergétique prioritaire. Le charbon fut remplacé en ordre essentiel par les produits pétroliers et, plus tard et dans une plus faible mesure, par le gaz naturel.

Aucune source de ces nouvelles matières énergétiques ne se trouve sur le territoire du pays. L'approvisionnement dépendait de l'étranger et en ce qui concerne, notamment, les produits pétroliers, leur acheminement devait se faire par la voie maritime. Dès lors, les raisons de l'implantation prioritaire en Wallonie des divers complexes industriels prenaient fin. Au contraire, l'installation de nouvelles industries lourdes et même d'autres industries dont les approvisionnements se faisaient de l'extérieur trouvait des conditions plus favorables dans la partie flamande, en raison de la proximité des ports et, par conséquent, de la réduction du coût des transports. Dans une économie privée axée sur la recherche du profit maximum et indifférente aux conséquences sociales de certains bouleversements économiques, ces avantages immédiats exerçaient une influence déterminante, même s'ils modifiaient l'importance économique des régions.

Evidemment, il ne faut pas voir ce changement de pôles économiques d'une manière schématique et s'imaginer que, du jour au

lendemain, la Wallonie devient terre brûlée et la Flandre paradis industriel. L'infrastructure d'une industrie lourde, le réseau de moyens de transport (chemin de fer, canaux), de distribution électrique installés en fonction d'elles ne se transplantent pas. Ils continuent à être utilisés, entretenus et même modernisés.

Mais le centre de développement est inversé. Les industries nouvelles s'implantent dans les provinces nord où se concentrent les efforts d'investissement privés.

En plus des facteurs économiques, les facteurs sociaux ont également joué un rôle dans cette mutation. L'industrialisation de la Wallonie a eu pour conséquence la formation dans la région d'un prolétariat ouvrier extrêmement important. Au cours des années, ce prolétariat s'est organisé syndicalement et politiquement. Il a acquis aussi une capacité et une expérience de luttes qui lui ont permis d'améliorer d'une façon substantielle ses conditions d'existence tant dans le domaine des salaires que des divers avantages sociaux. La classe ouvrière wallonne, avec son degré de syndicalisation très développé, avec des tendances idéologiques plus orientées dans le sens de la lutte de classes que dans celui de la collaboration, subissant dans une faible mesure l'influence conservatrice de la hiérarchie de l'Eglise, joue comme une force dont la bourgeoisie belge doit nécessairement tenir compte et avec laquelle elle est obligée de composer.

L'action organisée du prolétariat wallon ne s'est pas cantonnée dans les provinces industrialisées du Sud, elle a rayonné, elle a exercé ses effets dans l'ensemble du pays. Il s'est rapidement développé une tendance à l'unicité de la classe ouvrière belge face à une bourgeoisie constituant dès le départ un bloc homogène.

Néanmoins, le prolétariat flamand, en raison de l'industrialisation retardée de sa région, est resté pendant une longue période moins nombreux par rapport à l'ensemble de la population, moins homogène parce que travaillant dans des entreprises plus petites et plus dispersées, plus vulnérable à cause de l'ampleur de la réserve de main-d'œuvre existant en Flandre, plus sensible aux influences lénifiantes de l'Eglise par suite de l'imprégnation religieuse profonde de la population flamande.

Malgré les modifications de situation en cours, certains effets subsistent encore et la bourgeoisie belge a l'impression de se trouver en Flandre devant une classe ouvrière restée plus malléable.

Depuis un temps déjà, la bourgeoisie unitaire belge a abandonné son projet initial de faire de la Belgique un Etat homogène structuré sur une base culturelle et linguistique d'expression française. Elle a progressivement renoncé à considérer la culture flamande comme inexistante et la langue flamande comme un patois en déperissement. Elle a admis la légitimité de certaines revendications flamandes et pris des mesures positives en matière d'emploi des langues et d'enseignement.

Mais le grand tournant coïncide avec la promotion de la Flan-

dre en matière économique, avec son passage progressif au rang de région prioritaire pour les intérêts de la bourgeoisie belge. C'est, par étapes, la mise sur un pied d'égalité de la langue flamande et de la langue française à l'échelon de l'Etat unitaire, la valorisation de la culture flamande, l'ouverture d'une université flamande à Bruxelles et du dédoublement de l'Université catholique de Louvain. C'est, globalement, par un ensemble de mesures multifformes dans tous les secteurs, une promotion complète qui met fin au statut de seconde zone dans lequel les Flamands avaient été confinés pendant près d'un siècle.

Ces succès furent enregistrés en s'appuyant sur une intense action menée, essentiellement sur le terrain linguistique et culturel, par des couches d'intellectuels et de moyenne bourgeoisie qui, d'ailleurs, trouvaient un écho au sein des masses flamandes elles-mêmes.

Il y a parallélisme entre la promotion économique et la promotion culturelle et linguistique.

Il faut bien voir toutefois que la promotion économique n'est pas le fait de la bourgeoisie flamande autonome s'érigeant en groupe dominant mais le fait de la bourgeoisie unitaire belge qui a inversé ses centres de développement.

Si la promotion culturelle et linguistique est davantage l'œuvre des Flamands eux-mêmes, elle n'est nullement gênante pour la bourgeoisie unitaire. Elle a l'avantage d'éliminer des sources de friction avec une région qu'on a de multiples raisons de ménager et même de privilégier.

L'industrialisation de la Flandre a pour conséquence d'y développer l'importance du prolétariat ouvrier. Celui-ci aussi subit une mutation. Non seulement il augmente en nombre mais il se concentre dans des entreprises d'une dimension élargie. Par conséquent, il tend à un stade de développement politique supérieur. Cette tendance reposant sur des données objectives est renforcée par les contacts étroits existant à l'échelle du pays tout entier entre les organisations ouvrières. L'expérience plus ancienne du prolétariat en Wallonie sert au prolétariat de Flandre et l'aide à brûler les étapes sur le chemin de la conscience active de classe.

Pour le surplus, l'influence lénifiante et anti-lutte de classes des organisations syndicales chrétiennes est en régression. Non pas que ces dernières se soient anémiées et qu'elles ne demeurent pas encore l'organisation syndicale la plus nombreuse. Mais en raison d'une évolution interne liée à une certaine évolution de l'Eglise. Sans que l'on puisse parler d'une radicalisation généralisée, il est certain que la contestation de la légitimité du système capitaliste s'installe dans les milieux chrétiens, que la croyance à la collaboration des classes est ébranlée et que le fait de la lutte des classes s'impose comme l'expression d'une dure réalité.

A défaut de bourgeoisie nationale flamande, l'adversaire de classe est incarné dans la bourgeoisie unitaire belge.

Un élément en sens inverse toutefois, élément que nous avons noté dans l'époque antérieure en Wallonie : des tendances à croire que, dans le moment, il y a une certaine identité entre les intérêts du prolétariat flamand et ceux de la bourgeoisie unitaire belge puisque c'est elle qui assure l'industrialisation et le développement de la région flamande.

LA SITUATION PRESENTE

Ces modifications profondes entraînent une série de conséquences :

— La bourgeoisie unitaire belge a conservé sa position dominante dans le cadre de l'Etat Belgique ; mais les centres de développement de celui-ci ont été inversés et la région flamande occupe une position prioritaire.

— Les conséquences de cette inversion ont pour la région wallonne des implications économique-sociales extrêmement graves. La principale est une stagnation économique. Certaines industries tendent à se déplacer vers la région nord. L'implantation de la majorité des industries nouvelles se fait dans la partie flamande du pays, ce qui a pour conséquence un retard dans la reconversion économique liée à la révolution des sciences et des techniques et le maintien des industries traditionnelles. S'y ajoute la disparition quasi complète de l'industrie charbonnière. Notons aussi une réduction des dépenses d'infrastructure consacrées à la région.

— Le fléchissement économique provoque un problème d'emploi. Les réductions de main-d'œuvre résultant de la modernisation et de la rationalisation des entreprises ne sont pas compensées par de nouvelles demandes d'emploi dans des industries nouvelles. Il s'ensuit non seulement un certain chômage permanent mais une difficulté d'assurer du travail aux jeunes à leur sortie des établissements d'enseignement.

— Dans ces conditions nouvelles, l'antagonisme de classe existant entre la classe ouvrière en Wallonie et la bourgeoisie unitaire belge qui, jusque là, s'était principalement manifesté dans ses formes sociales prend une dimension nouvelle. Il y a contradiction entre les intérêts de la bourgeoisie belge et de la classe ouvrière sur le développement économique de la région. A l'opposition classique vient s'ajouter un élément nouveau. Dans sa recherche du profit maximum, la bourgeoisie est amenée à réduire la vie économique d'une région et, par conséquent, à toucher aux bases mêmes d'existence non seulement de la classe ouvrière mais de l'ensemble des masses travailleuses d'une partie du pays.

On peut faire remarquer que le phénomène n'est pas nouveau et que, pendant un siècle, il a joué en défaveur de la région flamande. C'est exact. Remarquons toutefois qu'au XIX^e siècle, il s'est produit dans la période d'industrialisation progressive du pays. Les intérêts de la bourgeoisie, à ce moment, l'ont amenée à ne pas entreprendre le développement économique de la Flandre et à la

maintenir dans un état d'arriération relative. Il y a phénomène de stagnation mais non de régression. Cette stagnation a eu pour conséquence l'absence ou tout au moins le développement insuffisant d'un mouvement ouvrier structuré apte à poser sous toutes ses formes le problème d'opposition de classes. C'est d'ailleurs ce qui a conduit le mouvement flamand à cantonner ses revendications dans les secteurs culturel et linguistique et à n'aborder que timidement le problème des responsabilités de la bourgeoisie dans la stagnation économique prolongée de la région.

Il en va autrement en Wallonie. Ici, il y a marche en arrière, abandon progressif d'une région, non pas stagnation mais régression. Elle se produit là où existe un prolétariat très important en nombre, organisé, rompu aux luttes sociales.

LE PROBLEME DES STRUCTURES ETATIQUES

Celui-ci est dès lors amené, dans les conditions présentes, à mettre en cause la façon dont la bourgeoisie organise le développement du pays, à rechercher les moyens de s'opposer à son orientation. La structure unitaire de l'Etat étant un des moyens importants dont la bourgeoisie dispose pour pratiquer sa politique de bascule entre les régions, il est normal que, dans la lutte menée par la classe ouvrière pour la sauvegarde de ses conditions fondamentales d'existence, soit posé le problème des structures étatiques.

L'intérêt marqué par la bourgeoisie belge pour la région flamande a eu pour cette dernière des conséquences extrêmement importantes. Dans son ensemble, à l'exception de quelques sous-régions mineures, elle connaît un développement économique accéléré, elle draine la plus grosse partie des investissements nouveaux, belges et étrangers, elle est le siège d'industries nouvelles, son équipement portuaire se modernise et se diversifie, les infrastructures se multiplient.

La contradiction entre les intérêts régionaux et les intérêts de la bourgeoisie unitaire qui a existé pendant un siècle est résorbée et nous en sommes arrivés au stade des convergences, on pourrait même dire des identités.

Dans les domaines linguistique et culturel, bases essentielles des frictions, les discriminations ont en principe pris fin. Flamand et français sont mis sur un pied d'égalité. Disons même que le système du bilinguisme pratiqué en de nombreux secteurs confère, en fait, certains avantages aux personnes d'origine flamande. Les possibilités d'accès des Flamands aux fonctions dirigeantes publiques et privées sont complètes.

Ces modifications intervenues ont mis fin à une série de situations d'opposition et de conflit qui existaient entre la bourgeoisie unitaire et la population flamande. A telle enseigne que pour un certain nombre de Flamands, le plein épanouissement de leurs aspirations passe par le développement de l'Etat unitaire dans les orientations et les formes adoptées par sa bourgeoisie dominante.

Toutefois, le problème est plus complexe.

La fin légale des discriminations en matière de langue, la reconnaissance de la culture flamande, le libre accès aux fonctions dirigeantes publiques et privées n'ont pas ipso facto réalisé une égalité totale. Une certaine disparité résultant du rayonnement international de la langue française et de la langue flamande subsiste. Les traditions francophones de la bourgeoisie unitaire et des milieux qui gravitent autour d'elle perdurent. Les mutations dans ce domaine ne sont pas aussi rapides et aussi aisées que dans le domaine économique. D'autre part, le centre politique et administratif du pays — Bruxelles —, bien que géographiquement situé dans la région flamande a été profondément francisé en fonction de son rôle de capitale d'un Etat unitaire dirigé par une bourgeoisie de langue et de culture françaises. Cet état de choses se modifie malaisément. Il est source de conflits.

Le décalage entre la promotion économique et la promotion culturelle de la Flandre est durement ressenti par les Flamands et avive des poussées nationalistes. C'est d'ailleurs une des caractéristiques du moment : l'avivement dans chacune des régions des courants de tendances nationalistes qui exercent une influence sur les « problèmes communautaires ».

Une fois de plus, nous revenons sur la question.

Nous ne pouvons pas dire qu'il y ait, au sens véritable du terme, un mouvement national flamand ou un mouvement national wallon. A aucun moment, ni les populations des régions wallonnes, ni les populations des régions flamandes ne sont érigées en nation wallonne ou en nation flamande sous la direction de leur propre bourgeoisie.

Dans sa période d'épanouissement, la Wallonie n'a pas assumé un rôle de nation dominante et n'a pas adopté à l'égard de la Flandre une politique d'oppression. A l'heure présente, nous ne sommes pas en passe de voir la Flandre, en tant que nation, étendre son influence oppressive sur l'ensemble du pays. Celui-ci reste entre les mains de sa bourgeoisie unitaire qui utilise, en fonction de ses intérêts, la disparité nationale qui caractérise le pays. Et c'est d'ailleurs une des raisons essentielles pour lesquelles la classe ouvrière, qu'elle soit flamande ou wallonne, doit aborder les « problèmes communautaires » avec une grande lucidité et un sens profond de ses intérêts de classe.

LES QUESTIONS COMMUNAUTAIRES

Dans un cas comme celui de la Belgique, où sont intégrées dans un Etat unitaire centralisé des composantes nationales hétérogènes, il est normal et légitime que ces dernières luttent contre la bourgeoisie dominante pour que soient respectées leurs caractéristiques nationales propres, au premier rang desquelles figurent leur langue et leur culture.

Il est également normal et légitime que chacune des composantes veuille à assurer son plein épanouissement et se refuse à être réduite au rang de groupe mineur.

C'est pourquoi les efforts déployés par la communauté flamande pour imposer le respect de sa culture et de sa langue et leur mise sur un pied d'égalité totale dans le cadre de l'Etat Belgique concernent directement la classe ouvrière, composante majeure de sa communauté nationale.

Il en est de même du combat mené par la communauté wallonne pour s'opposer au dépérissement économique de sa région et du rôle qui revient à la classe ouvrière dans cette lutte.

LES TENDANCES NATIONALISTES

Toutefois, dès l'instant où se développent des actions justifiées par des aspirations nationales légitimes, il y a risque de déviations nationalistes. La ligne de démarcation entre les deux est souvent ténue et même difficile à déceler. Il est indéniable que, dans le moment présent, il y a des risques particuliers de confusion et, par conséquent, un danger permanent pour la classe ouvrière de substituer à ses objectifs de classe prioritaires des objectifs de type nationaliste ou, tout au moins, d'accorder aux seconds une importance primordiale par rapport aux premiers.

En Flandre, le mouvement flamand, né de revendications légitimes, a une indéniable tendance à élargir ses objectifs et à vouloir conférer à la communauté flamande un rôle dominant dans le cadre de l'Etat Belgique. Loin de modérer cette tendance, les résultats majeurs obtenus par la communauté flamande tant dans le domaine économique que culturel et linguistique, l'ont au contraire avivée. Il s'est développé un véritable nationalisme flamand qui s'est donné une expression politique dans un parti comme la Volksunie. La tendance nationaliste dépasse les cadres de ce parti et exerce une indéniable influence sur toutes les autres formations politiques en Flandre, y compris sur les organisations politiques de la classe ouvrière.

En Wallonie a pris naissance un courant nationaliste parallèle avec, cependant, un point de départ et des conditions de développement très différents. Il n'est pas né d'une tradition de lutte culturelle et linguistique, ce problème ne s'étant pas posé dans un pays où il y avait identité de langue et de culture entre la bourgeoisie unitaire belge et la communauté wallonne. Il a réellement pris naissance au moment où le développement économique de la région wallonne a été mis en péril et où la Wallonie court le risque de devenir une région mineure et délaissée. Il a, à son départ, un caractère défensif. L'importance des problèmes économique-sociaux qui sont en jeu et la signification directe qu'ils ont pour la classe ouvrière facilitent l'entraînement de celle-ci dans une optique nationaliste. Ce mouvement s'est donné aussi une structure politique

mettant l'accent essentiel sur la lutte nécessaire contre ce qu'elle appelle l'impérialisme flamand.

L'existence de ces mouvements nationalistes dérange la bourgeoisie unitaire belge. Elle la contraint à réviser les moyens par lesquels elle exerce sa fonction dominante ; elle l'oblige à rechercher des compromis sur les structures traditionnelles de l'Etat, à consentir des formes de régionalisation. Toutefois, dans la mesure où les problèmes sont posés essentiellement en termes d'opposition entre groupes nationaux, en termes de lutte hégémonique entre communautés nationales, les responsabilités déterminantes de la bourgeoisie unitaire sont estompées et l'impact principal des affrontements n'est pas dirigé contre elle. Dans ce sens, les poussées nationalistes, loin de la desservir, lui fournissent au contraire un instrument de manœuvre pour réduire les risques qui pèsent sur elle.

Dans la situation présente de l'Etat Belgique, l'objectif déterminant et prioritaire de la classe ouvrière demeure son affrontement avec la bourgeoisie en vue, d'abord, de contrôler et de réduire la toute-puissance du capitalisme monopoliste d'Etat, de créer les conditions permettant d'imposer une série de réformes anti-capitalistes, bases d'une transformation fondamentale de la société, ouvrant les voies à l'instauration d'un régime socialiste. Cette lutte se mène à l'échelon de l'Etat Belgique, contre la bourgeoisie unitaire qui domine cet Etat.

Nonobstant le caractère artificiel de la Belgique et l'inexistence d'une nation belge au vrai sens du terme, on ne peut pas dire que l'Etat Belgique soit menacé de disparition à brève échéance ni même qu'il soit engagé dans un stade de dépérissement, et cela pour de multiples raisons :

Des raisons de nature internationale — nous ne les développons pas.

— Des raisons tenant à la situation de force dans laquelle se trouve la bourgeoisie. Pour elle, la structure unitaire de l'Etat reste la forme la mieux appropriée à son développement sur le plan national et dans le cadre de l'intégration économique occidentale dans laquelle elle est engagée.

— Des raisons tenant à la non-existence, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, de mouvements nationaux achevés dirigés par une bourgeoisie autochtone et dont l'objectif est d'assurer pour leur propre compte une position dominante sur l'ensemble du pays.

Le caractère homogène de la bourgeoisie qui domine l'Etat implique que la lutte de classes fondamentale menée contre elle par la classe ouvrière se fasse à l'échelon de l'Etat Belgique et avec des moyens qui donnent à la classe ouvrière son maximum de cohésion.

La lutte de la classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions d'existence, pour la mise en cause du pouvoir de la bour-

geoisie, pour la transformation fondamentale du régime a un contenu de base identique nonobstant les formes différentes qu'elle peut revêtir et les degrés d'intensité différents qu'elle peut atteindre selon les régions où elle se développe. C'est d'ailleurs ce contenu de base identique qui a conduit la classe ouvrière à se doter de formes d'organisation syndicales et politiques homogènes. Il ne pouvait être question de fractionner la classe ouvrière en un prolétariat wallon, un prolétariat flamand et un prolétariat bruxellois. A bourgeoisie unique correspondait le besoin d'une classe ouvrière unique. Cet impératif subsiste dans les conditions présentes.

Toutefois, l'existence et le développement dans chacune des régions de courants nationaux trouvant leur raison d'être dans les contradictions existant entre les intérêts de la bourgeoisie unitaire et les besoins d'épanouissement complet et harmonieux des régions met en cause les structures étatiques telles qu'elles ont été établies.

L'ATTITUDE DE LA CLASSE OUVRIERE

Quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière à l'égard de ce phénomène ?

Devant des mesures brimant soit le développement économique, soit l'épanouissement culturel et linguistique des régions, il est normal et légitime que la classe ouvrière participe à la résistance à ces mesures. Elle le fait parce qu'elle y est directement intéressée, elle le fait également en fonction de son rôle d'avant-garde progressiste. Il serait même désirable qu'elle prenne la tête du mouvement afin de lui apporter son dynamisme et ses capacités d'organisation et, surtout, afin de lui imprimer un caractère de classe conséquent et de la prémunir contre des déviations nationalistes. Constatons dans les faits qu'il y a eu carence dans ce domaine. Ce n'est pas le prolétariat flamand qui a imprimé sa marque aux courants nationaux qui se sont développés en Flandre. En Wallonie, le mouvement ouvrier, à quelques exceptions près, n'a pris vraiment conscience du problème qu'au moment où déjà se faisaient durement sentir les effets du transfert des intérêts de la bourgeoisie unitaire vers le nord du pays. En gros, ce moment coïncide avec la grande grève de 1960. L'organisation principale de la classe ouvrière en Wallonie, le Parti socialiste belge, hésite d'ailleurs dans les orientations à prendre. Il semble que, formé dans le cadre et dans les conditions de lutte de l'Etat unitaire, pratiquant vis-à-vis de celui-ci une politique d'intégration de classes, il soit plus soucieux de maintenir les structures anciennes que de favoriser les modifications indispensables.

Une transformation des structures de l'Etat unitaire peut-elle favoriser les luttes de la classe ouvrière et place-t-elle la bourgeoisie dans une situation désavantageuse ?

Il n'est pas douteux que le maintien des structures sur lesquelles la Belgique repose depuis sa fondation serait pour la classe dirigeante la solution la plus avantageuse. Elles lui permettent d'exercer dans les meilleures conditions ses pouvoirs sur les régions,

elles favorisent sa politique de développement des centres qu'elle considère comme prioritaires. Sur le plan international, et, plus particulièrement, dans le cadre de l'intégration européenne occidentale, la structure centralisée facilite son maintien à un niveau relativement élevé. Ajoutons encore que l'orientation unique de la politique économique et sociale est de nature à faciliter les investissements étrangers.

Il suffit d'ailleurs de voir à quel point la bourgeoisie unitaire défend ses prérogatives essentielles et la manière dont elle résiste à l'instauration d'une régionalisation réelle et davantage encore à toute introduction de mesures fédéralisantes. Elle n'a pu empêcher une révision de la Constitution où elle a consenti du bout des lèvres à la reconnaissance de principe des communautés nationales et des régions. En matière culturelle, elle a admis la création des Conseils culturels en s'efforçant toutefois de rogner leurs prérogatives. Sur le plan de la régionalisation économique et sociale, elle fait front, vidant de tout contenu réel les concessions de forme qu'elle n'est plus en mesure d'éluider.

Dans les conditions présentes, l'organisation du pays sur la base d'une régionalisation très poussée et, mieux encore, d'un véritable système fédéral constituerait pour la bourgeoisie unitaire un très dur échec. Elle créerait des conditions plus favorables pour adopter une série de mesures destinées à contrôler et à restreindre sa puissance. Elle la placerait hors d'état de sacrifier délibérément une région. Elle favoriserait le développement d'un processus de démocratisation élargie, réduisant l'écart entre gouvernants et gouvernés et permettant d'associer plus aisément les diverses couches de la population aux prises de décision dans les matières essentielles.

D'autre part, la régionalisation poussée ou davantage la fédéralisation permet, à l'échelon de chaque région, de mieux déceler les antinomies entre la politique de la bourgeoisie unitaire et les intérêts réels du pays, de mettre mieux en évidence le caractère oligarchique du capitalisme monopoliste d'Etat et, par conséquent, de réaliser plus aisément les regroupements politiques de ceux qui sont disposés à le combattre.

Une fédéralisation du pays crée les conditions permettant de mettre un terme à la politique de division que la bourgeoisie a toujours utilisée en jouant une région contre l'autre et en posant en termes d'oppositions nationales des problèmes dont sa politique de classe portait toute la responsabilité. Chaque région, maîtresse de ses propres décisions dans toutes les matières essentielles, serait en peine d'imputer à l'autre région les causes de ses difficultés ou de ses insuccès. En même temps, elle percevrait mieux et sans complexe les points sur lesquels l'inter-collaboration est avantageuse et souvent même indispensable.

Il n'y a pas, pour des questions de principe, une position fétichiste de la classe ouvrière à l'égard des problèmes de régionalisa-

tion ou de fédéralisation. Il existe un critère déterminant qui s'applique dans des conditions concrètes : l'adoption de telle ou telle structure sert-elle la lutte de classes menée contre la bourgeoisie ?

Dans les conditions actuelles de la Belgique, la transformation des structures étatiques du pays apparaît comme un élément lié à la lutte des classes et susceptible de favoriser le développement de celle-ci.

Une dernière remarque liée à un point que nous avons développé précédemment. Il importe de veiller avec le plus grand soin à ce que la régionalisation ou la fédéralisation ne débouche pas sur le développement de nationalismes régionaux qui entraîneraient la classe ouvrière dans des voies sans issue. Il y a là un danger qu'il ne faut pas sous-estimer car toute société où la bourgeoisie exerce un rôle dominant secrète spontanément le nationalisme.

Quelques réflexions à propos de la « pédagogie »

Un des derniers bastions scolaires, l'enseignement général secondaire supérieur semble atteint par un mal du siècle : l'inquiétude pédagogique.

Il est assez remarquable de constater que des enseignants en fonction depuis dix, quinze, voire vingt ans, découvrent, aujourd'hui seulement que leur manière d'être, de faire puisse être fondamentalement remise en question.

Coincés entre, d'une part, la « contestation » de leurs élèves, et, d'autre part, la « rénovation » élaborée dans un cabinet ministériel, ces enseignants sont sérieusement secoués, et ne savent plus à quel saint se vouer.

Que l'enseignement général secondaire supérieur soit un des derniers secteurs à être atteint, peut s'expliquer.

L'enseignement général secondaire supérieur : enseignement de privilégiés. En étudiant les statistiques de la fréquentation scolaire de l'année 1956-1957 nous voyons que sur 100 enfants qui fréquentaient l'école en Belgique on en retrouvait 65,4 dans l'enseignement primaire, 24,5 dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, 6,5 dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, 3,3 dans l'enseignement supérieur (1).

La chute verticale dans l'enseignement secondaire entre les degrés inférieur et supérieur révèle une sélection qui n'amenait plus, à ce niveau, qu'une majorité de « bons élèves », une « élite ». C'est ainsi qu'on pouvait y dire d'un élève qu'il « n'était pas à sa place »

(1) L. Warzée; Statistiques de l'enseignement en Belgique, in Revue belge de psychologie et de pédagogie 1959 No. 88.

s'il ne réussissait pas. On l'éliminait sans autre commentaire : l'école en soi n'était pas mise en cause. Cette attitude était sans doute facilitée par le fait que les enseignants de ce niveau sont des universitaires, de ces rares élus ayant franchi toutes les barrières scolaires.

Depuis les choses ont changé. La population du secondaire supérieur a vu ses effectifs augmenter de 112 % en dix ans ! Le groupe formation générale, quant à lui, passant de 55.471 élèves en 1961 à 85.349 en 1966, c'est-à-dire un accroissement de 50 % (2) ! Cette « explosion scolaire » n'est pas prête de s'arrêter. L'ancien ministre A. Dubois prévoyait que 70 % des jeunes termineront leur enseignement secondaire en 1980 (3). Cette situation pose inévitablement des problèmes aux élèves, aux professeurs. Problèmes matériels d'abord. Classes surchargées, locaux trop petits, équipements pédagogiques insuffisants. Problèmes pédagogiques ensuite. La sélection « naturelle » ne jouant plus, on ne se retrouve plus nécessairement « entre gens du monde ». On ne peut plus décemment éliminer purement et simplement les élèves qui ne conviennent pas : il y en aurait trop ! Les maîtres risqueraient par ce jeu de perdre leur place !

Les enseignants commencent, dès lors, à s'interroger. Leur interrogation s'adresse le plus souvent à la... pédagogie. C'est ainsi que l'on voit naître, à gauche et à droite, des groupes de discussion plus ou moins structurés qui essaient de repenser l'éducation. Ils s'efforcent de dépasser la discussion, et souvent se lancent dans certaines expériences.

La « Confédération générale des enseignants » a fort bien compris ce besoin. N'ayant pas rencontré le succès escompté dans sa lutte antisyndicale, elle a trouvé un nouveau tremplin en constituant le « conseil national des enseignants » qui se veut une « banque d'idées pédagogiques » (4).

IGNORANCE ET DECOUVERTE DU PASSE.

Ce qui est frappant dans cette quête, c'est l'ignorance dans laquelle sont la plupart des enseignants de ce que fut le mouvement pédagogique depuis plus d'un siècle, en général, et dans notre pays, en particulier. Ils découvrent, avec un retard de près d'un demi-siècle, les pédagogues dont les réalisations ont pris naissance à la fin du siècle dernier et se développèrent pendant l'entre-deux-guerres.

A.S. Neill (Libres enfants de Summerhill), Wyneken, Geheeb (Le maître camarade et la pédagogie libertaire) Freinet (Pour une école du peuple) faisaient partie d'un mouvement dont le rayonnement fut tel qu'il atteignit même la Chine (5).

(2) Rapport Dujardin : Sénat de Belgique session 1970-71, 18 mars 1971. Projet de loi relatif à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

(3) L'Association pour la Rénovation de l'Enseignement vient d'ouvrir en septembre 1971 à Ohain, une école où les instituteurs essaient d'appliquer certaines idées pédagogiques.

(4) Le Soir 8-1-72.

(5) Ni Houan-Tche l'instituteur par Yé Cheng-tao. Editions en langues étrangères Pékin 1961.

Ce mouvement dit d' « Education nouvelle » créa un Bureau international en 1912, qui détermina notamment, trente caractéristiques nécessaires pour qu'une école soit reconnue comme école nouvelle. Une analyse détaillée des idées des différents pédagogues de ce mouvement ferait apparaître des divergences certaines quant à l'objectif social réellement posé. Mais l'accord était unanime quant à la nécessité d'adapter l'école à la vie (quelle vie ?), de préparer l'enfant à son existence d'adulte, non seulement en l'instruisant, mais en le formant dans sa totalité d'être humain, de futur citoyen. Pour ce faire, il était indispensable de respecter le développement naturel de l'enfant, de suivre ses intérêts, de favoriser ses découvertes personnelles, de l'amener à apprendre par lui-même grâce aux méthodes actives, de lui permettre d'organiser la communauté scolaire à l'image de la « société » (une société « démocratique » très peu précise en général) : les enfants se dirigeant eux-mêmes, établissant leur propres lois, veillant eux-mêmes au respect de ces lois. Bref, pratiquant ce qu'Adolphie Ferrière a appelé « l'autonomie des écoliers ».

Parmi les causes qui provoquèrent ce foisonnement d'idées pédagogiques nous pouvons trouver :

— la tendance de la médecine à s'intéresser à la psychologie naissante en étudiant les cas d'évolution aberrante, les enfants anormaux;

— l'extension de l'enseignement primaire à *tous* les enfants, faisant apparaître un grand nombre d'entre eux comme incapables de s'adapter à l'école existante. D'où le désir d'adapter l'école à l'enfant (6);

— les idées socialistes avec toutes leurs variantes, la naissance de l'URSS premier Etat socialiste, preuve concrète de la possibilité de changer la société;

— la guerre 14-18, la révolution russe, entraînant la bourgeoisie « éclairée » et humaniste, à vouloir changer « proprement » la mentalité des hommes, ce qui l'amène à vouloir changer l'école pour changer le monde.

ET EN BELGIQUE ?

C'est dans le milieu libéral que se recrutèrent les promoteurs de l'Education nouvelle, par l'intermédiaire de la Ligue de l'Enseignement. Fondée à Bruxelles en 1864, cette Ligue se fixa certes comme objectif la promotion de l'enseignement laïc, mais également du contenu, des méthodes. Elle voulait une école qui non seulement instruisse, mais en même temps éduque. Elle tenait à donner une place plus grande aux sciences.

En 1875, sous le ministère de Van Humbeek, la Ligue ouvrit une école modèle dont le programme reflétait ses préoccupations. Cette

(6) En 1900 le Ministère de l'Instruction publique Français créa une commission chargée d'étudier le régime à appliquer aux enfants qui ne bénéficient pas autant que leurs camarades de l'instruction donnée dans les écoles. Membre de cette commission, Alfred Binet allait mettre au point en 1905 la première échelle de mesure du développement de l'intelligence chez les jeunes enfants.

école, l'actuelle Ecole Normale Charles Buls, fut reprise par la Ville de Bruxelles, à la chute du ministère libéral (7).

Dans la même lignée libérale on retrouve ceux qui créèrent les premiers cours universitaires de pédagogie en Europe : en 1919 à l'Université Libre de Bruxelles (8). Parmi les professeurs de ces cours, nous trouvons le Docteur Ovide Decroly chargé d'enseigner la psychologie de l'enfant et de l'adolescent. Il était un de ces médecins s'intéressant à l'enfance anormale. En 1901, il avait ouvert un Institut pour enfants retardés et anormaux. Il y applique une pédagogie basée sur ses découvertes personnelles et inspirée aussi par les idées de l'Education nouvelle en général, la devise de son école étant « pour la vie, par la vie » (9).

Des amis lui demandèrent d'ouvrir une école pour les enfants normaux. C'est ainsi que naquit, en 1907, l'Ecole de l'Ermitage, qui devint une école complète comprenant un jardin d'enfants, une école primaire, une école secondaire. Elle acquit une renommée internationale qu'elle conserve de nos jours.

Le rayonnement et le pouvoir des disciples du Docteur Decroly furent assez grands, pour qu'en 1936, le ministre libéral Fr. Bovesse, prenne l'arrêté ministériel fixant le nouveau programme pour l'enseignement primaire d'inspiration très nettement decrolyenne : tout l'enseignement devait partir de l'enfant et de son milieu, il fallait favoriser le décroisement des branches en travaillant suivant des centres d'intérêt. Ce plan d'études souleva des polémiques passionnées, certaines oppositions radicales, des défenseurs convaincus. Le *fond du problème* semble s'être situé entre une « certaine droite catholique » et une « certaine gauche libérale ». C'est ainsi que même au niveau des écoles normales, sensées diffuser le plan d'études, la défense de ce plan se fit de manière très variable. Le même clivage se retrouva au niveau des instituteurs : les socialistes et communistes rejoignant souvent les libéraux.

Ceux qui vécurent cette époque passionnée sont généralement pensionnés ou sur le point de l'être.

LES ADEPTES DE FREINET

Avant que ne paraisse le nouveau plan d'études, certains instituteurs convaincus de la nécessité de changer l'école, n'étaient pas satisfaits de ce que leur offrait l'Ecole Decroly, fréquentée par des enfants « privilégiés ». Ils préférèrent se tourner vers Freinet, qui comme eux travaillait avec les enfants, non « choisis », venus de tous les milieux : agriculteurs, ouvriers, bref, milieux socio-culturellement défavorisés, ces enfants chez lesquels l'école devait s'efforcer d'éveiller le goût pour cette technique élémentaire qu'est la lecture. Ces enfants dont la vie quotidienne offre rarement des sujets conformes à ceux qu'on a l'habitude d'aborder à l'école ! Partir de cette vie-là offrait certains inconvénients ! C'est ainsi que naquit le groupe de « l'Education Populaire » branche belge du mouvement Freinet.

(7) S. De Coster : Pierre Tempels et le développement de l'enseignement public en Belgique. 1959 No. 85.

(8) Le Soir 26-5-1919.

(9) Le Dr. Decroly traduit et introduit chez nous l'œuvre de John Dewey, philosophe et pédagogue américain.

Mais les instituteurs, se réclamant ouvertement de Freinet eurent des ennuis, et ces ennuis leur vinrent des officiels qui se réclamaient de Decroly ! Pour réussir un examen d'inspecteur, mieux valait ignorer l'existence de Freinet !

La victoire du fascisme en 1940 mit une sourdine à tous ces mouvements.

APRES 1945

De la Résistance naquirent des projets de réforme qui s'attachèrent à démocratiser l'enseignement secondaire. On relira avec intérêt à ce sujet l'article d'Andrée Terfve : « La réforme de l'enseignement secondaire » (10).

Nous retrouvons aux côtés de réformes de structure, les méthodes pédagogiques directement inspirées du mouvement d'Education Nouvelle. Le mouvement s'est déplacé du primaire vers le secondaire. Ses hérauts officiels sont passés des milieux libéraux aux milieux socialistes.



Que devient, dès lors, la pédagogie ?

EVOLUTION DE LA PEDAGOGIE « SCIENTIFIQUE »

A sa création à l'ULB, l'enseignement pédagogique supérieur se faisait en deux ans et donnait droit à un « certificat d'études pédagogiques ». Ces études étaient principalement destinées aux enseignants des divers niveaux qui désiraient approfondir les questions relatives à l'éducation et à l'instruction.

Ajoutons que ces études furent, jusqu'en 1960, les seules études universitaires auxquelles pouvaient accéder les porteurs du diplôme d'instituteur.

De nos jours pratiquement toutes les Universités belges délivrent une licence en pédagogie (la dénomination diffère suivant les Universités : sciences pédagogiques, psychopédagogiques...) et dans l'une d'entre elles la durée des études a même été portée à cinq ans.

C'est dire que la pédagogie ne peut plus être considérée comme la parente pauvre, celle qu'il était de bon ton de mépriser pour les autres écoles ou facultés.

Cette licence continue cependant à n'être délivrée qu'à titre scientifique, elle n'a donc pas de réalité légale. Le développement de ces écoles de pédagogie est le fait des universités elles-mêmes et non pas d'un quelconque effort officiel sur le plan national. Le contenu et l'esprit de ces études peuvent différer d'une université à l'autre. Mais depuis une bonne dizaine d'années, certains laboratoires ont vu leurs effectifs gonfler, des postes d'assistants ont été créés, des chaires ouvertes. Ces laboratoires de « pédagogie expérimentale » orientent principalement leurs recherches vers « l'effica-

(10) in « Cahiers marxistes » mars-avril-mai 1970 No. 5.

cité » de l'acte d'enseigner, le « rendement » dans les écoles. Les « penseurs pédagogiques » qui influencent directement les équipes de ces laboratoires sont les rescapés du behaviorisme américain parmi lesquels Skinner est le plus connu, grâce à ses machines à enseigner.

Ce phénomène ne semble avoir épargné aucune de nos universités ! Quelle efficacité ? Quel rendement ? La réponse se trouve sans doute dans l'origine des subsides de ces laboratoires, la Communauté Economique Européenne, celle des trusts.

Il est indéniable que pour certains pédagogues la tentation est forte : ils peuvent enfin entreprendre des recherches « d'envergure » puisqu'à portée européenne.

Se rendent-ils compte de l'orientation que prennent ces recherches ? Le choix fait par la CEE parmi toutes les possibilités que peut offrir la pédagogie dans le domaine de la recherche est plutôt significatif.

La CEE ne s'intéresse visiblement pas à la philosophie de l'éducation où nous pourrions voir s'élaborer, dans notre pays notamment, des études comparatives sur l'enseignement confessionnel et non confessionnel, ou sur le plan international des comparaisons entre l'éducation socialiste et celle des pays capitalistes, etc ...

Elle ne s'intéresse pas à l'histoire de la pédagogie.

Elle ne s'intéresse pas aux études comparatives entre types d'enseignement différents : enseignement Decroly, enseignement traditionnel...

Elle ne s'intéresse pas aux résultats obtenus par un type d'enseignement, non pas tellement sur le plan scolaire, mais sur le plan du développement de la personnalité.

Elle ne s'intéresse ni à la psychologie de l'enfant en situation scolaire, ni à celle de l'éducateur.

Elle ne s'intéresse pas, etc... (11).

Les intérêts de la CEE semblent se limiter aux seules recherches qui s'attachent à l'aspect le plus étroitement technique de la pédagogie : élaboration d'enseignements programmés, de machines à enseigner, de formes très précises d'évaluation.

Une orientation qui ne veut envisager l'homme, l'enfant en situation d'apprentissage, que sous l'angle du QUANTITATIF, du MESURABLE. Ce qui aboutit à un émiettement tel de l'acte d'apprentissage, qu'il correspond plus à l'activité d'un homme robot, qu'à celle d'un être humain en chair et en os.

Si jamais un examen d'entrée était instauré pour l'entrée à l'université, c'est ce type de chercheurs qui élaboreraient l'outil de sélection soi-disant « scientifique ».

Cette partie de la pédagogie assez technique peut être intéressante, voire utile lorsqu'elle s'intègre dans un projet qui tient néces-

(11) Gaston Mialaret, Introduction à la pédagogie PUF, 1964.

sairement compte et du philosophique, et du psychologique, et du social, pour lequel une équipe pluridisciplinaire est constituée, elle devient dangereuse lorsqu'on gonfle son rôle, lorsqu'elle prend le pas sur les autres.

Cette prédominance entraîne inévitablement la pédagogie sur le chemin de la technocratie, elle en fait « une science sans conscience ». Elle la réduit à un ensemble stéréotypé et finit par lui faire perdre sa qualité de science.

Nier une philosophie explicite, n'est pas échapper pour autant à une idéologie implicite.

Il est intéressant, à cet égard, de se pencher sur l'ouvrage du professeur Gilbert De Landsheere : « Evaluation continue et examens. Précis de docimologie » (12).

D'une manière générale, il y montre la difficulté que l'on éprouve à évaluer les élèves avec les moyens traditionnels.

Il rappelle une série d'expériences qui mettent en évidence les facteurs parasites dont, notamment, celle de Rosenthal : « On a annoncé à des instituteurs des six années primaires de l'Oak School que d'éminents chercheurs venaient de mettre au point un test d'« épanouissement » (en réalité, un simple test d'intelligence, peu connu et sans vertu particulière, a été utilisé). Tous les élèves de l'école y ont été soumis, et on a signalé ceux qui étaient sur le point de s'épanouir intellectuellement, pronostic fantaisiste. Le quotient intellectuel des élèves ainsi désignés s'est élevé d'une façon significative dans les trois années inférieures; en outre, des progrès supérieurs à la moyenne ont été observés en lecture et en arithmétique. » (p. 26).

D'autre part l'auteur rappelle qu'en ce qui concerne la lecture, tout le monde semble d'accord pour exiger que tous les enfants arrivent à la maîtriser. Ce qui signifie qu'on attend des instituteurs qu'ils appliquent une pédagogie de la courbe en J. (p. 180 et sq).

Il constate également, que pas mal de gens, pour qui certaines branches (la mathématique par exemple) semblaient inaccessibles parviennent à fort bien les assimiler une fois qu'ils en éprouvent un besoin impérieux.

Il en déduit que cette conception pédagogique pourrait entraîner les enseignants à amener tous leurs élèves à de bons résultats, à condition de leur accorder le temps nécessaire.

Si nous établissons un lien entre l'expérience de Rosenthal et les constatations suivantes, nous pourrions émettre l'hypothèse que les enseignants y arriveraient d'autant plus, qu'ils seraient convaincus que les élèves sont susceptibles de réussir. Que c'est scientifiquement prouvé.

Cette hypothèse pourrait encore s'appuyer sur les constatations, également reprises par l'auteur (p. 38) : les aptitudes au travail intellectuel sont fonction du milieu socio-culturel de l'enfant, et que

(12) Ex. Gilbert De Landsheere, Evaluation continue et examens. Précis de docimologie, Nathan-Labor 1971.

toute évaluation évalue surtout ce milieu, que toute sélection revient toujours en fin de compte, à une sélection sociale (13).

Quelles sont les conclusions de l'auteur à la suite d'une telle analyse ?

UN NEOHERBARTISME :

Il convient d'élaborer une nouvelle formule d'évaluation : une évaluation formative, qui permettrait de situer l'élève par rapport au chemin parcouru dans l'acquisition des connaissances. Mais pour y arriver il faut « jalonner les étapes du savoir » arriver à déterminer ce qui s'apprend d'abord, ce qui s'apprend ensuite. L'auteur remarque bien que ce sont surtout les sciences déductives qui s'y retrouvent le mieux, mais il ajoute que « l'apprentissage inductif aussi peut être *systématiquement guidé* » (p. 188) (souligné par nous).

Bref, on en revient à l'esprit de l'enseignement traditionnel, on redécouvre Herbart, en l'améliorant certes, en lui donnant une réalité soi-disant scientifique.

Il est bon de rappeler que c'est, notamment, ce cheminement obligé de la pensée, que l'éducation nouvelle a voulu combattre.

Le nombre restreint d'études comparatives faites à ce propos : démarche guidée systématiquement, ou possibilité de cheminement individuel pour apprendre (14), penche généralement en faveur de la seconde.

Certes il est possible d'envisager un grand nombre de cheminement différents, on étudie les pensées divergentes. Mais il est peut-être intéressant de rappeler que les Etats-Unis sont le pays où ce genre de recherche est le plus poussé. Se souvient-on combien Kennedy avait mal compris « la pensée divergente » des Cubains au moment de l'attaque de la Baie des Cochons, que la question s'est posée dans les mêmes termes d'incompréhension à propos de la guerre du Vietnam. Est-il réellement possible d'envisager tous les modes de pensée réellement divergents ?

Dans « Complot contre l'enfance » Ed. Le Shan montrait les limites des pensées divergentes admises dans les écoles américaines (15).

MAINTENIR LE SYSTEME

L'auteur propose des « groupes homogénéisés selon les aptitudes spécifiques pour une seule branche » (p. 190). Mais ces groupes s'inscriraient dans le système que nous connaissons, car : « Comment permettre de passer vingt ans au lieu de six dans l'enseignement secondaire !... Le tout est d'orienter les élèves en fonction de leurs aptitudes réelles (p. 189). « Le cycle d'observation et

(13) Henri Salvat, *L'intelligence, mythes et réalités*, Editions sociales, Paris 1971. Maurice Loi, *Le désastre scolaire*, Editions sociales, Paris 1962.

(14) Hans Haebli, *Didactique psychologique*, Delachaux et Niestlé, Neuchâtel 1966.

(15) Eda Le Shan : *Complot contre l'enfance*, Stock Paris 1969 ou 70.

d'orientation, introduit progressivement dans l'enseignement secondaire de la plupart des pays en donne la possibilité. » (p. 189). Mais quand après ce triage, l'étudiant est admis dans une classe, il doit normalement pouvoir atteindre l'essentiel de tout ce qu'on y enseigne (p. 190).

Quelle preuve avons-nous que ce sera vingt ans ? Ne pourrait-on envisager que cela ira nettement plus vite si on crée un enseignement non sélectif ? Et comment déterminer ces aptitudes réelles ? Tout l'ouvrage ne montre-t-il pas que la question reste tellement délicate. L'auteur ajoute encore : « Par ailleurs, l'exigence d'évaluation comparée, que l'éducateur peut regretter pour des raisons idéales dépasse le domaine scolaire : elle correspond à un caractère fondamental de notre civilisation » (p. 193).

Quelle est donc cette civilisation qui contraint à l'évaluation, au triage ?

Est-ce le hasard qui veut que les conclusions de l'auteur semblent faire écho aux décisions de la Fédération des Industries Belges qui écrivait dans son document du 14 juillet 1970 qu'il était « dangereux » de « vouloir couler dans le même moule tous les élèves... pendant une durée trop prolongée », qu'il convient donc de prévoir « sans en retarder inutilement l'âge d'acquisition » une « formation telle qu'au sortir de l'école ces élèves puissent rapidement exercer une profession qui réponde à leurs besoins ainsi qu'à ceux de l'économie ». Pour ceux qui se destinent à l'enseignement supérieur, il importe de « dégager les aptitudes » en vue de leur « orientation ».

L'article 8 de la résolution votée par le Conseil de l'Europe, à l'issue du stage du 11 au 19 novembre 1968, reprend les mêmes idées : « Après le cycle d'observation, la démocratisation n'implique pas une formation unique pour tous les élèves. Elle postule, au contraire une formation différenciée en fonction des aptitudes. » (16).

Il y a entre ces textes « politiques » et le texte « scientifique » du professeur De Landsheere une convergence qui fait réfléchir (17).

Le département de l'Education Nationale patronne des recherches pédagogiques au niveau des universités. Est-ce encore le hasard, mais ces recherches portent sur les outils d'évaluation qui doivent : « permettre d'aboutir à une appréciation plus différenciée, donc plus nuancée » (18).

Si les cycles d'observation et d'orientation étaient ce qu'ils auraient dû réellement être : quatre années de formation de base identique donnant à tous les enfants le temps matériel de s'épanouir le plus possible dans des activités intellectuelles, mais aussi technologiques, d'expressions artistiques comprenant le dessin et la musique, ces années auraient pu être un moyen d'orienter les enfants

(16) Projet de loi relatif à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. Rapport fait par M. Dujardin. Annexe 4.

(17) A ce sujet il est intéressant de faire le rapprochement avec l'article de Georges Thill et André van der Beken dans La Revue Nouvelle de février 1973 : Les industriels belges et la production de la science.

(18) Circulaire ministérielle 7/2471 1/68 du 7 août 1972 portant sur les Modalités d'appréciation dans le premier degré de l'enseignement secondaire rénové.

en fonction de leurs goûts personnels plutôt qu'en fonction de leurs aptitudes, c'est-à-dire en réalité en fonction de leur origine sociale.

Mais voilà, les impératifs des industriels belges et européens veulent autre chose, ils veulent une orientation rapide et le projet présenté par le ministre socialiste A. Dubois a introduit les options dès la seconde année du secondaire, et le choix entre enseignement long et court dès la troisième année. Il a donc fallu que son successeur le ministre socialiste Hurez obtienne des moyens de sélection rapide et efficace.

QUELLES SONT CES NOUVELLES FORMES D'EVALUATION ?

Ne pourraient-elles pas apporter quelque chose de réellement neuf ?

Un tableau des opérations mentales a été établi, à partir d'un travail de chercheurs américains qui, eux, avaient essayé, en interrogeant un grand nombre de professeurs, en analysant les questions qu'ils posaient pour vérifier la connaissance acquise, d'établir une hiérarchie des objectifs pédagogiques (19). C'est-à-dire de ce que ces professeurs veulent obtenir de leurs élèves à la fin de leur cours : simplement des connaissances, ou bien la compréhension de la matière, ou encore une application, et ce jusqu'à l'esprit de synthèse, d'invention.

Et ces objectifs pédagogiques se sont transformés en tableau des opérations mentales. Aucune étude psychologique portant sur ces opérations mentales et ce qu'elles sont chez des enfants de 12 à 14 ans (ceux du premier cycle auxquels sont destinées ces nouvelles échelles d'évaluation) ne semble avoir été entreprise avant d'en faire un système d'évaluation. Il y a là, me semble-t-il, un court-circuit dangereux.

Mais d'autre part, nous pouvons imaginer à quoi aboutira ce nouveau mode de sélection : il y aura donc des enfants qui en un an seulement feront preuve de compréhension, arriveront à formuler, à synthétiser, d'autres n'auront pas pu acquérir, en ce court laps de temps, ces possibilités. Faut-il vraiment être grand clerc pour comprendre qu'une fois de plus la sélection sera sociale ?

Est-ce à ce genre de recherches « orientées » que sont destinés les centres de recherche pédagogique régionaux et l'institut national de pédagogie que prévoit le protocole d'accord du gouvernement ?

Le danger me semble grand.

Parce qu'avec un tel instrument : la recherche scientifique, le pouvoir peut entraîner à sa suite pas mal d'enseignants, catégorie de gens très portés à idéaliser la Science. Il le peut d'autant plus que le passé pédagogique de notre pays est tombé dans l'oubli au niveau de la pédagogie officielle. Il est d'autant plus facilement oublié qu'il relève de cette préhistoire pédagogique a-scientifique, où ceux qui s'intéressaient à la pédagogie parlaient en termes aussi

(19) Bloom B.S. Taxonomie des objectifs pédagogiques, 2 volumes. Montréal 1969 et 1970.

vagues que « l'épanouissement de l'enfant », son « bonheur », le « respect de sa personnalité », etc...

Et que la pédagogie officielle est celle qui forme ceux à qui incombe la formation des enseignants !

LUTTER CONTRE LA TECHNOCRATIE

La pédagogie vivante se perpétue et se développe essentiellement dans des groupes marginaux, qui ne touchent qu'une très petite minorité d'enseignants et tout à fait en dehors de la pédagogie universitaire. Le fossé est de plus en plus profond.

Pour éviter cela, il faudrait que les équipes de recherche soient nécessairement pluridisciplinaires, qu'elles soient totalement indépendantes de décider si une recherche demandée par le pouvoir est de sa compétence, que les résultats de cette recherche doivent être publiés quels qu'en soient les résultats. Que ces équipes puissent également décider elles-mêmes d'une recherche. Et que par-dessus tout ces centres soient à la disposition des enseignants, qui devraient pouvoir demander que tel ou tel problème réel qui se pose à eux puisse faire l'objet d'une recherche, quelle qu'en soit la durée, le contenu. Certes pas d'un enseignant en particulier, mais d'une équipe d'enseignants confrontés au même problème.

Que ces centres appartiennent aux éducateurs, aux enseignants et aux chercheurs et la pédagogie sortira de son ornière technocratique, retrouvera le chemin de l'humain, et d'une pédagogie vivante, dont l'objectif fondamental reste la démocratisation réelle de l'école.

Ont collaboré aux « Cahiers Marxistes »

Christian ALSTEEN
Agnès ARNOUL
Jacques ARON
Jean BLANKOFF
Isabelle BLUME
Jean BLUME
Philippe BOESMANS
Marc BRAET
Jacques BRIERE
Jean BRUHAT
Giovanni CARPINELLI
Segundo CASTRO
Raymond CEUPPENS
Achille CHAVEE
Francis CHENOT
Bernard DANDOIS
Jan DEBROUWERE
Louis DELTOUR
Chantal DE SMET
Urbain DESTREE
Jean DU BOSCH

Edmond DUBRUNFAUT
Augustin DUCHATEAU
Elie ELIA
Pierre ERGO
Jean-Claude FAIDHERBE
Roger FOULON
Piet FRANTZEN
René GERBAULT
Louise GOTOVITCH
Jean-Jacques HEIRWEGH
Rudolph HEYNDELS
Paule HERLA
Pierre JOYE
Johan KAHK
Bogdan KAVCIC
Zygmunt KOCZOROWSKI
Jean LAITAT
Marcel-G. LEFRANCO
Rosine LEWIN
René LONNOY
André MARTIN
Frans MASEREEL
Leo MICHIELSEN
Jacques MOINS
Jacqueline MOULIN
Walter MULLER
Jacques NAGELS
Marc NEYMARC
Georges PAPY
Albert PHILIPPE
Claude RENARD
Renato SANDRI
Robert SEVRIN
René SCHOONBRODT
Roger SOMVILLE
André SOREL
Maxime STEINBERG
Andrée TERFVE
Jean TERFVE
Francis TESSA
Andrée THONNART
Virgil TROFIN
Louis VAN GEYT
Paul VERNIER
Jan VERWEST
Charly VIENNE
Jacques YERNA

Les interprétations du rexisme *

Le fascisme n'est pas un sujet dont il suffirait de rechercher les attributs, mais la résultante de toute une situation de laquelle il ne peut être détaché.

Angelo TASCA, Naissance et Avènement du Fascisme, épilogue.

Si l'expression « fascisme belge » a un sens, elle convient au Rexisme mieux qu'à tout autre mouvement d'extrême-droite que la Belgique ait connu entre les deux guerres (1).

Cependant, le rexisme ne représenta jamais la seule tendance réactionnaire de masse existant dans le pays.

Il dut surtout tenir compte du fossé qui, dans l'entre-deux-guerres déjà, se creusait entre la communauté flamande et le reste du pays.

Si nous prenons, par exemple, les résultats électoraux de 1936, nous nous apercevons que le pourcentage national (11 %) obtenu par Rex, ne donne pas une image correcte de sa force dans les différentes régions : 15 % en Wallonie, 18 % dans l'agglomération bruxelloise, mais seulement 7 % en Flandre...

Tandis que, en Wallonie et à Bruxelles, Rex représentait, de loin, la plus grosse, sinon la seule formation d'extrême droite, en Flandre, au contraire, il se trouvait nettement en position d'infériorité par rapport au parti nationaliste flamand parafasciste le V.N.V. (Vlaams Nationaal Verbond) qui, à ces mêmes élections de 1936 récolta dans cette région 13 % des voix (ce qui équivalait sur le plan national à 7 %).

En 1936, l'ensemble des tendances autoritaires et rétrogrades, opposées au régime parlementaire venait tout juste de prendre une importance sensible sur le plan national.

Ainsi, cet ensemble, au moment où il apparaît, est constitué non d'une seule, mais de deux organisations qui n'auraient jamais pu s'unir, bien qu'elles aient été assez proches sur le plan idéologique et qu'elles

* Traduit de l'italien par Pierre STEENHOUT.

(1) Parler de fascisme avant la Grande Guerre de 1914-1918, serait tout à fait impropre, à n'importe quel propos. Après la deuxième guerre mondiale, pour les mouvements d'extrême-droite, il serait plus juste d'employer le terme de « néo-fascisme » ; voir sur ce sujet pour la Belgique : Michel Géoris-Reitshof, *L'extrême droite et le néofascisme en Belgique*, Bruxelles, P. De Meyère, 1962 ; pour situer rapidement le phénomène néofasciste en Belgique et ailleurs, il peut être utile de consulter J. Delarue, *Les Nazis sont parmi nous*, Bruxelles, Editions du Cercle d'Education Populaire, 1968.

aient eu une audience dans des groupes sociaux similaires (2). Les deux organisations ne différaient, d'une manière irréconciliable, que sur un point : elles faisaient appel à deux réflexes nationalistes opposés.

Rex vivait sur une équivoque (3) : il ne pouvait être nationaliste belge et nationaliste flamand en même temps. En Flandre, il ne put réellement percer que dans le milieu le plus hostile au nationalisme flamand, celui des « fransquillons » (4).

A court terme, du moins, Rex ne pouvait espérer absorber le V.N.V., ni celui-ci ignorer le contexte de l'Etat belge unitaire; c'est pourquoi il ne leur restait qu'à s'allier, ce qu'ils firent, peut-être trop tôt, en souscrivant à un accord qui resta en vigueur d'octobre 1936 au mois de juin de l'année suivante (5).

Quand on parle de « fascisme dans la Belgique d'entre les deux guerres », il est donc permis, à juste titre, de penser au mouvement rexiste comme à la force qui, fondamentalement, tendait à exercer l'hégémonie, dans la mesure où cette force n'était pas strictement régionale; mais on ne peut oublier le V.N.V., comme expression d'une tendance, avec laquelle il fallait compter, tendance semblable à celle de Rex, mais colorée différemment au point de vue du nationalisme.

1. En parlant de fascisme à propos du rexisme, on s'aventure inévitablement sur le terrain de l'analyse historique comparée. On affirme, ainsi, l'existence d'analogies nombreuses entre l'histoire de ce mouvement politique belge et celle du fascisme italien, du nazisme, etc...

De telles analogies devraient néanmoins être soigneusement précisées pour ne pas laisser la porte ouverte aux confusions. Et ceci est une tâche que seule pourra mener à bien, d'une manière satisfaisante, une étude approfondie, capable de considérer l'histoire complète du rexisme, d'en retrouver avec précision les traits fondamentaux et de les confronter avec ceux qui sont propres à l'histoire des autres fascismes.

Nous nous proposons ici un objectif plus modeste. Nous nous contenterons tout d'abord de situer le rexisme parmi les autres fascismes européens, puis de faire le point sur les interprétations que les historiens ont données jusqu'ici du rexisme, et enfin de voir quelle est la signification essentielle du mot **fascisme** quand il s'applique au rexisme.

2. Dans l'entre-deux-guerres, et surtout dans les années 30, l'Europe a connu une myriade de mouvements fascistes qui, maintenant seulement, commencent à être l'objet d'une étude d'ensemble (6).

La possibilité d'analyser un phénomène dans tout son développement, peut sans doute permettre la compréhension plus complète de chacun de ses aspects particuliers. Pourtant, jusqu'à présent, l'existence de tant de **fascismes** n'a conduit que très rarement à l'emploi systématique de la méthode comparative (7), et cette méthode a été, ensuite, complètement négligée dans l'étude des **fascismes mineurs**, de ces fascismes qui, précisément, ne parvinrent au pouvoir que très partiellement, pendant la guerre, à travers la collaboration avec l'occupant qui les maintenait sous sa coupe.

(2) Cfr. A.W. Willemsen, *Het Vlaams Nationalisme, 1914-1940*, Utrecht, Ambo, 1969, IIe éd.

(3) Cfr. J.M. Etienne, *Le Mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, A. Colin, 1968, pp. 96-102 : « Rex et la Flandre ».

(4) Cfr. A.W. Willemsen, op. cit., et Theo Luyckx, *Politieke Geschiedenis van België*, Amsterdam-Brussel, Elsevier, 1969.

(5) Cfr. R. Pfeiffer-Jean Ladrière, *L'Aventure rexiste*, Bruxelles, P. De Méyère, 1966, pp. 114-116.

(6) Cfr. Renzo DE FELICE, *Le Interpretazioni del Fascismo*, Bari, Laterza, 1969, pp. 18-19.

(7) Mais cfr. principalement *European Fascism*, sous la direction de S.J. Woolf, London, Weidenfeld & Nicholson, 1968, ainsi que Ernst Nolte, *Die Fachistischen Bewegungen*, 1966, trad. fr., *Les mouvements fascistes*, Paris, Calman-Lévy, 1969.

Le plus souvent, la légèreté avec laquelle on aborde, sur le plan de l'historiographie, l'un ou l'autre de ces mouvements de faible dimension, peut paraître justifiée par le fait que l'incidence du mouvement même sur le cours des événements dans un pays donné, fut minime ou nulle. Mais certaines formations politiques méritaient et méritent quand même toute l'attention du chercheur. Ainsi, pour l'Europe orientale, la Garde de Fer roumaine et le mouvement finlandais Lapua (par la suite Mouvement patriotique national), pour l'Europe occidentale, le Parti Populaire Français de Doriot et le rexisme (8).

En France, le gros problème vient de l'existence, déjà avant la Guerre de 1914-1918, d'une droite réactionnaire à la lignée de laquelle se rattacha, dans l'entre-deux-guerres, l'organisation des Croix de Feu (puis Parti social français), qui semblait représenter le fascisme aux yeux de la gauche (9). Il y a toute une période ambiguë dans laquelle la droite réactionnaire classique prend la dimension d'un mouvement de masse et se colore de fascisme et c'est pourquoi l'estimation quantitative du phénomène fasciste reste difficile. On peut néanmoins affirmer, sans crainte de se tromper, que, en France, on n'eut de fascisme avéré et proprement dit qu'avec Doriot (10).

Mais la menace représentée par Doriot n'eut pas de commune mesure avec le danger que Rex et le V.N.V. firent courir aux institutions démocratiques dans la Belgique de 1936-1937.

3. Si on exclut donc les pays dans lesquels le fascisme prit le pouvoir de façon autonome, la Belgique fut le pays qui, en Europe occidentale, risqua le plus de succomber aux assauts de l'extrême-droite (11). Ce phénomène a été diversement apprécié par les historiens. Certains éludent le problème, en essayant d'**expulser** le fascisme de l'histoire du pays, parce que contraire à la « mentalité nationale », parce qu'étranger (cette position comporte comme corollaire le fait d'attribuer l'apparition des fascismes locaux à l'influence déterminante des modèles italiens et allemands).

D'autres cherchent à diminuer l'importance du phénomène, en rejetant la responsabilité des événements sur quelques individus et en prenant la défense des masses qui auraient été trompées. Enfin, il en est qui nient que le rexisme des années 36-37 fut un fascisme. Une telle incertitude dans le jugement, n'est pas due au caractère confus du rexisme comme objet d'étude, mais, dans les premiers cas, elle est due à l'intervention de facteurs idéologiques divers, comme, par exemple, la volonté de présenter une image embellie de l'histoire nationale, et dans le dernier, à une erreur méthodologique de perspective.

Commençons par réexaminer, d'un point de vue critique, les notions interprétatives employées jusqu'ici par les historiens. Avant tout, celles de caractère national. Dans les pays qui subirent l'occupation nazie, l'idée que la prolifération des fascismes, en dehors d'Italie et d'Allemagne, était, plus qu'autre chose, le fruit d'une malencontreuse imitation, et aussi de subsides étrangers, sembla trouver confirmation dans le zèle avec lequel les divers « Chefs » locaux, cherchèrent à remplir le rôle de **Quisling** pendant la guerre. C'est ainsi que naquit, en France et en Belgique, un type de littérature historiographique qui se proposait de démontrer que le fascisme avait été étranger à l'histoire nationale, au « caractère du

(8) Sur les différences profondes (qui peuvent conduire à abandonner l'idée d'établir un parallèle complet, minutieux) entre les fascismes d'Europe orientale et ceux d'Europe occidentale, cf. S.J. WOOLF, op. cit., pp. 3-9.

(9) Cfr. le classique René REMOND, *La droite en France*, Paris, Aubier, 1964.

(10) Sur ce dernier, il a paru finalement une étude vaste et documentée de Dieter WOLF, *Die Doriot Bewegung* (1967), trad. fr., Doriot, *Du Communisme à la Collaboration*, Paris, Fayard, 1969.

(11) Cfr. H. STUART HUGUES, *Contemporary Europe : A History*, N.J. Prentice Hall Inc. 1961 : « Le Fascisme ne joua jamais un rôle politique important en Belgique, mais ici, et ce fut dans la seule des petites démocraties en Europe, il recruta des partisans qui affaiblirent sérieusement la nation quand la deuxième guerre mondiale éclata ».

peuple », et qu'il avait été absolument marginal comme force politique interne. C'est surtout à ce type de littérature qu'appartiennent les premières études publiées en France et en Belgique, sur le fascisme (12).

L'Italie avait connu la théorie crocienne de la période fasciste comme « parenthèse »; la démocratie parlementaire belge d'avant-guerre trouvait, à plus forte raison, des défenseurs prêts à affirmer que les élections du 24 mai 1936, avaient été « contraires à la mentalité nationale » (13). Mais des concepts comme celui de « caractère national » servent à épargner une analyse plus approfondie des faits : « Les concepts comme ceux de « caractère national », « esprit de l'époque », etc..., confondent conclusions et prémisses. Ils sont stéréotypés et donnent comme concepts explicatifs ce qui ne peut provenir, à un moment déterminé, que du résultat de relations empiriques particulières dans un système fonctionnel qui est sujet, à nouveau, à de rapides changements » (14).

Certes, le résultat des élections de 36 représentait aussi le contrecoup, en Belgique, des assauts que subissaient, en Europe, les institutions démocratiques (15). Les influences internationales, surtout dans un pays naturellement ouvert à elles (16), ne sont pas à exclure tout à fait, elles ne doivent pas non plus être simplement supposées, mais constatées et pesées. C'est un travail qui, pour une histoire plus complète du rexisme, reste à faire (17). Il faudra connaître mieux le sort réservé dans la presse belge au fascisme italien, au nazisme et au front populaire français (celui-ci agit plus qu'autre chose comme un épouvantail sur une certaine partie de l'électorat) (18). Mais il est aussi vrai que, même s'il y eut contagion, cela ne peut tout expliquer; « la maladie » du fascisme et de l'antiparlementarisme trouva, en Belgique, un terrain favorable et prit des formes spécifiquement locales, dont la plus importante fut l'existence simultanée de deux formations à coloration nationaliste différente. Autre particularité locale : le mélange cléricalo-fascisant qui donna un aliment idéologique au rexisme.

D'autre part, on ne peut « minimiser » l'importance des tendances fascistes en Belgique, entre 1935 et 1938. Parmi les fascismes mineurs, le rexisme, avec ses 11 % des voix, n'a pas d'équivalent en Europe; les résultats électoraux de la Phalange avant le soulèvement franquiste furent négligeables; Doriot ne fut jamais l'élu du Parti populaire français, et de même Mosley pour la British Union of Fascists; le Parti social français du colonel La Rocque ne put envoyer que huit députés à la Chambre (19), la National Samling de Quisling n'atteignait, sur le plan électoral, que 2 % des voix, même le N.S.B. de Mussert en Hollande ne dépassa pas 7,9 %.

(12) J. PLUMYENE-R. LASIERRA, *Les fascismes français 1923-1963*, Paris, Seuil, 1963 : « le fascisme français n'existe guère... « Il semble que le fascisme soit en France avant tout l'idée que s'en font les antifascistes... Pour la Belgique, cfr. R. PFEIFFER-J. LADRIÈRE, *L'aventure rexiste*, op. cit., 1966 : « en Belgique, toute tentative de dictature se heurte invariablement à la froideur tenace du Belge et [...] le talent, les moyens financiers, voire l'idéalisme vrai ou simulé du candidat, ne peuvent rien contre cette tradition qui est une des caractéristiques de la race. »

(13) Frans Van Kalken, *Entre deux guerres. Esquisse de la vie politique en Belgique de 1918 à 1940*, Bruxelles, Office de Publicité, 1945.

(14) Bruce MAZLISH, *Group Psychology and Problems of Contemporary History*, in *Journal of Contemporary History*, vol. III, 1968, n° 2.

(15) Cfr. pour ceci John BARTIER, *La politique intérieure, Compléments à l'histoire de Belgique de 1914-1940*, Appendice à l'*Histoire de Belgique*, de H. Pirenne, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1948, n° 52.

(16) Cfr. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, vol. I, Bruxelles, Lamertin, 1909, p. X (*Préface de la 1^{re} édition*) : il faut chercher le secret de notre histoire en dehors d'elle, [...] il faut [...] pour la comprendre l'étudier à la lumière de celle des grands Etats qui nous entourent, et considérer la Belgique [...] comme un microcosme de l'Europe Occidentale ».

(17) J.M. Etienne, op. cit., considère les répercussions internationales uniquement du point de vue du mouvement et de la presse rexistes et peu ou pas du point de vue du pays.

(18) Cfr. p. ex. Robert BRASILLACH, *Notre avant-guerre in Œuvres Complètes*, Paris, Club de l'Honnête Homme, 1964, vol. VI : « Le succès du rexisme s'explique par l'atmosphère de 1936, par le front populaire, par la menace communiste ». (C'est nous qui soulignons).

Sur les reflets des événements espagnols en Belgique, il existe une étude de A. DE SMET, *Les partis politiques belges et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, in *Res publica*, vol. IX, n° 4, pp. 699-713.

Sur le fascisme italien vu de Belgique, un article seulement de Carlo PINZANI, *Socialdemocrazia e fascismo italiano (1922-1926)*, in *Movimento operaio e socialista*, janvier-mars 1967, pp. 9-28.

(19) Cfr. E. Veuillet, *La Rocque et son parti comme je les ai vus*, Paris, Plon, 1938.

Il faut se déplacer en Europe orientale pour trouver, dans les Croix fléchées hongroises de Szalasi et dans la Garde de Fer roumaine de Codreanu, des fascismes mineurs qui aient obtenu des résultats électoraux meilleurs et se soient révélés plus dangereux encore que le rexisme (20).

Les historiens, désireux de laver la Belgique de la honte d'avoir donné le jour à un mouvement fasciste d'une remarquable ampleur, ont adopté plusieurs lignes de défense.

Le professeur Jean Stengers limite aux chefs le fascisme de Rex et du VNV, tandis que le succès populaire serait venu pour d'autres raisons; donc, dans la Belgique de 1936, il n'y avait pas un demi-million de fascistes (21).

Où arriverait-on si on raisonnait de même pour l'Allemagne de 1932 ? Les 14 millions d'Allemands qui votèrent pour Hitler, étaient-ils tous des nazis ? Certes, il faut compter avec les intentions ! Mais le résultat, quelles qu'aient été ces intentions, reste le même. Sinon, à l'opposé, on peut soutenir que dans la Belgique de 1936, le mouvement rexiste ne rassemblait pas, derrière lui, tous les rexistes : « Certains membres du parti catholique n'étaient pas insensibles à quelques idées de Rex; mais puisque le nouveau mouvement constituait un danger grave pour le parti catholique, nombre de ces sympathisants pouvaient se ranger aux côtés de leurs coreligionnaires qui combattaient Rex » (22).

En outre, les élections du 24 mai 1936 ne se déroulèrent pas au moment de plus grande expansion du rexisme, mais probablement quelques mois avant. Elles devaient avoir lieu en automne et le gouvernement en anticipa la date aussi « par son désir de ne pas donner au jeune mouvement le temps de se consolider » (23).

Jean Stengers a, d'autre part, exagéré dans le rexisme le rôle du « chef », allant jusqu'à écrire que « l'histoire de Rex est celle de Léon Degrelle » (24); de sorte qu'il peut conclure son travail sur la droite en Belgique par une nécrologie : « La Droite n'existe plus. Les horreurs de la période 40-44 l'ont abattue. Elles l'empêchent encore de se relever » (25). Voilà la tendance qui caractérise certaines interprétations du fascisme : exorciser le « mal » en en rejetant la responsabilité sur quelques individus. On ne prend pas en considération ces facteurs structurels (classes sociales, déséquilibres régionaux) qui, dans une situation donnée, peuvent se retrouver à nouveau combinés pour soutenir, sinon le fascisme, du moins un infléchissement du régime démocratique vers un autoritarisme réactionnaire (26).

(20) Cfr. Ernst NOLTE, op. cit. : « Il est sûr qu'en dehors de Hitler et de Mussolini, aucun dirigeant fasciste ne réussit à s'emparer du pouvoir avec ses seules forces, encore que Codreanu et Degrelle (le « chef » rexiste) fussent parvenus jusqu'aux antichambres du gouvernement ». Et cfr., pour le mouvement de Szalasi, Miklos LACKO, *Les Croix Fléchées (1935-1944)*, in *Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale*, avril 1966, n° 62.

(21) Cfr. Jean STENGERS, *Belgium in The European Right. A historical Profile*, sous la direction de H. Rogger et E. Weber, London, Weidenfeld & Nicholson, 1965. Pour le nazisme, des jugements semblables à celui-ci peinent esquissés de Stengers pour le rexisme et le V.N., sont exprimés par Golo MANN (*Deutsche Geschichte 1919-1945*, Frankfurt/M., Fischer Bücherei, 1961) qui se situe sur la ligne interprétative de Meinecke et de Ritter en Allemagne, ligne analogue à celle de Croce en Italie; de très nombreux Allemands — selon Golo Mann — ne voulaient pas Hitler « et même parmi ceux qui votèrent volontairement pour lui, la plus grande partie ne voulait pas la solution qu'il leur proposa. »

(22) C.H. HÖJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, thèse pour le doctorat Uppsala, Almqvist & Wiksell, 1946, maintenant Bruxelles, éd. du CRISP, 1969.

(23) *Ibid.*

(24) J. STENGERS, *Belgium*, in op. cit.; Par contre : B.S. CHLEPNER, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, ULB, Institut de sociologie Solvay, 1956 : « Ce serait une erreur d'expliquer l'engouement dont le rexisme a joui un certain moment exclusivement ou même principalement par les dons d'orateur et d'animateur de foules du chef du mouvement, son bagout et son manque de scrupules. Lorsque les foules sont mécontentes et désemparées, il se trouve toujours un initiateur, un chef ou des chefs capables de les entraîner ».

(25) J. STENGERS, op. cit.

(26) Cfr. Paolo ALATRI, *Recenti studi sul fascismo*, in *Studi Storici*, oct.-déc. 1962, n° 4, pp. 575-836 : « L'interprétation de Croce risque de réapparaître chaque fois que l'analyse du phénomène fasciste ne porte que sur son personnel politique sans toucher à la coalition des forces sociales qui a soutenu le régime et lui a survécu ».

C'est aussi une interprétation restrictive du phénomène rexiste que nous retrouvons sous la plume du journaliste Charles d'Ydewalle, selon lequel Degrelle fut trois fois imposteur : tout d'abord traître à l'Eglise, puis à son pays, enfin traître à ses complices de la collaboration (27).

4. Le chercheur français J.-M. Etienne, également, reprend, jusqu'à un certain point, l'argument selon lequel l'échec électoral du mouvement rexiste en 39 (4 % des voix) montrait l'attachement de la Belgique à la démocratie (28). Mais son interprétation s'appuie, dans l'ensemble, sur une base différente. Il ne dit pas clairement ce qu'il faut entendre par **fascisme**, mais, d'autre part, il ne pense pas qu'on puisse parler de fascisme pour le rexisme de 36-37.

Naturellement, tout événement, et, à plus forte raison, tout ensemble d'événements, possède ses caractéristiques propres et, dans son intégrité, est unique.

Ainsi, il serait certes inutile de chercher à trouver, dans la Belgique de 1936-1937, la réplique exacte de ce que fut le fascisme dans l'Italie de 1920-21, par exemple. D'autre part, le mot même « fascisme » a subi, à notre époque, une certaine usure, et son acception est fort vague : il peut convenir pour le régime de Franco en Espagne, comme pour celui de Stroessner au Paraguay, et pour tant d'autres situations politiques hétérogènes (30). On ne voit pas pourquoi il ne conviendrait pas aussi, à ce moment-là, pour le mouvement rexiste de 1936-1937.

Mais il ne s'agit pas d'examiner en détail les diverses analogies existant entre plusieurs phénomènes historiques considérés jusque dans leurs aspects les plus secondaires, ni de voir s'il y a lieu de recourir à une dénomination qui est imprécise par elle-même, et donc inutile, du point de vue de la compréhension. Si on veut sortir de l'impasse tout en gardant le lien entre le rexisme et les autres fascismes, lien qui, comme nous tenterons de le montrer, a des fondements réels, il faut employer la méthode comparative, sciemment, en élaborant un instrument conceptuel d'analyse, et non subrepticement, en conservant le caractère occasionnel et non rigoureux des observations dictées par le sens commun.

Le concept de fascisme dont nous partirons, a été élaboré en tenant compte des expériences allemandes et italiennes, dans la période d'entre les deux guerres. Nous verrons ensuite si, et dans quel sens, un tel concept permet de cerner les traits essentiels qui caractérisent l'histoire du rexisme dans les années 1936-1937.

Le fascisme : a) surgit dans le **contexte** de la démocratie bourgeoise et dans les conditions internationales propres d'entre les deux guerres mondiales — quand l'équilibre des forces dans le monde n'était pas encore rompu par l'essor de deux « superpuissances » comme les Etats-Unis et l'Union Soviétique, tandis que, pour le monde colonial, la perspective de l'indépendance politique formelle apparaissait encore comme lointaine;

b) s'appuyait sur une **base** de masse, recrutée principalement dans l'ancienne classe moyenne (30);

c) avait une **conception idéologique** nationaliste, destinée sur le plan intérieur, à « résoudre » les conflits de classe en laissant intactes les structures sociales fondamentales;

d) comme **méthode de lutte**, ne dédaignait pas la participation aux élec-

(27) Charles d'Ydewalle, *Degrelle ou la Triple imposture*, Bruxelles, P. De Meyère éd., 1968.

(28) J.M. Etienne, op. cit., p. 162.

(29) Le Larousse définit ainsi le fascisme au sens large : « Doctrine visant à l'établissement d'un régime dictatorial ». Sur l'ambiguïté du mot **fascisme**, cfr. Leo HUBERMAN - Paul M. SWEEZY, *La controrivoluzione globale*, Torino, Einaudi, 1968, pp. 68-69 : « Le terme de fascisme est souvent appliqué sans discrimination à tous les autres états policiers réactionnaires. Cet emploi nous a toujours paru trop étendu pour avoir une valeur euristique ». Et cfr. aussi Armando SAITTA, *Dal fascismo alla Resistenza*, Firenze, La Nuova Italia, 1961, pp. 4-18.

(30) Pour la définition de l'ancienne classe moyenne, cfr. C. WRIGHT MILLS, *White Collar* (1951) traduction française *Les Colls Blancs*, Paris, Maspero, 1966, et cfr. aussi Daniel GUE-RIN, *Fascisme et Grand Capital* (1936), Paris, Maspero, 1969.

tions, mais recourait, tantôt de manière décisive, tantôt de manière subsidiaire, aux démonstrations de force et à la violence;

e) se donnait comme **objectif** d'éliminer les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et d'instaurer un régime autoritaire (31).

Selon J.M. Etienne, Rex était un mouvement catholique, nationaliste, autoritaire (32), conservateur, humaniste même (33), et ce n'est qu'en 1937, en pleine décadence, qu'il tendit à s'identifier au fascisme. Le jugement que l'on peut porter sur la nature du rexisme entre 1936 et 1944 est en effet aisé à donner. Après Munich surtout, les mouvements européens fascistes et para-fascistes, qui n'avaient pas réussi jusque-là à prendre le pouvoir, se virent condamnés à être les imitateurs serviles des modèles mussolinien et hitlérien (avec une préférence marquée pour le modèle hitlérien qui commença à exercer alors son influence sur le fascisme italien lui-même) (34).

Le problème est de savoir ce que représenta Rex avant d'être en passe de devenir la succursale belge du parti nazi, ce que représenta le mouvement fondé par Léon Degrelle, quand il était lié davantage à des exigences locales, spécifiques, et qu'il était porté, poussé par un succès populaire croissant. Le même J.M. Etienne admet que « schématiquement toute l'histoire du rexisme d'avant-guerre tient entre deux élections : les législatives du 24 mai 1936, qui marquent le triomphe du mouvement, et l'élection partielle de Bruxelles du 11 avril 1937, qui consacre l'écrasement de Degrelle » (35). S'interroger de cette façon sur la nature du rexisme dans les années 1936-1937, équivaut à se demander s'il a jamais existé **réellement** quelque chose de semblable au fascisme, en Belgique, s'il a jamais **existé réellement un « fascisme belge » ou non.**

Considérons donc le mouvement rexiste comme il se présentait en 1936-1937, en ayant à l'esprit le concept essentiel énoncé plus haut. En ce qui concerne le **contexte**, il va sans dire que la Belgique d'alors était une démocratie bourgeoise. La **base sociale** du mouvement rexiste était constituée surtout des classes moyennes; parmi les élus, comme parmi les électeurs, nous trouvons des avocats, des professeurs, des commerçants, des employés, de petits entrepreneurs, quelques paysans, un certain nombre d'intellectuels, et très peu d'ouvriers (36).

La conception idéologique demande un plus long développement.

Le rexisme était sans aucun doute nationaliste (37), mais n'insista jamais trop, dans les années 1936-1937, sur le sentiment patriotique comme facteur d'unité pour le peuple. Dans **Révolution des Ames**, Degrelle, parlant de son propre pays, exalte, une à une, d'une manière significative, les différentes régions et villes, et il ne s'aperçoit pour ainsi dire pas qu'il existe un ensemble (38). La raison de cette « négligence » réside évidemment dans le fait que la conscience nationale apparaissait, déjà dans la

(31) Pour ce concept de fascisme, nous nous sommes reportés à L. HUBERMAN - P. SWEETZ, op. cit., et à A. Salita, op. cit.; quelques modifications ont été apportées pour nuancer certains traits. D'autre part, notre définition n'entendait pas être **réelle** (ou plutôt orientée vers l'assemblage, de la manière la plus serrée possible, des éléments fondamentaux communs au fascisme et au nazisme), mais une redéfinition du terme de fascisme, dans laquelle les attributs communs au fascisme et au nazisme ont été çà et là légèrement nuancés, pour faciliter la comparaison avec le rexisme. Sur la légitimité méthodologique d'une telle opération, cfr. ABBAGNANO, *Dizionario di Filosofia*, Torino, UTET, 1960, à « définition » : « La définition est la déclaration du sens d'un terme, c.à.d. de l'emploi qui peut être fait d'un terme dans un champ d'investigation donné ». De ce point de vue, il n'existe pas pour le terme d'essence privilégiée (ni nominale ni réelle), mais il existe des manières différentes de le définir pour des fins différentes ».

(32) J.M. Etienne, op. cit., p. 141.

(33) J.M. Etienne, op. cit., p. 173.

(34) Cfr. H.R. Trevor Roper, *The Phenomenon of Fascism*, in *European Fascism*, cit.

(35) Cfr. J.M. Etienne, op. cit., p. 6.

(36) Cfr. Jean STENGER, *Belgium*, in op. cit.; et J.M. Etienne, op. cit., pp. 64-66.

(37) Cfr. J.M. Etienne, op. cit., pp. 45 et 106-107. Selon lui, pourtant, Degrelle, en 1935, était **plus nationaliste que fasciste**, dans la mesure où il ne voulait vivre, penser, agir que pour la Belgique. On ne comprend pas comment un fasciste en 35 serait nationaliste, en travaillant pour la grandeur et l'expansion d'un autre pays et non du sien. C'est après 1938 que le collaborationisme commence à prendre place parmi les traits qui caractérisent les fascismes (mineurs).

(38) *Révolution des Ames* est un recueil d'articles de Léon Degrelle publié à Paris en 1938 par les Editions de France (et à Bruxelles, toujours en 1938, par les éditions Rex, sous le titre *Etat d'âme*) : cfr. les pp. 57-65 de l'éd. française.

Belgique de 36-37, divisée par l'existence de deux communautés linguistiques, l'une française, l'autre flamande, avec des intérêts pas toujours convergents (39).

En définissant plus haut la conception idéologique du fascisme, nous avons dit aussi qu'elle était destinée, sur le plan intérieur, à « résoudre » les conflits de classe en laissant intactes les structures sociales fondamentales. Le rexisme de 36 critiquait le capitalisme bancaire, dénonçait le lent étouffement des petites et moyennes entreprises, refusait l'égoïsme bourgeois comme la démagogie socialiste, mais se gardait bien de mettre en cause la propriété privée des moyens de production (40) et proposait la réconciliation des classes; la solution des problèmes sociaux et économiques aurait dû venir de l'instauration du système corporatif. Et il est à noter que ces aspects idéologiques fascistes ne sont pas en contradiction avec la liste des attributs qui peuvent se rapporter également à la doctrine et que J.-M. Etienne emploie pour caractériser le rexisme comme étant un phénomène singulier. Le nationalisme et l'autoritarisme entrent dans le concept même de fascisme que nous avons élaboré. Il reste à voir si le catholicisme, le conservatisme et l'humanisme de Rex permettent, tant soit peu, de le différencier du fascisme.

Le catholicisme de Rex était celui de Pie XI après les accords du Latran et après que le conflit avec le régime fasciste italien, à propos de l'Action Catholique eut été réglé : « En fait, le compromis entre l'Eglise et le régime fasciste ne révéla plus, pour quelques années, de difficultés retentissantes (...), en politique étrangère, avec l'appui donné aux missionnaires, en présentant dans une perspective de dévouement catholique, aussi bien la conquête de l'empire éthiopien que l'appui donné à Franco dans la lutte contre la république espagnole; mais surtout dans la protection concédée aux régimes autoritaires d'Autriche et de Hongrie qui se réclamaient du christianisme social » (41). Ces positions cléricales conservatrices trouvaient un écho naturel dans un mouvement qui, comme le mouvement rexiste, comptait parmi ses dirigeants une majorité de jeunes formés idéologiquement à l'école de l'Action française et restés fidèles, par l'esprit, sous de nombreux aspects, aux anciens maîtres. Et ces positions — selon l'historien anglais H.R. Trevor Roper — étaient présentées, dans des proportions variables, dans presque tous les mouvements fascistes (42).

Certes, le mouvement rexiste était conservateur, non moins que le fascisme italien et le nazisme. A la différence de ces derniers, Rex n'eut pas d'aile gauche propre, et n'accueillit pas de transfuges de la gauche socialiste, communiste ou anarcho-syndicaliste.

Mais ce n'est pas pour cela, comme nous venons de le voir, qu'il évita de développer un programme pseudo-révolutionnaire (critique du capitalisme bancaire, de l'« égoïsme bourgeois » et de la démagogie socialiste, mais aussi attaques contre la gérontocratie dans l'administration, avec, à ce sujet, proposition de payer aux fonctionnaires le maximum de leur salaire entre 30 et 50 ans, etc.) (43). Et puis, si nous comparons avec le conservatisme d'où Léon Degrelle et ses amis étaient partis, dans les années 1920, le conservatisme de l'Action française, les différences sautent immédiatement aux yeux.

Maurras et Léon Daudet étaient des hommes de la « Belle Epoque » et considéraient que la lutte politique était l'affaire des élites. Georges VALOIS, qui s'était également détaché de l'Action française en 1925-26, avait écrit : « Maurras, au lieu d'organiser les forces nationales pour la conquête

(39) Cfr. J. RENS, *Le fascisme en Flandre*, Bruxelles, Imprimerie populaire, 1936.

(40) Cfr. J.-M. Etienne, op. cit., pp. 92-93.

(41) Mario BENDISCIOLI, *Il conflitto con l'Azione Cattolica*, in « Terzo programma », 1962, n° 2.

(42) Cfr. *The Phenomenon of Fascism* in op. cit. Jusqu'ici, ceux qui ont considéré le rexisme uniquement du point de vue du mouvement politique catholique, n'ont pas perçu entièrement l'originalité du phénomène; ils y ont vu une vague de renouveau qui, à un certain moment, a pris une mauvaise direction. Ainsi Maurice VAUSSARD, *Histoire de la Démocratie chrétienne*, Paris, Seuil, 1956 et Aloïs SIMON, *Il partito cattolico belga (1830-1945)*, Roma, 5 Lune, 1964.

(43) Pour ce dernier point, cfr. Jean DENIS, *Principes Rexistes*, Bruxelles, éd. Rex, 1936, p. 85.

du pouvoir, a toujours considéré qu'il agirait par l'esprit sur l'Homme, militaire ou civil, qui ferait le coup » (44).

C'est une critique dont Degrelle a montré qu'il tenait compte dans la pratique, et pas seulement en théorie; pour ce qui est de la théorie, nous pouvons enregistrer ce passage d'un de ses articles de *Rex*, le 28 juin 1935 : « à nous de rejoindre (...) les masses qui nous attendent depuis longtemps et cela par une propagande immense imagée, fraternelle. La conquête pacifique et ardente des foules, voilà l'objectif de demain (...). Il n'y a rien à faire contre le peuple ou sans le peuple ».

L'aspect « humaniste » de *Rex* semble être donné — selon J.-M. Etienne — par la « révolte sociale (...) devant l'égoïsme et la veulerie d'une société qui refuse à l'homme un minimum de dignité » (45).

Il nous semble que le qualificatif d'« humaniste » est trop généreux en regard d'un mouvement qui traduisait en termes moralisants la sensation d'étouffement éprouvée, à tort ou à raison, par un certain nombre de jeunes qui se sentaient relégués dans une espèce de ghetto social (46). Mais « l'humanisme » de *Rex*, pour sincère ou contrefait qu'il ait été, avait d'ailleurs un très grave défaut : il n'était pas total ! Ainsi, sans être pour cela un antisémite militant, Degrelle savait se montrer insensible en face du sort des Juifs dans l'Allemagne nazie : « Depuis cinquante ans, tout ce qui a germé de mauvais dans la politique nous est venu des Juifs. L'Allemagne comme la Pologne est infestée par une population de Sémites extrêmement nombreux qui avait une influence prépondérante dans la vie intellectuelle et politique. Il était temps d'y mettre un frein » (47).

Quant aux **méthodes de lutte**, J.-M. Etienne a essayé d'accréditer l'image d'un rexisme qui eut été non violent, du moins jusqu'en 1938 (48).

Il faut dire avant tout que l'activité de commando (**Squadre**, S.A. etc...) peut, aussi, être considérée comme un trait non primordial du fascisme (49). Et puis, l'affirmation selon laquelle *Rex* ne disposait pas de sections d'assaut et ne se rendit coupable d'aucune violence, n'est pas tout à fait exacte.

En Belgique, il y avait des formations paramilitaires fascistes, la Légion Nationale et le Verdinaso, qui, tout en n'étant pas disposées à se laisser dominer par *Rex* ou par le V.N.V. se battaient, malgré tout, pour les mêmes buts (50). Et une loi du 29 juillet 1934 avait dû interdire « toute milice privée ou toute autre organisation de particuliers dont l'objet est de recourir à la force, ou de suppléer l'armée ou la police, de s'immiscer dans leur action ou de se substituer à elles » (51).

(44) Georges VALOIS in *Le Nouveau Siècle*, 15 janvier 1926, cité par J. PLUMYENE-R. LA-SIERRA, op. cit.; Eugen Weber (*L'action française*), Paris, Stock, 1964, a noté que *Rex* était bien plus fasciste que l'Action française : « Le mouvement mettait l'accent plutôt sur le corporatisme et l'activisme de Valois et les conceptions de *Je suis partout*; par là, il devait s'aliéner bientôt le plupart des conservateurs nationalistes ».

(45) Op. cit., pp. 92-93.

(46) Cfr. Dr. Etienne DE GREFF, *Naissance de l'UDB* in *La Revue nouvelle*, 15 février 1946 : « Au moment où le Rexisme fit sa bruyante apparition, un bon nombre de jeunes étouffaient [...] Peu conscients de leur propre psychologie, ils s'imaginèrent qu'ils allaient conquérir leur titre d'homme en enfermant tout le pays dans la même prison ».

(47) In *Vlan*, 15 avril 1933. Et cfr. aussi *Rex*, 10 janvier 1936 : « *La race juive reste malgré tout la race maudite* », etc. (en italique dans le texte).

(48) J.-M. ETIENNE, op. cit., p. 127. Et cfr. aussi E. NOLTE, op. cit., p. 308 : « *Rex* n'était pas à proprement parler un parti fasciste, car il ne disposait pas de troupes d'assaut en uniforme et ne se rendit coupable d'aucune violence ».

(49) Cfr. M. BARDECHE, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Paris, Les Sept Couleurs, s.d. : « le fascisme ne repose pas [pas nécessairement, dirions-nous] sur la contrainte [...] : il a pour objet de faire naître une volonté collective de discipline et les mécanismes de cette discipline relèvent d'un style qui varie d'un pays à l'autre » (p. 43).

(50) Cfr. Max BUSET, *Ce qu'est le fascisme en Belgique*, Parti Ouvrier Belge, 56^e Congrès, 9-10 octobre 1937, Rapport sur la position du P.O.B., vis-à-vis des autres partis, etc. Bruxelles, édité par le Secrétariat du Parti Ouvrier Belge, s.d.

(51) Cit. par B.S. CHLEPNER, op. cit., p. 334. Et cfr. aussi *L'Exposé des motifs* qui précède *le Projet de loi* punissant le port public d'uniformes de groupements politiques, etc., in *Documents imprimés par l'ordre de la Chambre*, Session de 1932-33-2-n. 51 à 224 : [...] « Nous assistons aujourd'hui à la formation et au développement de groupements politiques qui [...] recourent à des exhibitions d'uniformes. Ces exhibitions tendent à une démonstration de forces ; en elles est incluse la menace du recours à la violence, le jour où la force sera suffisante ».

Au mépris de la loi, Rex avait organisé, pour ses propres réunions, un Service d'Ordre et de protection (S.O.P) et l'avait mis aux ordres d'un Colonel de Gendarmerie honoraire. Par le même J.-M. Etienne, nous apprenons que des procès-verbaux étaient périodiquement dressés contre des rexistes « porteurs d'instruments contondants... ». Le S.O.P. fut dissous en janvier 37, et c'est alors que se formèrent les Gardes rexistes en uniforme : aucun des deux groupements n'était armé (52). Cette espèce de milice embryonnaire pouvait être appelée à intervenir avec violence au cours des réunions. Le 11 novembre 1935, Degrelle devait parler au public réuni au Palais des Sports de Bruxelles. Quand les manifestants socialistes et communistes se mirent à siffler et à hurler dans la salle, il leur fit comprendre qu'il ne se laisserait pas impressionner et avertit l'assemblée : « Je demande aux catholiques de donner l'exemple de la modération (...) qu'ils soient sans crainte, nos troupes de choc feront le nettoyage et il sera proprement fait » (53).

Dans notre définition du fascisme, nous n'avons pas inclus, parmi les méthodes caractéristiques de lutte, la **propagande**, secteur dans lequel les rexistes mirent à profit, d'une façon ou d'une autre, l'expérience nazie, tantôt mal à propos, avec l'idée de provoquer des élections en cascade (54), tantôt avec plus de discernement, en organisant des réunions grandioses, en recourant à l'emploi de projecteurs pour les apparitions de Degrelle...

L'**objectif** politique poursuivi par le mouvement rexiste était double. Il comprenait un aspect tactique immédiatement perceptible à travers des comportements significatifs et des déclarations rassurantes, et un aspect stratégique à demi caché, à peine plus difficile à découvrir, mais aussi plus vrai.

Le comportement envers la classe ouvrière présentait ce dualisme. En surface, un apparent esprit révolutionnaire. En profondeur, l'intention de désamorcer la bombe que représentait la conscience de classe — et de faire disparaître les organisations qui nourrissent cette conscience et l'incarnent plus ou moins bien. En juin 36, la presse rexiste, dans un premier mouvement, désapprouva violemment la grève des **dockers** d'Anvers, et reprocha au bourgmestre socialiste de la ville de ne pas avoir fait appel à l'armée contre les « émeutiers ». Puis, elle se mit à appuyer la grève, quand celle-ci ne fut plus un phénomène localisé; et elle couvrit les dirigeants socialistes de calomnies, les accusant de trahison à l'égard des masses et de complicité dans les scandales politico-financiers. En même temps, le mouvement rexiste préparait des distributions gratuites de nourriture pour les ouvriers, et, pour leurs enfants, il obtenait l'hospitalité dans les familles d'inscrits ou de sympathisants (55).

Mais dans la pseudo-biographie — qui est presque un livre de mémoires — de Degrelle, publiée à Paris en 1961, on raconte avec satisfaction que des jeunes gens partis pour la campagne, les Ardennes ou la mer, « presque tous le poing fermé à la manière rouge » rentraient « comblés, grossis, renipés, la main tendue joyeusement » (56). Que préconisait, en dernière analyse, le « chef » rexiste pour les ouvriers ? Donnons la paroles à l'un de ses biographes-hagiographes : « Léon Degrelle, bien entendu, ne veut pas d'une politique de nivellement au sens du marxisme. Mais, avec une conception très saine de la justice, de la justice distributive

(52) J.M. ETIENNE, op. cit., pp. 74-note, 77-78.

(53) Cfr. R. PFEIFFER - J. LADRIERE, op. cit., pp. 33-40. Il faut noter que la police était présente et intervenait pour permettre le déroulement normal de la réunion.

(54) Cfr. J.M. DOMENACH, *La propagande politique*, Paris, PUF, 1962, pp. 68-69 : « Pour créer l'illusion d'unanimité la propagande a toutes sortes de ressources [...] en novembre 1932, les nazis étaient en perte de vitesse [...]. Goebbels décida alors de frapper un grand coup. Il concentra toute la propagande du parti sur les élections partielles de Lippe-Detmold, arrondissement de 150.000 habitants [...]. La manœuvre réussit et les nazis triomphèrent à Lippe-Detmold [...] Le fasciste belge Léon Degrelle avait voulu recommencer la même opération lors de la fameuse élection de Bruxelles en 1937. Mais ses adversaires, sentant le danger [...] concentrèrent eux aussi sur Bruxelles tout leur effort de propagande. Le rexisme en subit un échec dont il ne se releva pas. »

(55) Cfr. J.M. ETIENNE, op. cit., pp. 117-119.

(56) Cfr. Louise NARVAEZ, *Degrelle m'a dit ...*, Paris, Morel, 1961.

surtout, il ne veut rien épargner pour élever la dignité de l'ouvrier et l'amener dans la vie, étape par étape, au maximum d'épanouissement et de rendement. En poussant à la fréquentation des classes, il veut que les modestes s'inspirent des vertus bourgeoises, tout comme il attend de la bourgeoisie qu'elle comprenne la vie rude des travailleurs et qu'elle humanise son cœur, (...). On parle tant de justice et de revendications ! Que les hommes se comprennent en se fréquentant d'abord et la justice dans les actes et dans les relations surgira d'elle-même » (57). Comme pour le programme rexiste de 36, il restait à trouver un théoricien capable de montrer de quelle façon le partage des richesses aurait pu se réaliser dans la solidarité des classes (58). Dans la vision de Degrelle, la paix sociale était liée à une « morale » et aux habitudes de comportement, une « révolution des âmes », en somme... les travailleurs, modestes (par excellence) auraient dû s'inspirer des vertus (et non des vices) de la bourgeoisie... celle-ci aurait dû « comprendre » la vie, rude (naturellement) des travailleurs et humaniser ainsi son cœur... On comprend qu'une telle idylle n'aurait été possible qu'à condition de faire sortir de la scène les « perturbateurs » socialistes et communistes.

De même, pour arriver à caractériser le type de régime que les rexistes auraient instauré, une fois au pouvoir, il faut distinguer entre les programmes rendus publics et les ambitions inavouées mais pourtant perceptibles. Les programmes rendus publics étaient plutôt fumeux : le Parlement, dans une session annuelle de deux mois seulement, aurait dû discuter les budgets, contrôler le gouvernement, et approuver les lois plus importantes (les dispositions à caractère technique auraient été de la compétence des corporations); les législatures auraient vu leur durée prorogée jusqu'à 6 ou même 8 ans; au suffrage universel on aurait substitué le suffrage familial avec une voix de plus pour le père et une pour la mère de plus de trois fils (59); on aurait introduit le principe du referendum populaire, etc... (60).

Derrière les programmes fumeux, il y avait des ambitions qui se voulaient secrètes, mais que l'observateur averti était en mesure de percevoir. Ceux qui ne virent pas, en 1936, que Degrelle naviguait dans les eaux fascistes, montrèrent peu de sens politique (61). Les aspirations dictatoriales qui accompagnaient la lutte rexiste pour le pouvoir, pouvaient être décelées à travers plusieurs symptômes indubitables et par-dessus tout : l'organisation interne du mouvement et la position même de Degrelle comme « chef » indiscuté et respecté, dès le début, au-delà de toute justification rationnelle (62).

L'organisation interne de Rex n'était pas démocratique; les principaux dirigeants étaient nommés par Degrelle et l'inférieur était responsable devant le supérieur. Statutairement, aucune intervention de la base n'était prévue (63). L'autorité du chef était absolue et incontestée (64). A l'occasion des élections de 1936, Rex avait même fait savoir qu'il continuerait la lutte jusqu'à la prise complète — et sans partage — du pouvoir (65)

(57) Cfr. USMARD LEGRUS, *Un homme ... un chef. Léon Degrelle*. Préface de Jean Denis, Bruxelles, éditions Rex, 1937, pp. 198-199.

(58) Cette réflexion fut faite à l'époque par le socialiste Frédéric Denis (cfr. *Rex est mort*, Paris, Bruxelles, éditions Labor, 1937).

(59) Cfr. J.M. ETIENNE, op. cit., pp. 90-91.

(60) Cfr. V. LEGROS, op. cit., p. 169.

(61) Cfr. Jean STENGERS, *Belgium*, in op. cit., p. 157; et cfr. p. 161 : « Ce que Degrelle visait, de toute évidence, était un système uniparti, comme support pour sa dictature. Degrelle lui-même nia nettement cela, mais ses dénégations n'avaient pas de poids quand on les comparait avec la ligne générale du mouvement rexiste. »

(62) Le livre de Robert DE VROYLANDE (*Quand Rex était petit*, Louvain, éd. Lovanis, 1936) ne fait rien d'autre, pour ainsi dire, qu'illustrer les conséquences pernicieuses des comportements autoritaires et mégalomanes de Degrelle du temps où il était directeur des éditions Rex.

(63) Cfr. J.M. ETIENNE, op. cit., pp. 80-81.

(64) Cfr. aussi le texte extrait de la revue rexiste *Soirées* de 1935 et intitulé *Le Chef* (in J.M. ETIENNE, op. cit., pp. 41-42). « Le chef est celui qui a la passion de commander et un appétit insatiable de réussite personnelle [...]. Le chef est celui qui n'admet jamais qu'on lui dise qu'il s'est trompé », etc.

(65) Cfr. Jean DUCHESNE, *Un tournant dans l'histoire de Belgique 1934-1940*, Bruxelles, Vromant, 1967, p. 92.

(un des **slogans** les plus populaires parmi les partisans du mouvement — presque un mot d'ordre — était **Rex vaincra**). Et à Bruxelles, Léon Degrelle avait même choisi le balcon d'où il aurait parlé au peuple... (66).

Ces prémisses étant données, nous devons en conclure que l'éventuelle instauration d'un régime corporatif en Belgique, n'aurait pas conduit à un gouvernement oligarchique ou collégial, mais à la concentration et au transfert du pouvoir exécutif suprême dans les mains d'un dictateur incontrôlable.

A la fin de cette analyse, Rex nous apparaît comme un mouvement **fasciste** dans le sens que nous avons précisé plus haut; dans certains de ses aspects, ce fascisme n'est compréhensible que s'il est vu dans le cadre constitué par l'ensemble des « fascismes » belges (V.N.V., Verdinaso, Légion Nationale); sous d'autres aspects enfin, il est assez original, de sorte que, en 1938, il n'y eut pas passage d'une position politique à une autre — comme le prétend J.-M. Etienne — mais tout au plus glissement et installation finale dans une position déjà occupée avant approximativement (67).

Autre chose est de vouloir rendre compte, en termes de causalité, des différences que nous avons notées entre le rexisme et les autres fascismes. Dans ce sens, les problèmes auxquels les historiens sont appelés encore aujourd'hui à répondre, sont nombreux. Et toutes les inconnues viennent d'une question fondamentale (cette question, précisément parce qu'elle est vague, devrait donner lieu à une série d'interrogations particulières) : pourquoi la Belgique, dans l'entre-deux-guerres, resta-t-elle dans le camp de la démocratie libérale ? Dans la réponse, il faudra évaluer le poids de différents facteurs : la double composition nationale (à l'époque, « belges » d'un côté, et flamands néerlandophones de l'autre), l'évolution idéologique des socialistes, les prises de position de l'Eglise, le rajeunissement du personnel politique au niveau du gouvernement en 1935, l'état des rapports entre les classes, etc... Et c'est pourquoi il ne suffit pas de définir le fascisme belge uniquement comme un ensemble de traits caractéristiques propres à un parti; il faudra arriver à le définir comme dynamique commune à un ensemble de forces politiques et sociales.

Mais, pour le moment, contentons-nous de la conclusion à laquelle nous sommes arrivés : la constellation des forces qui préparèrent, accompagnèrent et constituèrent l'explosion rexiste de 1936, était certainement fasciste, même si elle ne présentait pas tous les traits, déployés et organisés, de ce qu'aurait pu être un régime fasciste belge.

(66) Cfr. Pierre DAYE, *Léon Degrelle et le Rexisme*, Paris, A. Fayard et Cie, 1937.

(67) C'est un jugement similaire que porte Nolte quand il écrit que Rex « avait une « tête de Janus » et l'aspect fasciste ressortait de plus en plus clairement. »

VIENT DE PARAÎTRE
À LA FONDATION JOSEPH JACQUEMOTTE

Théorie et pratique de la spéculation foncière

Dans cette brève étude, **J. Aron**, architecte et urbaniste, démonte les mécanismes de la spéculation foncière et de son influence pernicieuse sur le développement urbain. La propriété privée du sol et les avantages qu'elle procure ne peuvent être dissociés du fonctionnement du système capitaliste de production : la spéculation croît avec l'influence du capital financier dans le secteur immobilier. L'auteur esquisse les moyens de lutter contre ce fléau tout en indiquant les limites actuelles de ces interventions.

L'ouvrage est précédé d'un avant-propos de **J. Moins**, Conseiller communiste de l'Agglomération bruxelloise.

Plaquette 12,5 × 18 cm sous couverture plastifiée deux couleurs.
56 pages PRIX : 70 F

Sexualité et morale d'aujourd'hui

Débats avec la participation de **Françoise de Gruson**, écrivain ; **Rodolphe Roelens**, médecin ; **Marie-Thérèse Cuvelliez**, juriste ; **Maurice Haber**, psychiatre-psychanalyste ; **Marijke Van Hemeldonck**, syndicaliste ; **Françoise d'Eaubonne**, écrivain ; **Micheline Roelandt**, médecin ; **Angèle Verdin**, sénateur ; **Pierre de Loch**, prêtre ; **Suzanne Moreau**, avocat ; **Monique Weyl**, avocat.

Introduction de **Bernard Muldworf**, Consultant en psychiatrie à la Policlinique des Métallurgistes C.G.T. - Paris.

Conclusion de **Willy Peers**, Directeur-adjoint au Centre d'Obstétrique et de Gynécologie de Namur

Un volume de 13 × 21 cm sous couverture plastifiée deux couleurs
176 pages PRIX : 176 F

Pour obtenir ces ouvrages, versez la somme correspondante
au C.C.P. 1887.45 de la Fondation Joseph Jacquemotte,
avenue de Stalingrad, 29 — 1000 Bruxelles

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Augustin Duchâteau / Rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 29-31, 1000 Bruxelles

40 F